

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Premier ministre

Direction
de l'information
légale
et administrative



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail

Ministère de l'agriculture
et de l'alimentation

BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2019/24 DU 29 JUIN 2019

	<u>Pages</u>
Ministère du travail.....	1
Ministère de l’agriculture et de l’alimentation	74

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2019/24

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
Administrateurs et mandataires judiciaires (personnel) : avenant n° 28 du 12 mars 2019 relatif à la revalorisation des salaires à compter du 1 ^{er} avril 2019	4
Alimentation à succursales (supermarchés, hypermarchés [gérants mandataires]) : accord du 28 janvier 2019 relatif à la désignation d'« Opcommerce » comme opérateur de compétences	6
Ameublement et audiovisuel : accord du 7 novembre 2018 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences (OPCO)	8
Bâtiment (Ain [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés]) : accord du 25 février 2019 relatif aux indemnités de petits déplacements à compter du 1 ^{er} avril 2019 (Ain)	10
Bâtiment (Nouvelle-Aquitaine [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés et plus de 10 salariés]) : accord du 28 mars 2019 relatif aux salaires minima à compter du 1 ^{er} juillet 2019 (Nouvelle-Aquitaine)	13
Bricolage : accord du 11 décembre 2018 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences (OPCO)	17
Chaux (industries) : accord du 10 mars 2017 relatif aux salaires et à la prime de vacances au 1 ^{er} mars 2017	19
Ciments (industries [ouvriers, ETAM, cadres]) : accord professionnel du 5 juin 2018 relatif au regroupement des conventions collectives nationales de l'industrie de la fabrication des ciments.....	23
Commerces de détail non alimentaires : avenant du 6 novembre 2018 relatif au choix de la filière de rattachement de l'opérateur de compétence (lettre paritaire).....	33
Coopératives de consommateurs : accord du 30 octobre 2018 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences de la branche	35
Hôtels, cafés, restaurants : accord du 4 février 2019 relatif à la dissolution de l'association paritaire de gestion des moyens HCR prévoyance et HCR santé.....	37
Jardineries et graineteries : avenant du 14 décembre 2018 relatif à la désignation de l'opérateur de compétences	39
Métallurgie (Haute-Savoie) : accord du 1 ^{er} avril 2019 relatif aux rémunérations annuelles garanties, aux rémunérations minimales hiérarchiques, et aux primes pour l'année 2019 ...	41

Opérateur de compétences (entreprises de proximité) : accord professionnel du 27 février 2019 relatif à l'OPCO (entreprises de proximité)	44
Papeterie, fournitures de bureau (commerces de détail) : accord du 14 novembre 2018 relatif au regroupement de branches professionnelles au sein d'un opérateur de compétence (commerce)	71

Brochure n° 3353

Convention collective nationale
IDCC : 2706. – PERSONNEL DES ADMINISTRATEURS
ET DES MANDATAIRES JUDICIAIRES

AVENANT N° 28 DU 12 MARS 2019
RELATIF À LA REVALORISATION DES SALAIRES À COMPTER DU 1^{ER} AVRIL 2019

NOR : ASET1950709M
IDCC : 2706

Entre :

IFPPC,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

FEC FO ;

FSE CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les signataires du présent avenant décident, à compter du 1^{er} avril 2019, une revalorisation forfaitaire limitée aux niveaux A1, A2a et T2a ainsi qu'une revalorisation de 1 % des salaires minima des autres niveaux de l'article 21 de la convention collective du 20 décembre 2007 comme suit :

Pour les non-cadres

(En euros.)

ÉCHELON	MONTANT
Filière administrative. – Employés	
A1	1 600
A2a	1 630
A2b	1 702
A2c	1 745
A3a	1 789
A3b	1 890
A3c	2 000

ÉCHELON	MONTANT
Filière administrative. – TAM	
A4a	2 064
A4b	2 174
A4c	2 525
Filière technique. – Employés	
T2a	1 630
T2b	1 691
T2c	1 745
T3a	1 806
T3b	1 894
T3c	2 064
T3d	2 174
Filière technique. – TAM	
T4a	2 393
T4b	2 568
T4c	2 860
Filière collaborateur (EMP/ETAM)	
C2b	1 843
C3a	2 194
C3b	2 525
Filière stagiaires	
S2b	1 865
S3a	2 086
S3b	2 086

Pour les cadres

La revalorisation des salaires des cadres a été traitée par l'avenant n° 11 *bis* rectificatif du 17 septembre 2015 (indexation PFMSS).

Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Dépôt et extension

Le présent avenant est établi en vertu des dispositions du code du travail relatives à « la négociation collective - les conventions et accords collectifs du travail » (livre deuxième de la partie II). Il est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des organisations signataires et être déposé en deux exemplaires dont un support électronique. Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 12 mars 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3007

Convention collective nationale
IDCC : 1314. – **MAISONS D’ALIMENTATION À SUCCURSALES,
SUPERMARCHÉS, HYPERMARCHÉS
(Gérants mandataires)**

ACCORD DU 28 JANVIER 2019
RELATIF À LA DÉSIGNATION D’« OPCOMMERCE »
COMME OPÉRATEUR DE COMPÉTENCES

NOR : ASET1950720M
IDCC : 1314

Entre :

FCD,

D’une part, et

FGTA FO ;

FNAAC CFE-CGC ;

CGT CSD,

D’autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet de l’avenant

Le présent accord désigne, à compter du 1^{er} avril 2019, l’opérateur de compétences du commerce (« Opcommerce ») comme opérateur de compétences dans le champ conventionnel de l’accord collectif national des maisons d’alimentation à succursales, supermarchés, hypermarchés « gérants mandataires non-salariés » du 18 juillet 1963 modifié, régissant les rapports entre les entreprises propriétaires des succursales et les gérants mandataires non-salariés.

Article 2

Durée. – Entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée ; il entre en vigueur à compter du 1^{er} avril 2019.

Article 3

Entreprises de moins de 50 gérants mandataires non-salariés

Le présent avenant ne prévoit pas de mesures particulières pour les entreprises propriétaires de succursales qui compteraient moins de 50 gérants mandataires non-salariés dans la mesure où la désignation doit s’appliquer à l’ensemble des entreprises relevant de l’accord collectif national précité.

Article 4

Publicité. – Extension

Le présent avenant sera déposé en un exemplaire original signé des parties, à la direction des relations du travail, dépôt des accords, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, ainsi que par voie électronique à l'adresse de messagerie : depot.accord@travail.gouv.fr, et sera transmis aux services de la DGEFP.

Les parties signataires conviennent de demander sans délai l'extension du présent avenant, la fédération des entreprises du commerce et de la distribution étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 28 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3076

Convention collective nationale

IDCC : 1686. – **COMMERCE ET SERVICES DE L'AUDIOVISUEL,
DE L'ÉLECTRONIQUE ET DE L'ÉQUIPEMENT MÉNAGER**

Brochure n° 3056

Convention collective nationale

IDCC : 1880. – **NÉGOCE DE L'AMEUBLEMENT**

ACCORD DU 7 NOVEMBRE 2018
RELATIF À LA DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE COMPÉTENCES (OPCO)

NOR : ASET1950712M

IDCC : 1686, 1880

Entre :

FENACEREM ;

FEDELEC ;

FNAEM,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

CGT CSD,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les dispositions de l'article 39 de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel invitent les partenaires sociaux à créer avant le 31 décembre 2018 l'opérateur de compétences destiné à assurer les missions telles que définies par l'article L. 6332-1 du code du travail. Tel est l'objet du présent accord interbranches qui s'inscrit dans les préconisations du rapport Marx-Bagorski du 24 août 2018.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises du champ d'application de la convention collective des commerces et services de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager (IDCC 1686), et de la convention collective du négoce de l'ameublement (IDCC 1880).

Article 2

Choix du secteur d'activité

Compte tenu des éléments d'information dont disposent à ce jour les partenaires sociaux des branches concernées par le présent accord, les parties au présent accord, eu égard à l'activité des entreprises du champ d'application défini par l'article 1^{er} ci-avant se reconnaissent relevant du secteur d'activités commerce.

Article 3

Participation à la constitution d'un OPCO

Dans cette perspective, et sous réserve de l'évolution des textes relatifs à la mise en place des OPCO tels que proposés dans le rapport ministériel précité, les parties au présent accord manifestent leur volonté de participer aux négociations constitutives du futur OPCO du secteur d'activité commerce.

Article 4

Modalités d'application

Le présent accord entrera en vigueur pour autant que ses signataires remplissent les conditions définies par l'article L. 2232-6 du code du travail appréciées séparément dans chacune des deux branches concernées.

Article 5

Dispositions relatives aux entreprises de moins de 50 salariés

Compte tenu de l'objet du présent accord, il ne comporte pas de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 6

Date d'effet. – Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et pourra être dénoncé ou révisé à tout moment. Il prend effet dès sa signature.

Article 7

Dépôt. – Extension

Le texte du présent accord est établi en suffisamment d'exemplaires pour qu'un original soit remis à chaque organisation signataire et que les formalités de dépôt prévues aux articles D. 2231-2 et suivants du code du travail et d'extension puissent être effectuées par la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 7 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 25 FÉVRIER 2019
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
À COMPTER DU 1^{ER} AVRIL 2019 (AIN)

NOR : ASET1950706M
IDCC : 1596, 1597

Entre :
FBTPA ;
CAPEB Ain ;
SCOP BTP Rhône-Alpes,

D'une part, et
BTP FO Rhône-Alpes ;
UD CFDT Ain,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés du département de l'Ain se sont réunies pour négocier le montant des indemnités de petits déplacements applicables dans le département de l'Ain, conformément à l'article I-4 des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990 concernant, d'une part, les ouvriers employés par les entreprises du Bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant jusqu'à 10 salariés), d'autre part, les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises occupant plus de 10 salariés), et des textes conventionnels territoriaux en vigueur sur ces champs.

Article 1^{er}

Les montants des trois indemnités professionnelles, journalières et forfaitaires, qui constituent le régime d'indemnisation des petits déplacements, sont fixés comme suit à compter du 1^{er} avril 2019 pour le département de l'Ain.

Article 2

De convention expresse entre les parties, et compte tenu des possibilités d'adaptation prévues par les textes référencés ci-dessus, la première zone – de 0 à 10 km - est divisée en deux dans le département de l'Ain :

- zone I a : de 0 à 4 km ;
- zone I b : de 4 à 10 km.

Article 3

Pour le département de l'Ain, les parties signataires du présent avenant ont fixé le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, à compter du 1^{er} avril 2019 :

(En euros.)

ZONES	INDEMNITÉ de trajet	INDEMNITÉ de transport	INDEMNITÉ de repas
1a	0,51	0,75	10,06
1b	1,22	2,59	
2	2,42	5,45	
3	3,66	9,12	
4	4,84	12,81	
5	6,23	16,47	

La majoration de 25 % prévue antérieurement, dans le cadre du calcul des zones à vol d'oiseau, pour les communes situées en zone de montagne en vertu des arrêtés préfectoraux des 26 juin 1961, 3 août 1962, 20 février 1974 et 28 avril 1976, est supprimée.

Toutefois, cette suppression est subordonnée à l'entrée en vigueur effective des nouvelles conventions collectives nationales ouvriers prévoyant le calcul des zones concentriques au moyen d'un site internet reconnu de calcul d'itinéraire ou, en tout état de cause, à l'application d'un tel système au niveau de l'entreprise.

Article 4

Compte tenu de la structure des entreprises de la branche et de la volonté des parties signataires de maintenir un statut social homogène au bénéfice de l'ensemble des ouvriers de la profession, il n'est pas nécessaire de prévoir de stipulation spécifique pour les entreprises employant moins de 50 salariés.

Article 5

La prochaine réunion de la commission paritaire départementale aura lieu en février 2020.

Article 6

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément à la réglementation en vigueur et fera l'objet des mesures de publicités réglementaires.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord auprès du ministère compétent.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 25 février 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale
BÂTIMENT
IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 28 MARS 2019
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA À COMPTER DU 1^{ER} JUILLET 2019
(NOUVELLE-AQUITAINE)
NOR : ASET1950721M
IDCC : 1596,1597

Entre :
FFB Nouvelle-Aquitaine ;
FSCOP Aquitaine,
D'une part, et
CFDT Nouvelle-Aquitaine ;
UR FO BTP ;
BATIMAT-TP CFTC Nouvelle-Aquitaine,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles XII-8 et XII-9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, et de l'accord national signé le 12 février 2002, relatif à la durée légale du travail pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés de la région Nouvelle-Aquitaine se sont réunies afin de déterminer les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Nouvelle-Aquitaine.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel ⁽¹⁾, les parties conviennent de déterminer les barèmes des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment dans le périmètre géographique des nouvelles régions, avec un objectif de convergence au 1^{er} mai 2020.

Article 2

Les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment de la Nouvelle-Aquitaine comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment pour les départements de la Dordogne (24), de la Gironde (33), des Landes (40), du Lot-et-Garonne (47), des Pyrénées-Atlantiques (64).

Barème applicable à compter du 1^{er} juillet 2019

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (pour 35 heures hebdomadaires)	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I			
Ouvrier d'exécution :			
– position 1	150	1 530,00	10,09
– position 2	170	1 570,31	10,35
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 663,06	10,96
Niveau III			
Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 818,62	11,99
– position 2	230	1 953,47	12,88
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	2 116,52	13,95
– position 2	270	2 246,30	14,81

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment pour les départements de la Creuse (23), de la Corrèze (19), de la Haute-Vienne (87).

(Voir tableau page suivante.)

(1) Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

Barème applicable à compter du 1^{er} juillet 2019

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (pour 35 heures hebdomadaires)	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I			
Ouvrier d'exécution :			
– position 1	150	1 530,00	10,09
– position 2	170	1 570,31	10,35
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 663,06	10,96
Niveau III			
Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 818,62	11,99
– position 2	230	1 944,34	12,82
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	2 098,43	13,84
– position 2	270	2 223,64	14,66

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment pour les départements de la Charente (16), de la Charente-Maritime (17), les Deux-Sèvres (79), la Vienne (86).

Barème applicable à compter du 1^{er} juillet 2019

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (pour 35 heures hebdomadaires)	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I			
Ouvrier d'exécution :			
– position 1	150	1 530,00	10,09
– position 2	170	1 570,31	10,35
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 623,43	10,70
Niveau III			
Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 799,78	11,87
– position 2	230	1 938,58	12,78

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (pour 35 heures hebdomadaires)	TAUX HORAIRE minimal
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	2 098,43	13,84
– position 2	270	2 232,56	14,72

Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT) dépôt des accords collectifs à Paris 15^e et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Bordeaux.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Bordeaux, le 28 mars 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3232

Convention collective nationale

IDCC : 1606. – **BRICOLAGE**
(Vente au détail en libre-service)

ACCORD DU 11 DÉCEMBRE 2018
RELATIF À LA DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE COMPÉTENCES (OPCO)

NOR : ASET1950710M
IDCC : 1606

Entre :

FMB,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FEC FO ;

CGT FCS ;

CFDT services,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Considérant la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, et notamment son article 39.

Considérant le rapport n° 2018-070 de MM. Jean-Marie Marx et René Bagorski relatif aux opérateurs de compétences suite à la mission confiée par la ministre du travail.

Les parties signataires du présent accord conviennent des dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Désignation de l'opérateur de compétences du commerce

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel crée les organismes paritaires agréés dénommés opérateurs de compétences dont l'existence est subordonnée à la conclusion d'un ou plusieurs accords de branche qui composent son champ d'application.

La branche du bricolage choisit ainsi, par le présent accord, de désigner un opérateur de compétence pour le champ d'application de la convention collective du bricolage (IDCC n° 1606). Dans l'attente des précisions sur la liste et le périmètre des futurs opérateurs de compétences constitués, les parties signataires indiquent qu'ils souhaitent adhérer à l'opérateur de compétences de la filière commerce.

Les parties signataires considèrent en effet que leur secteur économique, qui est basé principalement sur l'activité de vente au détail, est un secteur du commerce.

Il existe par ailleurs avec les autres branches du commerce une très forte cohérence non seulement économique mais aussi en termes de métiers et de compétences, d'enjeux communs de formation face à l'impact du numérique, d'acquisitions de compétences, de besoins des entreprises et de développement de l'alternance.

Article 2

Champ d'application

Cet accord s'applique à toutes les entreprises de la branche sans distinction selon le nombre de salariés des entreprises.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur au 1^{er} avril 2019.

Article 4

Publicité

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail en un exemplaire original signé des parties, et en un exemplaire sur support électronique. Un exemplaire sera remis au greffe du conseil de prud'hommes de Paris. Il sera communiqué à la base de données nationale en application de l'article L. 2231-5-1 du code du travail.

Article 5

Extension

Les parties signataires conviennent de demander sans délai l'extension du présent avenant, la fédération des magasins de bricolage et de l'aménagement de la maison (FMB) étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 11 décembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3064

Convention collective nationale
IDCC : 3151. – **INDUSTRIES DE LA FABRICATION DE LA CHAUX**

ACCORD DU 10 MARS 2017
RELATIF AUX SALAIRES ET À LA PRIME DE VACANCES
AU 1^{ER} MARS 2017
NOR : ASET1950704M
IDCC : 3151

Entre :

UPC,

D'une part, et

BATIMAT-TP CFTC ;

CFDT FNSCB ;

SICMA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Salaires

L'augmentation des salaires minima conventionnels négociée le 10 mars 2017 sera, pour les 3 catégories, ouvriers, ETDAM et cadres de : 0,8 % applicable à partir du 1^{er} mars 2017.

Elle s'accompagne des mesures suivantes :

Si l'inflation moyenne entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2017, mesurable sur les indicateurs Insee disponibles en septembre 2017, est supérieure à 0,8 %, un facteur de correction égal à la différence entre cette inflation moyenne et 0.8 % s'appliquera automatiquement sur les minima conventionnels à compter du 1^{er} octobre 2017.

Si l'inflation moyenne est supérieure à 2 %, une nouvelle réunion sera organisée entre les partenaires sociaux.

Voir en annexe I les grilles salariales correspondantes calculées au 1^{er} mars 2017.

Article 2

Prime de vacances

La prime de vacances prévue par la convention collective nationale de l'industrie de la fabrication de la chaux pour les 3 catégories de personnels ouvriers, ETDAM et cadres est revalorisée de 20 € et se trouve ainsi portée à 2 040 €.

Elle est attribuée au *pro rata temporis* du temps réellement travaillé dans l'entreprise au cours de l'année écoulée.

Article 3

Dépôt de l'accord

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail dans les conditions fixées à l'article D. 2231-3 du code du travail.

Article 4

Extension

Les articles 1, 2 du présent accord feront l'objet d'une demande d'extension auprès des services centraux du ministère en charge du travail et de l'emploi.

Fait à Paris, le 10 mars 2017.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Grille des salaires minima conventionnels « Ouvriers » 2017

Salaires minima mensuels

(En euros.)

COEF.	SALAIRES au 1 ^{er} janvier 2017	SALAIRES au 1 ^{er} mars 2017
130	1 650,31	1 663,51
145	1 680,76	1 694,20
155	1 701,08	1 714,69
160	1 711,22	1 724,91
170	1 731,53	1 745,38
185	1 804,64	1 819,07
205	1 989,19	2 005,10

Grille des salaires minima conventionnels « ETDAM » 2017

*Rémunérations annuelles minima, y compris primes fixe et additionnelle,
y compris variable hors gratification et prime de vacances.*

(En euros.)

COEF.	SALAIRES au 1 ^{er} janvier 2017	SALAIRES au 1 ^{er} mars 2017
150	18 851,62	19 002,44
155	19 023,25	19 175,44
160	19 219,40	19 373,16
165	19 440,09	19 595,61
170	19 684,97	19 842,45
175	19 954,82	20 114,46
180	20 248,91	20 410,90
185	20 567,66	20 732,20
190	20 911,08	21 078,37
195	21 279,02	21 449,25
200	21 671,33	21 844,70
205	22 087,85	22 264,55
210	22 529,19	22 709,42
215	22 995,06	23 179,02
220	23 477,42	23 665,23

COEF.	SALAIRES au 1 ^{er} janvier 2017	SALAIRES au 1 ^{er} mars 2017
225	23 992,46	24 184,40
230	24 532,04	24 728,30
235	25 095,84	25 296,60
240	25 683,84	25 889,31
250	26 320,28	26 530,84

Grille des salaires minima conventionnels « Cadres » 2017

*Rémunérations annuelles minima, y compris variable,
hors gratifications et prime de vacances*

(En euros.)

COEF.	SALAIRES au 1 ^{er} janvier 2017	SALAIRES au 1 ^{er} mars 2017
260	31 256,97	31 507,03
270	32 458,95	32 718,62
280	33 660,92	33 930,21
300	36 065,99	36 354,52
305	36 666,98	36 960,32
325	39 070,94	39 383,51
400	48 087,97	48 472,68

Brochure n° 3280

**Conventions collectives nationales
et accords nationaux**
INDUSTRIE DE LA FABRICATION DES CEMENTS
IDCC : 832. – **Ouvriers**
IDCC : 833. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**
IDCC : 363. – **Cadres**

ACCORD PROFESSIONNEL DU 5 JUIN 2018
RELATIF AU REGROUPEMENT DES CONVENTIONS COLLECTIVES NATIONALES
DE L'INDUSTRIE DE LA FABRICATION DES CEMENTS
NOR : ASET1950707M
IDCC : 832, 833, 363

Entre :
SFIC,
D'une part, et
CGT FNSCBA ;
FG FO construction,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Par la conclusion le 12 avril 2018 de l'accord de méthode sur la restructuration des conventions collectives nationales de l'industrie cimentière, les parties signataires ont manifesté leur volonté de s'inscrire dans une démarche de rationalisation du paysage conventionnel de l'industrie cimentière par l'élaboration d'une convention collective nationale unique pour la branche de l'Industrie de la Fabrication des ciments.

L'élaboration de cette nouvelle convention collective est ordonnancée par un travail de réécriture à droit constant des textes conventionnels en vigueur dans l'industrie de la fabrication des ciments, à savoir : les conventions collectives nationales de l'industrie de la fabrication des ciments du personnel ouvrier du 2 février 1976, du personnel ETDAM du 2 février 1976 et du personnel ingénieurs et cadres du 3 juillet 1963, ainsi que les accords nationaux qui y sont rattachés.

Cette démarche a pour objectif, non seulement de répondre à l'intérêt général attaché à la restructuration des branches professionnelles, mais avant tout de permettre aux entreprises et aux salariés de l'industrie cimentière de continuer à disposer d'une couverture conventionnelle propre via des

dispositions lisibles et conformes à la législation et à la réglementation en vigueur. Une méthode et un calendrier de travail ont ainsi été définis par l'accord précité.

Les parties signataires entendent, par le présent accord, marquer une étape supplémentaire dans leurs négociations en vue de l'élaboration de la convention collective nationale de la branche de l'industrie de la fabrication des ciments.

Ainsi, le présent accord a pour objet de définir et actualiser le champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments, dans l'objectif de fusion des conventions collectives précitées actuellement en vigueur, et de mise en conformité dudit champ à la législation.

Le présent texte constituant un accord d'étape. Les parties signataires entendent poursuivre leurs discussions sur les mesures relatives aux conditions de travail des salariés fixées au niveau de la branche, l'ensemble de ces mesures ayant vocation à constituer la convention collective nationale unifiée de l'industrie de la fabrication des ciments.

Article 1^{er}

Encadrement de la fusion conventionnelle

Article 1.1

Période de transition liée à la fusion conventionnelle

La future convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments a pour objectif de définir les relations entre les employeurs et les salariés à la suite de la fusion des conventions collectives nationales catégorielles de l'industrie de la fabrication des ciments visées ci-après (avenants, annexes et accords rattachés inclus).

Par le présent accord d'étape, les parties signataires conviennent donc de la fusion du champ d'application desdites conventions collectives (avenants, annexes et accords rattachés inclus).

Par ailleurs, comme indiqué dans l'accord de méthode du 12 avril 2018, les dispositions de la convention collective révisée se substitueront au dispositif conventionnel précité à la date d'entrée en vigueur de celle-ci. Ainsi durant la période de transition déterminée par la durée du présent accord, et en tout état de cause jusqu'à la date d'effet de la nouvelle convention collective, les dispositions des conventions collectives précitées (annexes, avenants et accords rattachés inclus), demeurent opposables à l'ensemble des entreprises et salariés compris dans le champ d'application décrit ci-après.

En ce sens, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-33 du code du travail, les différences de traitement qui régissent effectivement des situations équivalentes entre salariés situés dans le champ d'application décrit ci-après et dues au maintien de stipulations conventionnelles différentes en fonction des champs d'application d'origine des conventions collectives regroupées, ne peuvent être utilement invoquées pendant la période de transition et en tout état de cause jusqu'à la date d'effet de la convention collective révisée. Ainsi, tous les salariés, quelle que soit leur date d'embauche (antérieure ou postérieure à l'entrée en vigueur du présent accord), bénéficient des dispositions conventionnelles d'origine dont ils relèvent.

Enfin, conformément à ce qui est stipulé dans l'accord de méthode du 12 avril 2018, les parties signataires se fixent comme objectif d'être parvenues pendant cette période de transition à l'unification de toutes les dispositions conventionnelles résultant de la fusion des champs d'application des conventions collectives visées ci-après (avenants, annexes et accords rattachés inclus), ceci dès lors que ces dispositions régissent effectivement des situations équivalentes. Cela ne s'oppose pas à ce que des dispositions spécifiques à une catégorie socioprofessionnelle puissent être maintenues en vigueur dans des annexes catégorielles de la nouvelle convention collective nationale, lorsque ces dispositions ne résultent pas ou ne visent pas explicitement des situations équivalentes et ne constituent pas un facteur de discrimination selon les dispositions légales et jurisprudentielles.

Article 1.2

Périmètre de la fusion conventionnelle

Le présent accord regroupe le champ d'application de plusieurs conventions collectives existantes à la date de sa prise d'effet (annexes, avenants et accords rattachés inclus).

Sont concernées les conventions collectives nationales catégorielles suivantes :

IDCC	INTITULÉ DE LA CONVENTION COLLECTIVE
363	Convention collective nationale des ingénieurs et cadres de l'industrie de la fabrication des ciments
832	Convention collective nationale du personnel ouvrier de l'industrie de la fabrication des ciments
833	Convention collective nationale du personnel employés, techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise de l'industrie de la fabrication des ciments

Lesdites conventions collectives et leurs avenants, annexes et accords nationaux rattachés, tels qu'applicables à la date de signature du présent accord et couverts par le champ d'application décrit ci-dessous, sont listés en annexe I du présent accord. Cette annexe vise également la ou les catégories socioprofessionnelles de salariés couvertes par le texte en question.

Les dispositions de ces textes sont applicables dans toutes leurs stipulations jusqu'à la fin de la période de transition déterminée par la durée du présent accord, et en tout état de cause jusqu'à la date d'effet de la future convention collective, sauf stipulation conventionnelle qui viendrait à être conclue avant cette date et qui en disposerait autrement.

Article 2

Champ d'application de la convention collective nationale

Les parties signataires définissent le champ d'application de la convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments comme suit :

« Article 1^{er}

Champ d'application

En application de l'article L. 2222-1 du code du travail, la présente convention collective nationale s'applique à l'ensemble du territoire national, y compris la Corse, les départements, régions et collectivités d'outre-mer.

Elle règle les rapports entre les salariés et les employeurs dans les entreprises appartenant aux activités industrielles ci-après énumérées, par référence à la nomenclature française d'activités et de produits du 1^{er} janvier 2008, à savoir :

NAF 2351 Z. – Fabrication de ciments : entreprises dont l'activité principale est la fabrication de ciment correspondant au code APE 2351Z (ce qui vise notamment : les ciments dits "clinker" et les ciments hydrauliques, y compris les ciments Portland, les ciments alumineux, les ciments de laitier, les ciments prompts et les ciments surphosphatés), à l'exception toutefois des entreprises rattachées aux industries des métaux, et dont le personnel bénéficie du régime applicable au personnel de ces dernières industries.

La présente convention collective s'applique aux salariés des entreprises et établissements autonomes exerçant l'activité principale ci-dessus, y compris aux salariés occupés aux activités complémentaires exercées par lesdites entreprises et établissements autonomes, telles que :

– fabrication de chaux : à l'exclusion toutefois des entreprises et établissements autonomes exerçant les activités industrielles suivantes et rattachés à la convention collective nationale des

industries de la fabrication de la chaux : fabrication de chaux hydrauliques ; fabrication de chaux aériennes, calciques et magnésiennes ;

- extraction de pierre à ciment, de marne, de pierre à chaux : avec limitation à celles de ces activités qui concernent les carrières exploitées directement et personnellement par les entreprises dont l'activité principale est la fabrication de ciments et leur appartenant, pour l'alimentation de celles de leurs usines comprises sous la NAF 2351Z, étant précisé que les autres carrières d'extraction relèvent du champ d'application des conventions collectives des industries des carrières et matériaux et de la convention collective des industries de la fabrication de la chaux ;
- fabrication de plâtre : cuisson du plâtre, four à plâtre, les fabriques de plâtre exploitées par les entreprises dont l'activité principale est la fabrication de ciments et leur appartenant, étant précisé que les autres fabriques de plâtre relèvent du champ d'application des conventions collectives nationales des industries des carrières et matériaux.

L'ensemble de ses dispositions s'applique également aux sièges sociaux, stations de broyage, d'ensachage, dépôts de vente, agences, laboratoires et centres de recherches des entreprises et établissements autonomes exerçant l'activité principale ci-dessus, soumis à la présente convention collective.

Elle pourra faire l'objet d'adaptations aux conditions particulières à chaque entreprise ou établissement, étant entendu que ces adaptations ne pourront avoir pour effet de rendre moins avantageuses les dispositions d'ordre public prévues par la loi et par la présente convention collective.

Il est précisé que la formule “la présente convention collective” employée dans le présent texte couvre également les avenants, annexes et accords rattachés à ladite convention. »

Article 3

Structuration de la convention collective nationale

Dès lors qu'elles visent à être intégrées dans les dispositions communes, les dispositions de la nouvelle convention collective (y compris ses avenants, annexes et accords rattachés) conclues et/ou maintenues dans le cadre de la démarche engagée de regroupement des textes conventionnels listés à l'annexe I du présent accord, ont vocation à s'appliquer à l'ensemble des salariés situés dans le cadre du nouveau champ d'application de la nouvelle convention collective nationale de l'industrie de la fabrication des ciments tel que défini à l'article 2 ci-dessus.

En revanche des dispositions conclues et/ou maintenues, qui pourraient ne viser que l'une et/ou l'autre des annexes catégorielles de cette convention collective nationale précitée, ne seront opposables qu'aux seuls salariés se situant dans la ou les catégories socioprofessionnelles desdites annexes concernées.

Article 4

Dispositions finales

4.1. Le présent accord prend effet au lendemain de la date de son dépôt auprès du ministère en charge des relations du travail. Il se terminera avec la signature de la nouvelle convention collective de l'industrie de la fabrication des ciments, et en tout état de cause au terme du délai législatif prévu pour la période de transition.

4.2. Conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie, par lettre recommandée avec accusé de réception, le texte à l'ensemble des organisations représentatives dans le champ d'application précité à l'issue de la procédure de signature.

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt et de demande d'extension par la partie la plus diligente, conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et L. 2261-24 du code du travail, qui sollicitera également l'attribution d'un IDCC unique.

4.3. Toute organisation syndicale représentative dans le champ d'application précité, non-signataire du présent accord, pourra y adhérer par simple déclaration auprès du ministère en charge des relations du travail. L'adhésion est notifiée aux parties signataires et doit faire l'objet d'un dépôt, conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

4.4. Conformément aux articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail, l'accord pourra également être révisé à tout moment à la demande d'une ou plusieurs organisations visées à l'article L. 2261-7 précité. La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des organisations syndicales et patronales représentatives afin qu'une négociation puisse s'engager sans tarder.

4.5. Le présent accord fera l'objet d'un bilan avant son terme fixé à l'article 4.1 ci-dessus, afin de voir si des adaptations sont nécessaires.

4.6. Par référence à l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties conviennent que compte tenu de l'objet du présent accord, qui a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises quelle que soit leur taille, il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

Fait à Paris la Défense, le 5 juin 2018.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

LISTE DES CONVENTIONS ET ACCORDS NATIONAUX ⁽¹⁾ DE LA BRANCHE DE LA FABRICATION DES CEMENTS

TEXTE CONVENTIONNEL	DATE DE SIGNATURE	DATE DE L'ARRÊTÉ D'EXTENSION	SIGNATURES/ADHÉSIONS des organisations syndicales	CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE concernée
Convention collective nationale de travail « Ouvriers » (IDCC 832)				
Texte initial :	2 février 1976	29 juin 1994	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFTC	Ouvriers
Avenant :	4 décembre 1996	19 février 1997	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFTC	
Convention collective nationale de travail « ETDAM » (IDCC 833)				
Texte initial :	2 février 1976	29 juin 1994	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFE-CGC ; CFTC	ETDAM
Avenants :	4 décembre 1996	19 février 1997	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFTC ; CFE-CGC	
	16 avril 2014	13 novembre 2014	CFTC ; CFE-CGC ; CFDT ; FG FO	
Classification des emplois du personnel ouvriers et ETDAM				
Texte initial :	6 novembre 1978	29 juin 1994	CGT ; CFTC ; CGC	Ouvriers, ETDAM
Avenants :	18 février 1999	Non étendu	CGT ; CFDT ; CFTC ; CFE-CGC	
	25 juin 2003	2 décembre 2003	CFDT ; CGT-FO ; CFTC ; CFE-CGC	
	30 juin 2005	7 décembre 2005	CFDT ; CGT-FO ; CFE-CGC	
Convention collective nationale de travail « Ingénieurs et cadres » (IDCC 363)				
Texte initial :	5 juillet 1963	16 avril 1968	CFE-CGC ; CFTC ; CGT ; CGT-FO	Ingénieurs et cadres
Avenants :	2 juin 1965	16 avril 1968	CFE-CGC ; CFTC ; CGT ; CGT-FO	
	5 juillet 1968	Non étendu	CGT ; CGT-FO ; CFE-CGC ; CFDT	

(1) Textes en vigueur classés dans le tableau par thèmes et par ordre chronologique au sein de chaque thème.

TEXTE CONVENTIONNEL	DATE DE SIGNATURE	DATE DE L'ARRÊTÉ D'EXTENSION	SIGNATURES/ADHÉSIONS des organisations syndicales	CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE concernée
	9 octobre 1968 5 avril 2013	Non étendu 2 octobre 2013	CGT ; CFDT ; CFE-CGC ; CGT-FO CFE-CGC ; CFDT	
Champ d'application professionnel				
Avenants relatifs au champ d'application professionnel des accords nationaux de l'industrie cimentière :	20 novembre 1997	Non étendus	CGT ; CFDT ; CFTC ; CGT-FO (personnel ouvrier) CGT ; CFDT ; CFTC ; CGT-FO ; CFE-CGC (personnel ETDAM) CGT ; CGT-FO ; CFTC ; CFE-CGC (personnel ingénieurs et cadres)	Toutes CSP confondues
Personnel d'encadrement				
Protocole d'accord relatif au personnel d'encadrement de l'industrie cimentière :	10 octobre 1984	Non étendu	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFE-CGC ; CFTC	ETDAM, ingénieurs et cadres
Durée du travail et aménagement temps travail				
Accord sur l'aménagement du temps de travail du personnel des services à fonctionnement continu :	9 avril 1981	10 mars 1982	CGT-FO ; CGT ; CFE-CGC	Ouvriers, ETDAM
Accord sur l'aménagement et la durée du travail :	23 novembre 1981	10 mars 1982	CGT-FO ; CFTC ; CFDT	Toutes CSP confondues
Accord (passage à 152,25 heures) :	14 mars 2000	Non étendu	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFTC ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Avenant relatif au montant forfaitaire des INDJF ⁽¹⁾ et au contingent d'heures supplémentaires	7 avril 2005	3 octobre 2005	CGT-FO ; CFE-CGC	Ouvriers, ETDAM
(1) Indemnités pour travail de nuit, le dimanche et un jour férié.				

TEXTE CONVENTIONNEL	DATE DE SIGNATURE	DATE DE L'ARRÊTÉ D'EXTENSION	SIGNATURES/ADHÉSIONS des organisations syndicales	CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE concernée
Sécurité au travail				
Accord sur la sécurité au travail et l'amélioration des conditions de travail :	22 décembre 1987	29 juin 1994	CGT-FO ; CFTC ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Accord sur les travailleurs de nuit :	4 juin 2002	23 juin 2003	CFDT ; CGT-FO ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Retraite				
Avenants relatifs aux départs en retraite des salariés ayant commencé à travailler jeunes et ayant mené une longue carrière et des assurés handicapés :	2 avril 2004	16 juillet 2004	CFDT ; CGT-FO ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Égalité professionnelle				
Accord sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :	13 novembre 1990	29 juin 1994	CFDT ; CGT-FO ; CFTC	Toutes CSP confondues
Accord sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :	20 mai 2009	18 décembre 2009	FG FO ; CFDT ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Emploi				
Avenant relatif aux essais et examens de qualifications des dessinateurs :	24 novembre 1969	Non étendu	CFDT ; CGT ; CFE-CGC	ETDAM
Accord sur la sécurité de l'emploi :	16 juin 1971	29 juin 1994	CFDT ; CGT-FO	Toutes CSP confondues
Protocole d'accord sur la sécurité de l'emploi :	16 décembre 1973	29 juin 1994	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Accord relatif à la charte de promotion du personnel d'entretien :	10 juillet 1979	Non étendu	CFDT ; CGT-FO ; CFTC	Ouvriers, ETDAM

TEXTE CONVENTIONNEL	DATE DE SIGNATURE	DATE DE L'ARRÊTÉ D'EXTENSION	SIGNATURES/ADHÉSIONS des organisations syndicales	CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE concernée
Accord relatif à l'institution d'un système de promotion pour certains emplois de Laboratoire :	15 janvier 1980	Non étendu	CGT ; CFE-CGC	Ouvriers, ETDAM
Formation professionnelle initiale et continue				
Accord sur les objectifs et les moyens de la formation professionnelle :	7 novembre 1984	Non étendu	CGT ; CFDT ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Accord relatif à la rémunération des apprentis :	14 juin 2012	19 novembre 2013	CFTC ; FG FO	Toutes CSP confondues
Accord relatif aux missions et à l'organisation de la CPNEFP de l'industrie cimentière :	28 mai 2015	11 décembre 2015	CGT ; CFTC ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Droit syndical et dialogue social				
Protocole d'accord sur les modalités d'application du droit syndical :	5 juin 1969	29 juin 1994	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Protocole d'accord sur le niveau des négociations sociales :	15 décembre 1983	Non étendu	CGT ; CFDT ; CGT-FO ; CFTC	Toutes CSP confondues
Accord sur la négociation salariale annuelle de branche et sur l'exercice du droit syndical :	16 janvier 1991	29 juin 1994	CFDT ; CGT-FO ; CFTC ; CFE-CGC	Toutes CSP confondues
Accord relatif aux missions et à l'organisation de la CPPNI de l'industrie cimentière :	7 juin 2017	11 janvier 2018	CGT ; FG FO ; CFTC ; CFDT	Toutes CSP confondues
Salaires minima				
Avenant relatif aux rémunérations et aux primes :	13 avril 2010	27 octobre 2010	CFDT ; FG FO	Ouvriers, ETDAM

TEXTE CONVENTIONNEL	DATE DE SIGNATURE	DATE DE L'ARRÊTÉ D'EXTENSION	SIGNATURES/ADHÉSIONS des organisations syndicales	CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE concernée
Avenant relatif aux salaires mensuels garantis, aux primes et à la valeur du point :	16 avril 2014	13 novembre 2014	CFTC ; CFDT ; CFE-CGC ; FG FO	Ouvriers, ETDAM
Avenant Salaires (ingénieurs et cadres) ⁽¹⁾ :	27 mai 2015	13 octobre 2015	CFTC ; CFDT ; FG FO	Ingénieurs et Cadres
Avenant Salaires (ouvriers et ETDAM) ⁽²⁾ :	17 mai 2017	19 décembre 2017	CFDT ; FG FO ; CFE-CGC	Ouvriers, ETDAM
<p>(1) Des décisions unilatérales ont été prises par le SFIC pour les années 2016, 2017 et 2018.</p> <p>(2) Une décision unilatérale a été prise par le SFIC pour l'année 2018.</p>				

Brochure n° 3251

Convention collective nationale

IDCC : 1517. – **COMMERCE DE DÉTAIL NON ALIMENTAIRES**
Antiquités, brocante, galeries d'art (œuvres d'art),
arts de la table, coutellerie, droguerie,
équipement du foyer, bazars, commerces ménagers,
modélisme, jeux, jouets, périnatalité et maroquinerie

AVENANT DU 6 NOVEMBRE 2018
RELATIF AU CHOIX DE LA FILIÈRE DE RATTACHEMENT
DE L'OPÉRATEUR DE COMPÉTENCE (LETTRE PARITAIRE)

NOR : ASET1950711M

IDCC : 1517

Entre :

CDNA,

D'une part, et

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

FEC FO ;

CGT FCS,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Lettre paritaire

Opérateur de compétences : Choix de la filière de rattachement

L'article 19 de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel crée les « opérateurs de compétences ».

Ils sont notamment chargés de l'appui technique aux branches professionnelles pour la mise en œuvre de leurs politiques conventionnelles, dont la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et la détermination des niveaux de prises en charge adéquats des contrats d'apprentissage et de professionnalisation.

Les branches professionnelles doivent désigner d'ici le 1^{er} janvier 2019 l'opérateur de compétences auquel elles souhaitent adhérer.

Dans l'attente de précisions sur la liste et le périmètre des futurs opérateurs habilités, les parties signataires entendent d'ores et déjà indiquer, par cette lettre, la filière économique à laquelle il souhaite que la branche soit rattachée : la filière « commerce ».

Fait à Paris, le 6 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Convention collective
IDCC : 3205. – COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION
(agents de maîtrise, cadres et assimilés)
(16 octobre 2014)

ACCORD DU 30 OCTOBRE 2018
RELATIF À LA DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE COMPÉTENCES DE LA BRANCHE

NOR : ASET1950716M
IDCC : 3205

Entre :

FNCC,

D'une part, et

FGTA FO ;

FNAA CFE-CGC ;

CGT FCS,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord, prenant acte du remplacement des OPCA par les OPCO, et,

Vu le souhait du gouvernement de favoriser, pour le périmètre des OPCO la cohérence et la pertinence de leur champ d'intervention ;

Vu l'impossibilité de continuer à fonctionner avec l'opérateur actuel, faute pour ce dernier de pouvoir fournir, à ce stade, un cadre répondant à cette demande de cohérence ;

Vu le rapport de la mission confiée à MM Marx et Bagorski.

Ont souhaité, sans perdre de temps désigner un opérateur permettant aux entreprises et aux salariés de la branche de pouvoir accéder sans rupture de prise en charge.

Cet accord de par sa nature concerne toutes les entreprises quelle que soit leur taille d'effectif étant entendu que, conformément aux dispositions légales les obligations en matière de formation et de son financement sont différenciées par taille d'entreprise.

Article 1^{er}

Objet de l'accord

Le présent accord s'applique aux entreprises et à leurs salariés entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du personnel des coopératives de consommateurs et désigne

à compter de sa date légale d'entrée en activité l'opérateur de compétences (OPCO) choisi par les partenaires sociaux.

Article 2

Désignation de l'OPCO

Les parties signataires désignent comme OPCO, l'opérateur de compétences demandant son agrément sur la filière du commerce.

Article 3

Dates d'application

Le présent accord entre en vigueur le jour de la signature pour le choix de l'opérateur et autorise la structure porteuse du projet d'agrément à se prévaloir de cette désignation pour le champ des coopératives de consommateurs.

Il entrera en vigueur, progressivement à partir du 1^{er} janvier 2019, selon le calendrier légal de transfert des compétences entre OPCA et OPCO.

Pendant cette période intermédiaire la désignation faite par l'accord du 1^{er} avril 2011 continue à produire ses effets tant en versement des contributions que la prise en charge des dispositifs selon leur date d'expiration légale.

Article 4

Dévolution des actifs

Les fonds restant au titre des différents fonds seront transférés entre les opérateurs aux dates et aux modalités légales en vigueur.

Article 5

Mentions obligatoires. – Formalité. – Publicité

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée et pourra être révisé selon les conditions prévues par le code du travail. Il pourra être dénoncé par les parties signataires dans les conditions prévues par le code du travail.

Cet avenant fera l'objet des formalités de dépôt prévues aux articles L. 2231-6 et suivants du code du travail et d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 30 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3292

Convention collective nationale
IDCC : 1979. – HÔTELS, CAFÉS, RESTAURANTS

ACCORD DU 4 FÉVRIER 2019
RELATIF À LA DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION PARITAIRE DE GESTION DES MOYENS
HCR PRÉVOYANCE ET HCR SANTÉ

NOR : ASET1950717M
IDCC : 1979

Entre :

FAGIHT GNI ;

GNC ;

UMIH ;

SNRTC,

D'une part, et

FGTA FO ;

FS CFDT ;

CGT CSD ;

INOVA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux ont adopté le 16 novembre 2010 un accord portant sur la création d'une association ayant pour objet de permettre aux partenaires sociaux de disposer d'une structure de soutien contribuant à la gestion des moyens techniques, humains et financiers permettant aux représentants de HCR prévoyance et de HCR santé d'exercer pleinement leurs attributions paritaires.

En application de cet accord, l'association paritaire de gestion des moyens HCR prévoyance et HCR santé (APGM HCR P & S) a été créée par assemblée constituante du 25 mars 2011.

Les organisations patronales et de salariés représentatifs constatent qu'à ce jour, suite à l'évolution de la réglementation et des accords collectifs sur les frais de santé et la prévoyance, l'APGM HCR P & S n'a plus d'objet, n'ayant plus vocation en l'état à poursuivre son activité.

Elles ont, en conséquence, adopté les dispositions qui suivent.

Article 1^{er}

Décision de dissolution

Les organisations patronales et salariales représentatives réunies en commission paritaire décident de la dissolution de l'association paritaire de gestion des moyens HCR prévoyance et HCR santé.

Article 2

Formalisation de la dissolution

Il est décidé que les représentants des organisations patronales et salariales au sein du conseil d'administration et de l'assemblée générale de l'APGM HCR P & S, dont les mandats sont prorogés en tant que de besoin, mettront en œuvre la décision de dissolution conformément à l'article 13 des statuts de l'APGM HCR P & S.

À cette fin, il est décidé de la convocation du conseil d'administration de l'APGM qui devra acter de cette dissolution et mettre en œuvre les opérations de liquidation.

Article 3

Désignation du liquidateur

En application de l'article 13 des statuts de l'APGM, une fois que la dissolution volontaire sera actée par le conseil d'administration dans les conditions prévues par les statuts, les organisations patronales et salariales représentatives réunies en commission paritaire désigneront le liquidateur chargé d'organiser la dévolution du patrimoine restant de l'APGM et les membres de l'APGM chargés d'assister le liquidateur dans les opérations de liquidation.

Article 4

Formalité. – Publicité

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt conformément aux articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2 du code du travail.

Article 5

Durée et entrée en vigueur de l'accord

Le présent accord est à durée indéterminée.

Il entrera en vigueur à partir du jour qui suit son dépôt auprès du service compétent conformément à l'article L. 2261-1 du code du travail.

Article 6

Extension

L'extension du présent accord pourra être demandée par les parties signataires.

Fait à Paris, le 4 février 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3272

Convention collective nationale
IDCC : 1760. – JARDINERIES ET GRAINETERIES

AVENANT DU 14 DÉCEMBRE 2018
RELATIF À LA DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE COMPÉTENCES

NOR : ASET1950718M

IDCC : 1760

Entre :

FNMJ,

D'une part, et

FS CFDT ;

CGT CSD,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La réforme de la formation professionnelle telle que matérialisée par la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel modifie de manière substantielle notamment le rôle des organismes paritaires collectives agréés (OPCA). L'apparition des opérateurs de compétences aux missions nouvelles telles que définies par l'article L. 6332-1 a nécessité que les partenaires sociaux négociateurs de la convention collective nationale des jardineries et graineteries redéfinissent les relations avec ces nouveaux opérateurs, dans l'attente d'une révision des dispositions conventionnelles relatives à la formation professionnelle. Plus particulièrement ils souhaitent s'inscrire dans le calendrier tel que prévu par l'article 39 de la loi précitée en procédant au choix de l'opérateur de compétences. C'est dans cette perspective qu'a été conclu l'avenant du 30 octobre 2018 lequel toutefois est réputé non écrit du fait de l'opposition majoritaire exercée par certaines organisations syndicales de salariés. Il était donc nécessaire de procéder à une nouvelle désignation.

Article 1^{er}

Choix de l'opérateur de compétences

Les parties au présent avenant entendent réviser le choix fait par l'accord du 9 mai 2010 et dans une logique de compétences, font le choix pour les entreprises de la branche de l'opérateur de compétences « commerce » évoqué dans le scénario cible du rapport ministériel précité.

Article 2

Dispositions particulières aux entreprises de moins de 50 salariés

Le présent avenant s'applique sans distinction aux entreprises de moins de 50 salariés.

Article 3

Durée. – Dénonciation. – Révision

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être dénoncé ou révisé à tout moment par les parties signataires. Il prend effet dès sa signature pour les entreprises adhérentes à la fédération nationale des métiers de la jardinerie.

Article 4

Dépôt. – Extension

Son extension sera demandée par la partie diligente. Il sera déposé à la direction générale du travail, ainsi qu'au greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 14 décembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Convention collective départementale

**IDCC : 836. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES
(Haute-Savoie)
(16 février 1976)**

(Étendue par arrêté du 24 août 1979,
Journal officiel du 6 janvier 1980)

ACCORD DU 1^{ER} AVRIL 2019

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES,
AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2019**

NOR : ASET1950719M

IDCC : 836

Entre :

CSM 74,

D'une part, et

FO métallurgie 74 ;

USTM CGT 74 ;

CFDT métaux 73-74 ;

CFE-CGC métallurgie 73-74,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunérations annuelles garanties (REGA)

Le présent accord institue à partir de l'année 2019, en conformité avec l'article 9 de l'avenant « Mensuels » à la convention collective de la métallurgie de Haute-Savoie du 16 février 1976 modifiée, le barème des rémunérations annuelles garanties (REGA) qui constitue la rémunération annuelle en dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte, de l'un ou de l'autre sexe, travaillant normalement, ayant au moins 1 an de présence continue dans l'entreprise à la date du 31 décembre 2019, sous réserve des articles 23 et 23 *bis* des dispositions générales de la convention collective.

Ce barème établi sur la base de l'horaire légal de travail de 35 heures (soit 151,67 heures par mois) varie en fonction de l'horaire de travail effectif et supporte en conséquence les majorations pour heures supplémentaires.

Ce barème est annexé au présent accord.

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques (RMH)

La valeur du point qui détermine les rémunérations minimales hiérarchiques, base de calcul de la prime d'ancienneté, est portée à 4,91 € à compter du 1^{er} mai 2019 pour un horaire hebdomadaire de 35 heures (soit 151,67 heures par mois).

Les rémunérations minimales hiérarchiques et les primes d'ancienneté qui résultent de la valeur du point doivent être adaptées à l'horaire de travail effectif de chaque salarié, conformément aux articles 9 et 12 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de Haute-Savoie.

Article 3

Prime de panier

L'indemnité de panier prévue à l'article 21 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries métallurgiques de Haute-Savoie est fixée à 7,80 € à compter du 1^{er} mai 2019.

Elle suit l'évolution de la rémunération annuelle garantie (REGA) du niveau II, échelon 3 de la filière « ouvriers ».

Article 4

Entreprises de moins de 50 salariés

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés visées à l'article L. 2232-10-14 du code du travail.

Article 5

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et entre en vigueur au lendemain de son dépôt auprès de la DIRECCTE.

Article 6

Dépôt

Le présent accord, annexé à la convention collective du 16 février 1976, est établi en vertu des articles L. 2231-1 et suivants du code du travail. Il est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales représentatives et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail.

Article 7

Extension

Les parties conviennent de demander l'extension du présent accord.

Fait à Annecy, le 1^{er} avril 2019.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Rémunérations annuelles garanties (REGA)

Horaire légal de travail : 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ATAM*	OUVRIERS	AGENT DE MAÎTRISE
			2019	2019	2019
V	3	395	32 019		33 819
	3	365	29 600		31 264
	2	335	27 180		28 708
	1	305	24 813		25 668
IV	3	285	23 454	23 454	24 773
	2	270	22 339	22 339	
	1	255	21 394	21 394	22 132
III	3	240	20 533	20 533	21 687
	2	225	19 848		
	1	215	19 466	19 466	20 560
II	3	190	18 807	18 807	
	2	180	18 679		
	1	170	18 553	18 553	
1	3	155	18 477	18 477	
	2	145	18 450	18 450	
	1	140	18 440	18 440	
* Administratifs et techniciens et agents de maîtrise (hors atelier).					

Accord professionnel
OPÉRATEUR DE COMPÉTENCES

ACCORD PROFESSIONNEL DU 27 FÉVRIER 2019
RELATIF À L'OPCO (ENTREPRISES DE PROXIMITÉ)
NOR : ASET1950705M

Entre :
CPME ;
U2P,

D'une part, et

CGT ;
CFDT ;
FO ;
CFTC ;
CFE-CGC,

D'autre part,

Vu l'accord national interprofessionnel relatif à la modernisation et au fonctionnement du paritarisme du 17 février 2012 ;

Vu l'accord national interprofessionnel du 14 décembre 2013 relatif à la formation professionnelle ;

Vu la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi, et à la démocratie sociale ;

Vu l'arrêté du 23 novembre 2015 portant habilitation d'un organisme à collecter les versements des entreprises donnant lieu à exonération de la taxe d'apprentissage et à les reverser aux établissements autorisés à les recevoir ;

Vu l'ordonnance n° 2017-1388 du 22 septembre 2017 portant diverses mesures relatives au cadre de la négociation collective ;

Vu l'accord national interprofessionnel du 22 février 2018 pour l'accompagnement des évolutions professionnelles, l'investissement dans les compétences et le développement de l'alternance ;

Vu l'accord national interprofessionnel du 13 juillet 2018 portant création de l'OPCA des professions de l'entreprise de proximité et de ses salariés – OPCA PEPSS (artisanat, commerce de proximité, professions libérales) ;

Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

Vu en particulier les articles L. 6332-1 et suivants du code du travail relatifs aux opérateurs de compétences ;

Vu l'accord national interprofessionnel du 23 novembre 2018 portant création de l'opérateur de compétences des professions de l'entreprise de proximité et de ses salariés – OPCO PEPSS (artisanat, commerce de proximité, professions libérales),

Considérant la volonté commune des parties signataires :

- de continuer à agir pour le développement de la formation tout au long de la vie pour les salariés des entreprises relevant du champ d'intervention du présent accord ;
- de prendre tout particulièrement en compte les spécificités des entreprises de moins de 50 salariés, conformément aux dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, vu leur grand nombre dans les secteurs du champ d'application de l'accord ;
- de compléter l'accord national interprofessionnel du 23 novembre 2018 portant création de l'OPCO PEPSS et de renforcer la cohérence et la pertinence économique du champ d'intervention de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité ;

Considérant le rôle majeur joué par les TPE/PME françaises et leurs salariés dans l'économie nationale, en particulier en matière de création d'emplois et de développement territorial ;

Considérant les particularités des TPE/PME, qui ne disposent pas des mêmes moyens humains et financiers que les grandes entreprises, en particulier au niveau de la gestion des ressources humaines ;

Considérant l'accélération des mutations liées à la globalisation des marchés, le développement du numérique, de la robotique, la nécessité d'adapter les modes de production, de distribution, et de consommation ;

Considérant que, selon plusieurs rapports, de nombreux emplois seront profondément transformés au cours des 10 années à venir, et que les TPE/PME n'ont pas toujours les capacités en interne pour faire face à ces bouleversements de leur modèle économique et social ;

Considérant la volonté du Gouvernement de créer des opérateurs de compétences afin d'aider les branches professionnelles et les entreprises à anticiper les mutations technologiques, leurs effets sur l'emploi, les besoins en compétences et en qualifications, ainsi que leurs implications sur la formation, sur la reconversion et la sécurisation des parcours des salariés ;

Les parties signataires conviennent de créer un opérateur de compétences (OPCO) des entreprises de proximité capable d'accompagner des branches professionnelles présentant plusieurs caractéristiques communes parmi les suivantes :

- une cohérence économique avec un maillage territorial dense ;
- une participation au développement du tissu économique local avec un enjeu important de services de proximité ;
- une majorité de TPE peu équipées en matière de gestion des ressources humaines ;
- des besoins en qualifications et en compétences avérés ;
- une forte pratique de l'apprentissage et de la professionnalisation ;
- des difficultés de recrutement, de départ en formation et d'attractivité des métiers ;
- des pénuries de qualifications et de compétences ainsi qu'une mobilité des salariés essentiellement à l'échelle du bassin d'emploi ;
- une capacité d'inclusion par l'emploi, avec le recrutement de jeunes, et la possibilité d'ascension sociale ;
- une place centrale des compétences dans la chaîne de valeur de l'entreprise.

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Le présent accord porte création de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

L'objet de l'opérateur de compétences est celui d'un organisme paritaire agréé tel qu'il est défini par l'article L. 6332-1 du code du travail et précisé dans les statuts figurant dans l'annexe II du présent accord.

Le présent accord vaut accord de désignation de l'opérateur de compétences pour chacune des branches professionnelles figurant dans l'annexe I du présent accord, sauf décision contraire de la branche professionnelle concernée.

Article 2

Champ d'intervention

L'opérateur de compétences des entreprises de proximité a un champ d'intervention national et interprofessionnel, comprenant les départements, territoires et collectivités d'outre-mer suivants : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, La Réunion, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Le champ d'intervention de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité est constitué, au jour du présent accord, des branches professionnelles regroupant les entreprises dont l'activité principale relève des IDCC figurant dans l'annexe I du présent accord, et des professions, des entreprises et des organismes de l'interprofession non rattachés à une convention collective.

L'adhésion des entreprises et organismes relevant de l'interprofession, et n'étant pas couverts par un accord de branche, s'effectue soit par un accord d'entreprise, soit par un courrier simple de l'entreprise.

Il couvre les champs des branches professionnelles ayant adhéré à l'accord constitutif, ayant désigné l'opérateur de compétences par accord de branche, ou ayant été rattachées par l'administration.

L'opérateur de compétences des entreprises de proximité a potentiellement vocation, conformément aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles, à couvrir plus largement les champs des branches professionnelles des secteurs des entreprises de proximité.

Article 3

Forme juridique et dénomination

L'opérateur de compétences des entreprises de proximité est constitué sous la forme d'une association de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Sont membres de l'association et représentées de manière paritaire, d'une part les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel et d'autre part l'U2P et la CPME signataires du présent accord.

L'association est dénommée opérateur de compétences des entreprises de proximité. Le conseil d'administration pourra prendre une délibération pour adopter un nom d'usage.

Article 4

Missions

L'opérateur de compétences des entreprises de proximité a notamment pour missions, en application de l'article L. 6332-1 du code du travail, de :

- gérer et collecter en tant que de besoin, les contributions légales et conventionnelles ;
- gérer et collecter les contributions volontaires et mutualiser ces dernières, le cas échéant, avec l'accord des entreprises concernées ;

- assurer le financement des contrats d'apprentissage et de professionnalisation, selon les niveaux de prise en charge fixés par les branches professionnelles et par la section paritaire professionnelle de l'interprofession (SPPI) pour les entreprises et organismes relevant de l'interprofession ;
- apporter un appui technique aux branches professionnelles adhérentes pour établir, par la négociation, la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences en s'appuyant sur les travaux des observatoires paritaires prospectifs des métiers et des qualifications ;
- apporter un appui technique aux branches professionnelles adhérentes pour déterminer les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage et des contrats de professionnalisation ;
- assurer un appui technique aux branches professionnelles pour leur mission de certification mentionnée à l'article L. 6113-3 du code du travail ;
- assurer un service de proximité au bénéfice des très petites, petites et moyennes entreprises, permettant d'améliorer l'information et l'accès des salariés à la formation professionnelle et d'accompagner ces entreprises dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle, notamment au regard des mutations économiques et techniques de leur secteur d'activité, en s'appuyant sur les travaux des observatoires paritaires prospectifs des métiers et des qualifications ;
- promouvoir d'une part les modalités de formation prévues aux deuxième (formation pouvant s'effectuer pour tout ou partie à distance) et troisième (formation en situation de travail) alinéas de l'article L. 6313-2 du code du travail auprès des entreprises, et d'autre part l'alternance et en particulier l'apprentissage ;
- contrôler la qualité des actions de formation financées par l'opérateur de compétences.

L'opérateur de compétences peut également réaliser des missions complémentaires que les branches professionnelles seraient susceptibles de lui confier. Il peut assurer toutes prestations et services conformes à son objet social.

L'opérateur de compétences peut conclure :

Avec l'État :

- des conventions dont l'objet est notamment de définir la part de leurs ressources qu'ils peuvent affecter au cofinancement d'actions en faveur de la formation professionnelle et du développement des compétences des salariés et des demandeurs d'emploi ;
- une convention-cadre de coopération définissant les conditions de leur participation à l'amélioration et à la promotion des formations technologiques et professionnelles initiales, notamment l'apprentissage, ainsi que la promotion des métiers. Cette convention peut, le cas échéant, être conclue conjointement avec les organisations couvrant une branche ou un secteur d'activité ;

Avec les régions, des conventions dans les conditions déterminées à l'article L. 6211-3 du code du travail.

En tant que de besoin, le conseil d'administration peut créer, conformément à l'article L. 6332-11-1 du code du travail, une section particulière au sein de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité, avec un conseil de gestion patronal.

Article 5

Gouvernance et gestion de l'opérateur de compétences

L'association est gérée par un conseil d'administration paritaire.

5.1. Conseil d'administration

Les règles de composition et de fonctionnement du conseil d'administration de l'opérateur de compétences sont conformes à l'article 3 de l'accord national interprofessionnel du 17 février 2012 relatif à la modernisation et au fonctionnement du paritarisme.

5.1.1. Règles de composition du conseil d'administration

L'opérateur de compétences des entreprises de proximité est administré par un conseil d'administration paritaire composé au maximum de soixante membres :

- pour les organisations syndicales de salariés : six représentants par organisation syndicale de salariés représentative au niveau national et interprofessionnel, signataire du présent accord ou y ayant adhéré ultérieurement ;
- pour les organisations d'employeurs : un nombre égal de représentants désignés à parts égales par l'U2P et la CPME parmi les représentants des entreprises ou des organismes de l'interprofession, et en priorité des organisations professionnelles de branches relevant de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Les administrateurs sont désignés pour un mandat d'une durée de 4 ans, dont les modalités sont définies par le règlement intérieur.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, il est pourvu au remplacement dudit administrateur par l'organisation syndicale de salariés ou par l'organisation professionnelle l'ayant désigné pour la durée du mandat restant à courir.

Conformément aux dispositions de l'article R. 6332-11 du code du travail, un commissaire du Gouvernement assiste aux séances avec voix consultative.

5.1.2. Modalités de fonctionnement du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit au minimum quatre fois par an.

Les décisions sont prises à la majorité des 2/3 des membres présents ou dûment représentés, un membre présent ne pouvant disposer de plus de deux pouvoirs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres de chaque collège sont présents ou dûment représentés. En cas d'empêchement, tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du conseil en donnant un pouvoir à un autre administrateur appartenant au même collège.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration est à nouveau convoqué dans un délai de 15 jours et peut alors délibérer sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents ou dûment représentés. Les décisions sont alors adoptées à la majorité simple des membres présents ou dûment représentés.

En cas de partage égal des voix, la décision est remise à une réunion ultérieure qui se tiendra dans un délai de 15 jours. Dans ce cas, les mêmes règles de vote que celles définies à l'alinéa précédent s'appliquent.

5.1.3. Missions du conseil d'administration

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tout acte conforme à l'objet de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité, en conformité avec les dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur.

Il a compétence pour prendre toute décision relative à la gestion, à l'organisation et au fonctionnement de l'opérateur de compétences.

Il détermine les orientations relatives aux activités de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité telles que définies dans son objet. Le conseil d'administration est chargé notamment :

- de valider la création de sections paritaires professionnelles, sur proposition des branches professionnelles le constituant ;
- de définir les orientations stratégiques de l'opérateur de compétences ;
- d'adopter le budget ;

- de mettre en œuvre les orientations, les priorités, les critères et les conditions de prise en charge des dispositifs proposés par les branches professionnelles dans le cadre des SPP et par la SPPI pour l’interprofession conformément à la réglementation en vigueur ;
- d’approuver les comptes annuels arrêtés par le bureau, et le rapport moral ;
- d’approuver l’état statistique ainsi que le rapport de gestion établi conformément à la législation en vigueur ;
- d’organiser et contrôler les travaux des commissions paritaires régionales ;
- de déterminer les orientations en matière de politique de rémunération, de politique sociale, de politique financière et d’investissements et de politique organisationnelle ;
- de nommer le directeur général sur proposition du comité de nomination.

Il nomme un comité des risques et d’audit pour l’assister dans la réalisation de ses missions relatives au contrôle interne.

5.1.4. Bureau du conseil d’administration

Le conseil d’administration élit en son sein un Bureau composé au maximum de vingt membres :

Pour les organisations syndicales de salariés : deux représentants par organisation syndicale de salariés représentative au plan national et interprofessionnel signataire du présent accord ou y ayant adhéré ultérieurement.

Pour les organisations d’employeurs : un nombre égal de représentants désignés à parts égales par l’U2P et par la CPME.

Les représentants de chacun de ces deux collèges sont désignés par les organisations définies à l’article 5.1.1 ci-dessus.

Chaque organisation pourra désigner un suppléant, membre du conseil d’administration, qui siégera au bureau en l’absence du titulaire.

Le bureau se réunit au minimum six fois par an.

Le bureau est notamment chargé de l’exécution des décisions du conseil d’administration dont il prépare les travaux et projets de délibération. Il arrête les comptes annuels.

Les autres modalités de fonctionnement du bureau sont définies dans les statuts annexés au présent accord et dans le règlement intérieur qui en découlera.

5.2. Sections paritaires professionnelles

5.2.1. SPP de branche ou interbranches

Il est constitué, au sein de l’opérateur de compétences et, sur proposition d’une ou plusieurs branches professionnelles, des sections paritaires professionnelles pour tenir compte des spécificités des branches professionnelles entrant dans son champ d’intervention. Ces SPP sont constituées après décision du conseil d’administration.

Chaque section paritaire professionnelle est composée :

- pour le collège « salarié », d’au moins un représentant par organisation syndicale représentative dans le champ de la ou des conventions collectives concernées par la section paritaire professionnelle ;
- pour le collège « employeur », au total d’autant de représentants de la ou des organisation(s) professionnelle(s) représentative(s) dans le champ d’au moins une des conventions collectives concernées par la section paritaire professionnelle.

Pour éclairer les décisions du conseil d’administration, un représentant par organisation syndicale de salariés représentée au conseil d’administration peut assister aux réunions des SPP, sans toutefois participer aux débats ni disposer d’un droit de vote.

Les modalités de composition et de fonctionnement des SPP sont précisées dans les statuts et dans le règlement intérieur.

En fonction des sujets et des convergences d'intérêts entre les différentes branches professionnelles concernées, des travaux communs à plusieurs SPP peuvent être organisés, à leur initiative ou sur proposition du conseil d'administration.

Les SPP ont notamment pour missions, dans leurs champs respectifs, et dans le cadre des orientations définies par les commissions paritaires nationales pour l'emploi et la formation professionnelle (CPNEFP) :

- d'élaborer les propositions de modalités de financement au titre de la section « alternance » et de la section « plan de développement des compétences des entreprises de moins de 50 salariés », ainsi que, le cas échéant, au titre des contributions conventionnelles, conformément aux stipulations des accords de branche instituant ces contributions, en définissant, si nécessaire, des règles communes pour l'ensemble des branches professionnelles relevant du même secteur ;
- d'analyser la situation budgétaire de la section ;
- d'analyser et évaluer la réalisation des actions de formation relevant :
 - du contrat de professionnalisation ;
 - des actions de promotion ou de reconversion par alternance ;
 - du plan de développement des compétences des entreprises de moins de 50 salariés, y compris celles financées par les contributions conventionnelles ;
 - du compte personnel de formation ;
 - du contrat d'apprentissage ;
- de suivre la mise en œuvre des projets réalisés pour le compte des secteurs et des branches professionnelles représentés dans la section.

Les propositions des SPP sont soumises pour validation au conseil d'administration de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Les modalités de fonctionnement et les missions de ces sections paritaires professionnelles sont définies dans les statuts annexés au présent accord et dans le règlement intérieur qui en découlera.

5.2.2. Section paritaire professionnelle de l'interprofession (SPPI)

Les parties signataires décident de mettre en place au niveau national une SPPI.

La SPPI est composée, à parité, de deux collèges.

Chacun des collèges est composé de dix membres titulaires et de dix membres suppléants.

Les membres du collège « employeur » sont désignés à parts égales par l'U2P et la CPME, en priorité parmi les représentants des entreprises ou des organismes de l'interprofession.

Les membres du collège « salarié » sont désignés, à égalité pour chacune d'entre elles, par les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel, signataires du présent accord ou y ayant adhéré ultérieurement.

La SPPI est présidée, alternativement tous les 2 ans, par un représentant d'un des deux collèges. Les représentants des deux collèges sont désignés par leur collège respectif. Le collège qui n'assume pas la présidence désigne la vice-présidence de la SPPI.

Elle se réunit en tant que de besoin, à la demande d'au moins deux organisations, formulée par écrit auprès du président de la SPPI et en tout état de cause au moins une fois par an.

Les décisions de la SPPI sont prises selon des modalités définies par le règlement intérieur.

Pour ses travaux, la SPPI a recours aux moyens techniques de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Elle a pour mission de définir, valider et mettre à jour pour les salariés des entreprises non couvertes par un accord de branche ou par un accord collectif :

- les catégories de personnes bénéficiant, dans le cadre du contrat de professionnalisation, d’actions de formation et assimilées allant au-delà de 25 % de la durée totale du contrat ;
- les bénéficiaires et la nature des qualifications pour lesquels la durée minimale du contrat de professionnalisation peut être allongée jusqu’à 36 mois ;
- les modalités de continuation et de financement, pour une durée n’excédant pas 6 mois, des actions d’évaluation et d’accompagnement et des enseignements au bénéfice des personnes dont le contrat de professionnalisation comportait une action de professionnalisation, d’une durée minimale de 12 mois et a été rompu sans que ces personnes ne soient à l’initiative de cette rupture ;
- les priorités en matière de contrat de professionnalisation et les niveaux de prise en charge dans le cadre du contrat de professionnalisation, du contrat d’apprentissage et de la promotion ou reconversion par alternance.

5.3. Commissions et comités paritaires statutaires

Il est notamment créé un comité de nomination, un comité de rémunération, ainsi qu’une commission apprentissage et professionnalisation, une commission certification, et une commission financière, dont les modalités de fonctionnement sont fixées par les statuts annexés au présent accord.

Ces commissions et comités sont constitués paritairement. Leurs travaux et propositions préparent les décisions du conseil d’administration de l’opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Les statuts prévoient également des dispositions concernant le contrôle interne.

5.4. Conférence annuelle des branches professionnelles et des entreprises et des organismes de l’interprofession

Une conférence annuelle est organisée une fois par an avec toutes les branches professionnelles, ainsi qu’avec les entreprises et les organismes relevant de l’interprofession relevant du champ d’intervention de l’opérateur de compétences des entreprises de proximité afin d’échanger sur l’activité et les perspectives de l’opérateur de compétences. Le rapport de gestion et le rapport financier leur sont présentés à cette occasion. Ses modalités de convocation et ses règles de fonctionnement sont précisées dans le règlement intérieur de l’opérateur de compétences.

5.5. Commissions paritaires régionales

Une commission paritaire est mise en place dans chaque région administrative sous la responsabilité et le contrôle du conseil d’administration de l’opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Ces commissions paritaires régionales sont chargées de :

- suivre la mise en œuvre, au niveau régional, des missions et des orientations de l’opérateur de compétences décrites à l’article 4 ;
- représenter, sur son territoire, l’opérateur de compétences des entreprises de proximité ; notamment auprès de l’État en région, du conseil régional, des autres collectivités territoriales et des partenaires.

Les membres de chaque commission paritaire régionale sont désignés par chacune des organisations interprofessionnelles représentatives, signataires du présent accord ou y ayant adhéré ultérieurement. Les désignations sont transmises à la présidence de l’opérateur de compétences.

Chaque commission paritaire régionale est composée de 20 administrateurs, représentant les organisations représentatives au niveau national et interprofessionnel, signataires du présent accord ou y ayant adhéré ultérieurement, soit :

Pour le collège employeur :

10 représentants répartis à égalité entre l'U2P et la CPME parmi les représentants des entreprises ou des organismes de l'interprofession, et en priorité des organisations professionnelles de branches relevant de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Pour le collège des salariés :

10 représentants des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national interprofessionnel, à raison de 2 représentants par organisation.

Chaque organisation a la possibilité de désigner un suppléant. Le suppléant peut siéger mais il ne vote qu'en l'absence d'un titulaire.

Les modalités de fonctionnement des commissions paritaires régionales sont précisées dans le règlement intérieur de l'opérateur de compétences.

Article 6

Service de proximité

Afin d'assurer un service de proximité sur l'ensemble du territoire, en métropole et dans les outre-mer, auprès des branches professionnelles et de leurs entreprises adhérentes, en particulier des TPE/PME, les organisations signataires décident que l'opérateur de compétences des entreprises de proximité dispose de délégations régionales placées sous l'autorité de la direction générale de l'opérateur de compétences.

Article 7

Ressources de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité

Les ressources de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité sont celles définies aux articles L. 6331-1-1 et L. 6331-1-2 du code du travail et notamment :

- les contributions légales versées directement par les entreprises (jusqu'à la masse salariale 2020) ou reversées par France compétences, conventionnelles et les versements volontaires des entreprises entrant dans le champ d'intervention de l'opérateur de compétences au titre du développement de la formation professionnelle continue des salariés et de l'alternance, ainsi que les ressources affectées ;
- les subventions et contributions spécifiques de l'Union européenne, de l'État, des régions et des départements ;
- d'autres contributions et versements en rapport avec l'objet social de l'opérateur de compétences ;
- les dons versés à l'opérateur de compétences et les revenus des sommes placées dans les établissements financiers ;
- le cas échéant, la part de la collecte non affectée au financement du compte personnel de formation des travailleurs indépendants et du conseil en évolution professionnelle en application de l'article L. 6332-11-1 du code du travail.

Les ressources de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité sont déposées auprès des établissements financiers agréés par le conseil d'administration de l'opérateur de compétences, en conformité avec la législation en vigueur.

Article 8

Dépôt

Le dépôt du présent accord sera effectué auprès de la direction générale du travail (DGT) par la partie signataire la plus diligente, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 9

Agrément de l'opérateur de compétences

Le présent accord est conclu à des fins d'agrément de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité, en lieu et place de la demande d'agrément prévue à l'article 8 de l'accord constitutif de l'OPCO PEPSS du 23 novembre 2018. Il sera transmis à la direction générale de l'emploi et de la formation professionnelle (DGEFP), en application de l'article L. 6332-1-1 du code du travail, avec le dossier de demande d'agrément, par la partie la plus diligente.

Sous réserve de l'obtention effective de l'agrément, les stipulations du présent accord se substituent aux stipulations de l'accord du 23 novembre 2018 portant création de l'OPCO PEPSS.

Article 10

Durée et suivi

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Les parties signataires conviennent de se réunir régulièrement pour réaliser un suivi de sa mise en œuvre.

À cette fin, il est créé une commission paritaire nationale d'application de l'accord (CPNAA), chargée de déterminer les modalités d'application et de suivi du présent accord, et dont la composition ainsi que les modalités de fonctionnement sont définies par les statuts annexés au présent accord.

Fait à Paris, le 27 février 2019.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I
CHAMP D'APPLICATION

184 : Imprimeries de labeur.
207 : Industrie des cuirs et peaux.
240 : Greffes des tribunaux de commerce.
303 : Couture Région parisienne.
454 : Remontées mécaniques et domaines skiabiles.
614 : Sérigraphie.
673 : Fourrure industries.
733 : Chaussure – Commerce de détail.
759 : Pompes funèbres et services funéraires.
843 : Boulangeries-pâtisseries artisanales.
915 : Sociétés d'expertise et d'évaluation.
953 : Charcuterie de détail.
959 : Laboratoires de biologie médicale extra-hospitaliers.
992 : Boucherie.
993 : Laboratoires de prothèses dentaires.
1000 et 1850 : Cabinets d'avocats.
1043 : Gardiens-concierges et employés d'immeubles.
1147 : Cabinets médicaux.
1182 : Ports de plaisance.
1267 : Pâtisserie.
1286 : Détaillants de confiserie, chocolaterie, biscuiterie.
1404 : Commerce et réparation de tracteurs et matériel agricole.
1408 : Combustibles (négoce et distribution).
1412 : Froid et connexes.
1431 : Optique lunetterie de détail.
1483 : Habillement. – Commerce de détail.
1499 : Miroiterie, négoce et transformation du verre.
1504 : Poissonnerie.
1512 : Promotion immobilière.
1527 : Immobilier.
1561 : Cordonnerie.
1589 : Mareyage.
1605 : Entreprises de désinfection, désinsectisation, dératisation (3D).
1611 : Routage (logistique de communication écrite directe).

1619 : Cabinets dentaires.
1621 : Répartition pharmaceutique.
1631 : Hôtellerie de plein air.
1875 et 2564 : Cabinets et cliniques vétérinaires.
1909 : Organismes de tourisme.
1921 : Huissiers de justice.
1951 : Cabinets d'expertises en automobiles.
1978 : Fleuristes et animaux familiers.
1982 : Médico-technique.
1996 : Pharmacie d'officine.
2002 : Blanchisserie interrégionale.
2098 : Prestataires de services.
2111 : Salariés du particulier employeur.
2205 : Notariat.
2219 : Taxis.
2329 : Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation.
2332 : Entreprises d'architecture.
2395 : Assistants maternels.
2596 : Coiffure.
2691 : Enseignement privé indépendant.
2697 : Chasse.
2706 : Administrateurs et mandataires judiciaires.
2785 : Commissaires-priseurs judiciaires.
3013 : Librairie.
3032 : Esthétique-cosmétique et enseignement associé.
3127 : Entreprises privées de services à la personne.

U2P nationale et territoriales.

Organisations membres de l'U2P au niveau national et territorial.

CPME nationale et territoriales.

Organisations membres de la CPME au niveau national et territorial.

Entreprises et organismes de l'interprofession ne relevant pas d'une branche professionnelle.

ANNEXE II

STATUTS DE L'OPÉRATEUR DE COMPÉTENCES DES ENTREPRISES DE PROXIMITÉ

I. – RÈGLES DE CONSTITUTION

Article 1^{er}

Personnalité morale et membres

L'opérateur de compétences des entreprises de proximité, assure les missions telles que mentionnées dans l'accord national interprofessionnel constitutif du 27 février 2019.

L'opérateur de compétences des entreprises de proximité est constitué sous la forme d'une association de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Sont membres de l'association, d'une part les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel et d'autre part l'U2P et la CPME signataires de l'accord national interprofessionnel constitutif du 27 février 2019.

Article 2

Dénomination

L'association est dénommée opérateur de compétences des entreprises de proximité. Le conseil d'administration peut décider d'adopter un nom d'usage différent de cette dénomination.

Article 3

Siège

L'opérateur de compétences des entreprises de proximité a provisoirement son siège au 53, rue Ampère, 75017 Paris.

Le siège social de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité peut être transféré en tout autre lieu sur décision du conseil d'administration.

Article 4

Objet de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité

L'opérateur de compétences des entreprises de proximité a pour objet de contribuer au développement de la formation professionnelle continue et de l'alternance, et notamment de l'apprentissage.

Il informe et accompagne les entreprises entrant dans son champ de compétences dans l'analyse de leurs besoins.

Il met en œuvre auprès des entreprises, au bénéfice de leurs salariés, ainsi que de ses branches professionnelles adhérentes les moyens financiers d'ingénierie et de conseil leur permettant de faire face, pour partie, à leurs besoins en matière de formation professionnelle et d'alternance, et notamment d'apprentissage.

Il suscite des synergies entre les branches professionnelles et, plus généralement, il a pour objet de favoriser entre ces branches la pratique de la mutualisation des moyens.

Il conclut avec l'État des conventions d'objectifs et de moyens, et de manière plus générale, des conventions de cofinancement d'actions de formation avec les pouvoirs publics.

Les missions de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité sont précisées à l'article 6 des présents statuts.

Article 5

Champ d'intervention

Le champ d'intervention de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité est celui fixé par l'article 2 de l'accord national interprofessionnel constitutif du 27 février 2019.

Article 6

Missions et services

L'opérateur de compétences des entreprises de proximité assure les missions dévolues par la loi et la réglementation aux opérateurs de compétences, notamment :

6.1. Missions au bénéfice des branches professionnelles

Assurer les missions de collecte, de recherche de ressources, et de gestion telles que définies à l'article 6.4 des présents statuts.

Mener une politique incitative en matière d'alternance et de développement de la formation continue des salariés.

Mettre en œuvre les dispositions définies par les accords paritaires relatifs à la formation professionnelle tout au long de la vie, dans chacun des secteurs multibranches et chacune des branches professionnelles relevant du champ de compétence de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Prendre en compte les orientations définies par la section professionnelle paritaire interprofessionnelle (SPPI) dont la composition et les missions sont définies à l'article 5.2.2 de l'accord national interprofessionnel constitutif du 27 février 2019 et celles définies par les Commissions paritaires nationales pour l'emploi et la formation professionnelle (CPNEFP) des branches professionnelles via les SPP prévues à l'article 5.2.1 de l'accord national interprofessionnel constitutif du 27 février 2019.

Apporter un appui technique aux branches adhérentes pour établir la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences et pour déterminer les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage et des contrats de professionnalisation.

Apporter son appui aux branches professionnelles pour concevoir et/ou réviser des certifications professionnelles.

Financer les observatoires paritaires prospectifs des métiers et des qualifications, les missions d'observation ainsi que les études et recherches intéressant la formation et l'emploi, conformément aux dispositions légales, réglementaires et conventionnelles en vigueur.

Apporter un soutien et un appui technique dans toutes les études prospectives et travaux de recherche engagés par les branches professionnelles notamment pour les référentiels de CQP des branches professionnelles.

Apporter son appui aux branches professionnelles pour construire les outils d'évaluation de l'offre de formation.

Contribuer à l'évaluation des politiques menées par les branches professionnelles en matière de développement de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage.

Apporter un soutien aux branches professionnelles pour développer et faciliter l'accès à la validation des acquis de l'expérience (VAE) aux salariés désirant accéder à un certificat, un titre ou un diplôme.

6.2. Missions au bénéfice des entreprises et de leurs salariés

Assurer un service de proximité auprès des entreprises et au bénéfice de leurs salariés.

Contribuer à l'information générale des entreprises (employeurs, salariés, institutions représentatives du personnel) et des instances paritaires sur la formation professionnelle, les dispositifs, les droits et les moyens de formation existants ainsi qu'à l'information des salariés sur l'exercice des droits rattachés à la personne (compte personnel de formation, projet de transition professionnelle et conseil en évolution professionnelle notamment).

Accompagner les entreprises dans la définition de leurs besoins de formation et dans le recours aux différents dispositifs permettant de répondre à ces besoins.

Construire et expérimenter des projets innovants au niveau national et/ou régional, notamment dans le cadre de partenariats.

Participer à la sécurisation des personnes dans leurs parcours professionnels.

Apporter un accompagnement dans le domaine de l'ingénierie de formation, de la réalisation du diagnostic de compétences, de l'aide au montage de dossiers de financement, de l'aide à l'élaboration de cahiers des charges et de tout type d'action favorisant la mise en œuvre de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC).

Répartir la taxe d'apprentissage jusqu'à la mise en place de la collecte de la contribution unique par les organismes mentionnés aux articles L. 213-1 et L. 752-1 du code de la sécurité sociale et soutenir les politiques de promotion de l'alternance par les branches professionnelles.

Évaluer et contrôler la qualité des formations financées par l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

6.3. Services de proximité au bénéfice des entreprises et de leurs salariés

Assurer un service de proximité en particulier au bénéfice des très petites, petites et moyennes entreprises, permettant d'améliorer l'information et l'accès des salariés de ces entreprises à la formation professionnelle, l'alternance et d'accompagner ces entreprises dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle, notamment au regard des mutations économiques et techniques de leur secteur d'activité.

Contribuer à l'information générale des entreprises (employeurs, salariés, institutions représentatives du personnel) et des instances paritaires sur la formation professionnelle, les dispositifs, les droits et les moyens de formation existants.

Contribuer à l'information des salariés sur l'exercice des droits rattachés à la personne (compte personnel de formation, projet de transition professionnelle notamment) ainsi que sur les dispositifs du conseil en évolution professionnelle et du bilan de compétences, notamment à l'occasion de l'entretien professionnel.

Accompagner les entreprises dans la définition de leurs besoins de formation, d'apprentissage et dans le recours aux différents dispositifs permettant de répondre à leurs besoins.

6.4. Missions de collecte et recherche de ressources

Jusqu'à la mise en place de la collecte de la contribution unique par les organismes mentionnés aux articles L. 213-1 et L. 752-1 du code de la sécurité sociale :

- collecter et gérer les contributions financières des entreprises en application des articles L. 6131-1 et L. 6131-2 du code du travail ;
- collecter et gérer les contributions conventionnelles instituées par accord de branche professionnelle ;
- collecter les versements volontaires des entreprises et les mutualiser, le cas échéant, avec l'accord des entreprises ;

- optimiser l'utilisation des fonds disponibles en recherchant les financements complémentaires notamment auprès de France compétences ;
- rechercher et optimiser des financements provenant notamment de l'État, des régions, de l'Union européenne, de Pôle emploi.

Après la mise en place de la collecte de la contribution unique par les organismes mentionnés aux articles L. 213-1 et L. 752-1 du code de la sécurité sociale :

- percevoir et gérer les contributions légales reversées par France compétences en application des articles R. 6123-25 et R. 6123-26 du code du travail, et par l'ACOSS ;
- percevoir et gérer les fonds issus de la péréquation assurée par France compétences au titre de l'apprentissage, de la professionnalisation, et du plan de développement des compétences des entreprises de moins de 50 salariés ;
- collecter et gérer les versements conventionnels et/ou volontaires des entreprises entrant dans le champ d'intervention de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité au titre du développement de la formation professionnelle continue des salariés et l'alternance, et les mutualiser le cas échéant (avec l'accord des entreprises pour les versements volontaires), ainsi que les ressources affectées ;
- rechercher et gérer les subventions et contributions spécifiques notamment de l'Union européenne, de l'État, des régions et des départements ;
- percevoir et gérer d'autres contributions et versements en rapport avec l'objet social de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité ;
- percevoir et gérer les dons versés à l'opérateur de compétences des entreprises de proximité et les revenus des sommes placées dans les établissements financiers ;
- le cas échéant, percevoir et gérer, si un accord de branche le prévoit, la part de la collecte non affectée au financement du compte personnel de formation des travailleurs indépendants et du conseil en évolution professionnelle en vertu de l'article L. 6332-11-1 du code du travail.

6.5. Missions de financement

Prendre en charge et financer selon des priorités et modalités définies par le conseil d'administration, sur la base des priorités des CPNEFP et des modalités définies par chaque section professionnelle paritaire :

- les dépenses consenties au titre des contrats d'apprentissage et de professionnalisation, de la VAE, des bilans de compétences et des actions de formation professionnelle ;
- les dépenses consenties au titre du dispositif de promotion ou de reconversion par l'alternance ;
- les dépenses de fonctionnement des centres de formation d'apprentis ;
- les dépenses de fonctionnement des observatoires prospectifs des métiers et qualifications ;
- les dépenses consenties au titre du plan de développement des compétences des entreprises de moins de 50 salariés ;
- les dépenses consenties au titre des contributions conventionnelles et volontaires pour les entreprises de plus de 50 salariés ;
- toute autre dépense relevant du champ de compétence de l'opérateur de compétences.

Gérer les attributions de France compétences au titre de la péréquation pour le financement des contrats d'apprentissage et de professionnalisation.

Gérer les financements provenant notamment de l'État, des régions, de l'Union européenne, de Pôle emploi.

Et, de façon générale, financer et réaliser toutes actions visant au développement de la formation professionnelle et de l'apprentissage, conformes à la législation et à la réglementation professionnelle et au champ d'intervention des opérateurs de compétences.

À cela s'ajoutent les missions de l'OCTA jusqu'à la mise en place de la collecte de la contribution unique par les organismes mentionnés aux articles L. 213-1 et L. 752-1 du code de la sécurité sociale, à savoir :

Répartir la taxe d'apprentissage, soutenir les politiques de promotion de l'alternance déployées par les branches professionnelles et le financement des filières de formation initiale en alternance.

II. – ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 7

Conseil d'administration

7.1. Désignation des membres du conseil d'administration

Les règles de composition et de fonctionnement du conseil d'administration de l'opérateur de compétences sont conformes à l'article 3 de l'accord national interprofessionnel du 17 février 2012 relatif à la modernisation et au fonctionnement du paritarisme.

L'opérateur de compétences des entreprises de proximité est administré par un conseil d'administration paritaire composé au maximum de soixante membres :

- pour les organisations syndicales de salariés : six représentants par organisation syndicale de salariés représentative au plan national et interprofessionnel signataire de l'accord national interprofessionnel constitutif du 27 février 2019 ou y ayant adhéré ultérieurement ;
- pour les organisations d'employeurs : un nombre égal de représentants désignés à parts égales par l'U2P et la CPME parmi les représentants des entreprises ou des organismes de l'interprofession, et en priorité des organisations professionnelles de branches relevant de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Les administrateurs sont désignés pour un mandat d'une durée de 4 ans, dont les modalités sont définies par le règlement intérieur.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, il est pourvu au remplacement dudit administrateur par l'organisation syndicale de salariés ou par l'organisation professionnelle l'ayant désigné pour la durée du mandat restant à courir.

Par ailleurs, en application de l'article R. 6332-11 du code du travail, un commissaire du gouvernement assiste aux séances avec voix consultative.

7.2. Missions du conseil d'administration

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tout acte conforme à l'objet de l'opérateur de compétence des entreprises de proximité, en conformité avec les dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur.

Il a compétence pour prendre toute décision relative à la gestion, à l'organisation et au fonctionnement de la structure.

Le conseil d'administration se réunit au minimum quatre (4) fois par an.

Il détermine les orientations relatives aux activités de l'opérateur de compétence des entreprises de proximité telles que définies dans son objet. Dans cette perspective il s'efforce de prendre en compte notamment des orientations, priorités de formation et conditions de prise en charge des actions de formation proposées par les sections paritaires professionnelles.

Le conseil d'administration est chargé notamment :

- de créer des sections paritaires professionnelles de branche ou interbranches sur proposition des branches professionnelles le constituant ;
- de définir les orientations stratégiques de l'opérateur de compétences ;

- d’adopter le budget ;
- de mettre en œuvre les orientations, les priorités, et les critères et les conditions de prise en charge des dispositifs proposés par les branches professionnelles dans le cadre des SPP, et par la SPPI pour l’interprofession conformément à la réglementation en vigueur ;
- d’approuver les comptes annuels arrêtés par le bureau, et le rapport moral ;
- d’organiser et contrôler les travaux des commissions paritaires régionales ;
- de déterminer les orientations en matière de politique de rémunération, de politique sociale, de politique financière et d’investissements et de politique organisationnelle ;
- de nommer le directeur général sur proposition du comité de nomination.

Il met en place :

- des sections professionnelles paritaires (SPP) ;
- un comité de nomination ;
- un comité de rémunération ;
- une commission certification ;
- une commission financière ;
- un comité des risques et d’audit pour l’assister dans la réalisation de ses missions relatives au contrôle interne ;
- une commission apprentissage et professionnalisation ;
- les commissions paritaires régionales.

Il peut par ailleurs créer en tant que de besoin d’autres commissions ou groupes de travail spécifiques.

7.3. Fonctionnement du conseil d’administration

Les décisions sont prises à la majorité des 2/3 des membres présents ou dûment représentés, un membre présent ne pouvant disposer de plus de deux pouvoirs.

Le conseil d’administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres de chaque collège sont présents ou dûment représentés. En cas d’empêchement, tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du conseil en donnant un pouvoir à un autre administrateur appartenant au même collège.

Lorsque le quorum n’est pas atteint, le conseil d’administration est à nouveau convoqué dans un délai de 15 jours et peut alors délibérer sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents ou dûment représentés. Les décisions sont alors adoptées à la majorité simple des voix des membres présents ou dûment représentés.

En cas de partage égal des voix, la décision est remise à une réunion ultérieure qui se tiendra dans un délai de 15 jours. Dans ce cas, les mêmes règles de vote que celles définies à l’alinéa précédent s’appliquent.

Le règlement intérieur précise les dispositions complémentaires relatives au fonctionnement du conseil d’administration.

Article 8

Bureau

Le conseil d’administration élit en son sein un bureau composé au maximum de vingt membres :

- pour les organisations syndicales de salariés : deux représentants par organisation syndicale de salariés représentative au plan national et interprofessionnel signataire de l’accord national interprofessionnel constitutif du 27 février 2019 ou y ayant adhéré ultérieurement ;
- pour les organisations d’employeurs : un nombre égal de représentants désignés à parts égales par l’U2P et la CPME.

Les représentants de chacun de ces deux collèges sont désignés par les organisations définies à l'article 7.1 ci-dessus.

Chaque organisation pourra désigner un suppléant, membre du conseil d'administration, qui siégera au bureau en l'absence du titulaire.

Le bureau comprend en son sein :

- un président et un premier vice-président,
- deux vice-présidents ;
- un trésorier et un trésorier adjoint,
- un secrétaire et un secrétaire adjoint.

Les fonctions du bureau alternent tous les 2 ans entre le collège des salariés et celui des employeurs. Le président, le deuxième vice-président le trésorier adjoint et le secrétaire appartiennent à un collège, les premier et troisième vice-présidents, le trésorier et le secrétaire adjoint à l'autre.

Le président et le premier vice-président assurent la représentation paritaire de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité à l'égard des tiers.

Le bureau se réunit au minimum six (6) fois par an. Il est chargé de l'exécution des décisions du conseil d'administration dont il prépare les travaux et projets de délibération. Il arrête les comptes annuels.

Le bureau assure le suivi des missions et la bonne exécution des missions confiées aux sections paritaires professionnelles y compris par des demandes d'informations ponctuelles.

Pour l'arrêté des comptes, et en tant que de besoin s'agissant de la gestion, les décisions sont prises à la majorité des 2/3 des membres présents ou dûment représentés, un membre présent ne pouvant disposer de plus de deux pouvoirs.

Le bureau ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres de chaque collège sont présents ou dûment représentés. En cas d'empêchement, tout administrateur peut se faire représenter aux réunions du bureau en donnant un pouvoir à un autre administrateur appartenant au même collège.

Lorsque le quorum n'est pas atteint, le bureau est à nouveau convoqué dans un délai de 15 jours et peut alors délibérer sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents ou dûment représentés. Les décisions sont alors adoptées à la majorité simple des voix des membres présents ou dûment représentés.

En cas de partage égal des voix, la décision est remise à une réunion ultérieure qui se tiendra dans un délai de 15 jours. Dans ce cas, les mêmes règles de vote que celles définies à l'alinéa précédent s'appliquent.

Le règlement intérieur précise les dispositions complémentaires relatives au fonctionnement du bureau.

Article 9

Conférence annuelle des branches professionnelles et des entreprises et organismes de l'interprofession

Une conférence annuelle est organisée une fois par an avec toutes les branches professionnelles, ainsi que les entreprises et les organismes relevant de l'interprofession relevant du champ d'intervention de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité afin d'échanger sur l'activité et les perspectives de l'opérateur de compétences. Le rapport de gestion et le rapport financier leur sont présentés à cette occasion.

Cette conférence est convoquée par la présidence paritaire.

L'ordre du jour, les modalités de fonctionnement, les documents à mettre à la disposition des participants sont arrêtés par le conseil d'administration.

Le règlement intérieur précise les dispositions complémentaires relatives au fonctionnement interne de la conférence annuelle.

Article 10

Présidence paritaire

La présidence paritaire est composée du président et du premier vice-président.

Le président ou, en son absence, le premier vice-président préside le bureau et le conseil d'administration.

La présidence établit l'ordre du jour des réunions du conseil d'administration, du bureau et du comité des risques et d'audit, et du comité de rémunération.

Le président assisté du premier vice-président a en charge la représentation de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité devant tout organisme public ou privé, ainsi que devant toute juridiction. Les actes et délibérations engageant l'opérateur de compétences des entreprises de proximité sont signés paritairement.

Le président et le premier vice-président de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité sont respectivement directeur de la publication et rédacteur en chef de l'ensemble des publications éditées par l'opérateur de compétences des entreprises de proximité et sont membres du comité de rédaction.

Article 11

Contrôle interne. – Comité des risques et d'audit

Le conseil d'administration dote l'opérateur de compétences des entreprises de proximité d'un dispositif de contrôle interne. Il surveille l'efficacité du dispositif de contrôle interne et de gestion des risques de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Il veille au respect des principes en matière de conflits d'intérêts et de transparence, dans le respect des textes en vigueur.

Le comité des risques et d'audit est composé d'au maximum 20 membres émanant du conseil d'administration de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité :

- pour les organisations syndicales de salariés : deux représentants par organisation syndicale de salariés représentative au plan national et interprofessionnel signataire de l'accord national interprofessionnel constitutif du 27 février 2019 ou y ayant adhéré ultérieurement ;
- pour les organisations d'employeurs : un nombre égal de représentants désignés à parts égales par l'U2P et la CPME parmi les représentants des entreprises ou des organismes de l'interprofession, et en priorité des organisations professionnelles de branches relevant de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Le périmètre des missions du comité des risques et d'audit, ses modalités de fonctionnement et les responsabilités de ses membres sont fixés par le règlement intérieur.

Article 12

Sections paritaires professionnelles (SPP)

Il est constitué dans les meilleurs délais, après décision par le conseil d'administration, des SPP pour tenir compte des spécificités des secteurs multibranches et des branches professionnelles entrant dans le champ d'intervention de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

En fonction des sujets et des convergences d'intérêts entre les différentes branches professionnelles concernées, des travaux communs de plusieurs SPP peuvent être organisés, à leur initiative ou sur proposition du conseil d'administration.

12.1. Composition et missions des sections paritaires professionnelles de branche ou interbranches

Chaque section paritaire professionnelle est composée :

- pour le collège salarié, d'au moins un représentant par organisation syndicale représentative uniquement dans le champ de la ou des conventions collectives concernées par la section professionnelle ;
- pour le collège employeur, au total, d'autant de représentants de la ou des organisation(s) professionnelle(s) représentative(s) dans le champ d'au moins une des conventions collectives concernées par la section professionnelle.

Les organisations désignent des membres suppléants qui ne peuvent siéger qu'en l'absence du titulaire.

Pour éclairer les décisions du conseil d'administration, un représentant par organisation syndicale de salariés représentée au conseil d'administration peut assister aux réunions des SPP, sans toutefois participer aux débats ni disposer d'un droit de vote.

Ses modalités de composition et de fonctionnement sont précisées au règlement intérieur.

Les SPP ont notamment pour missions, dans leurs champs respectifs, et dans le cadre des orientations définies par les commissions paritaires nationales pour l'emploi et la formation professionnelle (CPNEFP) :

- d'élaborer les propositions de modalités de financement au titre de la section « alternance » et de la section « plan de développement des compétences des entreprises de moins de 50 salariés », ainsi que, le cas échéant, au titre des contributions conventionnelles, conformément aux stipulations des accords de branche instituant contributions, en définissant, si nécessaire, des règles communes pour l'ensemble des branches professionnelles relevant du même secteur ;

- d'analyser la situation budgétaire de la section et de proposer au conseil d'administration le cas échéant, les arbitrages nécessaires.

- d'analyser et évaluer, la réalisation des actions de formation relevant :

- du contrat de professionnalisation ;

- du dispositif de promotion ou de reconversion par alternance ;

- du plan de développement de compétences des entreprises de moins de 50 salariés, y compris celles financées sur les contributions conventionnelles ;

- du compte personnel de formation ;

- du contrat d'apprentissage ;

- de suivre la mise en œuvre des projets réalisés pour le compte des secteurs et des branches professionnelles représentés dans la section.

Ces propositions des SPP sont soumises pour validation au conseil d'administration de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

En tant que de besoin, le conseil d'administration peut créer, conformément à l'article L. 6332-11-1 du code du travail, une section particulière au sein de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité avec une gouvernance patronale.

L'opérateur de compétences assure le secrétariat technique des sections paritaires professionnelles.

12.2. Composition et missions de la section professionnelle paritaire de l'interprofession (SPPI)

Les parties signataires décident de mettre en place au niveau national une SPPI.

La SPPI est composée, à parité, de deux collèges.

Chacun des collèges est composé de dix titulaires et de dix suppléants.

Les membres du collège patronal sont désignés à parts égales par l'U2P et la CPME, en priorité parmi les représentants des entreprises ou des organismes de l'interprofession.

Les membres du collège des salariés sont désignés, à égalité pour chacune d'entre elles, par les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel signataires de l'accord constitutif de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

La SPPI est présidée, alternativement tous les 2 ans, par un représentant d'un des deux collèges. Les représentants des deux collèges sont désignés par leur collège respectif. Le collège qui n'assume pas la présidence désigne la vice-présidence de la SPPI.

Elle se réunit en tant que de besoin, à la demande d'au moins deux organisations, formulée par écrit auprès du président de la SPPI et en tout état de cause au moins une fois par an.

Les décisions de la SPPI sont prises selon des modalités définies dans le règlement intérieur.

Pour ses travaux, la SPPI a recours aux moyens techniques de l'opérateur de compétences de proximité.

Elle a pour mission de définir, valider et mettre à jour pour les salariés des entreprises non couvertes par un accord de branche ou par accord collectif :

- les catégories de personnes bénéficiant, dans le cadre du contrat de professionnalisation, d'action de formation et assimilées allant au-delà de 25 % de la durée totale du contrat ;
- les bénéficiaires et la nature des qualifications pour lesquels la durée minimale du contrat de professionnalisation peut être allongée jusqu'à 36 mois ;
- les modalités de continuation et de financement, pour une durée n'excédant pas 6 mois, des actions d'évaluation et d'accompagnement et des enseignements au bénéfice des personnes dont le contrat de professionnalisation comportait une action de professionnalisation, d'une durée minimale de 12 mois et a été rompu sans que ces personnes soient à l'initiative de cette rupture ;
- les priorités en matière de contrat de professionnalisation et les niveaux de prise en charge dans le cadre du contrat de professionnalisation, du contrat d'apprentissage et de la promotion ou reconversion par alternance.

Article 13

Comité de nomination

Un comité de nomination est chargé de sélectionner et proposer un ou plusieurs candidats au poste de directeur, au choix du conseil d'administration de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Le comité de nomination est composé d'au maximum 20 membres émanant du conseil d'administration de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité :

- pour les organisations syndicales de salariés : deux représentants par organisation syndicale de salariés représentative au plan national et interprofessionnel signataire de l'accord national interprofessionnel constitutif du 27 février 2019 ou y ayant adhéré ultérieurement ;
- pour les organisations d'employeurs : un nombre égal de représentants désignés à parts égales par l'U2P et la CPME parmi les représentants des entreprises ou des organismes de l'interprofession, et en priorité des organisations professionnelles de branches relevant de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Article 14

Comité de rémunération

Un comité de rémunération aide le conseil d'administration à fixer les éléments constitutifs et les évolutions du contrat de travail du directeur et des principaux cadres dirigeants et notamment leur rémunération, incluant les éléments annexes (avantages en nature, retraite supplémentaire...).

Le comité de rémunération reçoit chaque année une information sur l'ensemble des éléments de ces rémunérations sur lesquelles il émet un avis, transmis pour décision au conseil d'administration.

Le comité de rémunération est composé d'un représentant par organisation signataire du présent accord, dont le président et le trésorier.

Article 15

Commission financière

Une commission financière prépare les décisions du conseil d'administration en matière de gestion financière.

Elle comprend notamment le trésorier et le trésorier adjoint.

Sa composition et ses modalités de fonctionnement sont précisées par le règlement intérieur.

Article 16

Commission certification

La commission certification prépare les décisions du conseil d'administration visant à harmoniser, favoriser la mutualisation et planifier la mise en œuvre des travaux de certification commandée par les branches professionnelles.

La commission certification a notamment pour mission de mutualiser les travaux réalisés par les différents observatoires paritaires prospectifs de branche, et de définir des priorités dans les travaux de l'opérateur de compétences visant à accompagner les branches professionnelles dans la mise en œuvre de leur politique de certification.

La commission certification est composée de :

- 2 représentants par organisation syndicale de salariés représentative au niveau national et interprofessionnel et membre du conseil d'administration ;
- autant de membres désignés à parts égales par l'U2P et la CPME parmi les représentants des entreprises ou des organismes de l'interprofession, et en priorité des organisations professionnelles de branches relevant de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Ses modalités de fonctionnement sont définies au règlement intérieur.

Article 17

Commission apprentissage et professionnalisation

La commission apprentissage et professionnalisation a pour missions :

- d'examiner les niveaux et critères de prise en charge des contrats d'apprentissage et de professionnalisation (dont le dispositif de promotion ou de reconversion par alternance) ;
- d'assurer en tant que de besoin l'appui technique pour la fixation des niveaux et des critères de prise en charge des contrats en alternance.

Cette commission s'assure notamment du respect des dispositions issues des articles D. 6332-5 et D. 6332-6 du code du travail.

Sa composition et ses modalités de fonctionnement sont définies par le règlement intérieur de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

La commission apprentissage et professionnalisation formule également des propositions et des préconisations en vue de la promotion et de l'information sur les dispositifs de formation en alternance au conseil d'administration de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Elle a également pour mission d'assurer le suivi et la mise en œuvre de la convention de coopération établie le cas échéant entre l'opérateur de compétences des entreprises de proximité et le ou (les) ministère(s) concerné(s).

Article 18

Gestion des sections financières

Le conseil d'administration, définit, suit et aménage les budgets consolidés au sein de sections financières, et notamment des sections suivantes :

- professionnalisation ;
- apprentissage ;
- plan de développement des compétences des entreprises de moins de 50 salariés ;
- le cas échéant :
 - une section dédiée aux contributions conventionnelles ayant pour objet le développement de la formation professionnelle continue versées en application d'un accord de branche ;
 - une section dédiée aux contributions versées sur une base volontaire par l'entreprise.

Le conseil d'administration décide chaque année de la mise en œuvre de la mutualisation élargie. Il fixe chaque année les critères d'attribution de fonds mutualisés.

À compter de 2020, en tant qu'organisme collecteur de la taxe d'apprentissage (OCTA) jusqu'à la mise en place de la collecte de la contribution unique par les organismes mentionnés aux articles L. 213-1 et L. 752-1 du code de la sécurité sociale, l'opérateur de compétences des entreprises de proximité collecte et répartit la taxe d'apprentissage selon les modalités définies à l'article L. 6241-2 du code du travail.

Article 19

Commissions paritaires régionales

Conformément à l'article 5.5 de l'accord national interprofessionnel constitutif du 27 février 2019, la commission paritaire régionale représente, sur sa région, l'opérateur de compétences des entreprises de proximité, sous la responsabilité et le contrôle du conseil d'administration de l'opérateur de compétences.

Les commissions paritaires régionales ont notamment pour missions de :

- suivre la mise en œuvre, au niveau régional, des missions de l'opérateur de compétences décrites à l'article 4 de l'accord national interprofessionnel constitutif de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité du 27 février 2019 ;
- représente sur son territoire l'opérateur de compétences des entreprises de proximité, notamment auprès de l'État en région, du conseil régional et des autres collectivités territoriales, et des partenaires.

La commission paritaire régionale comprend 20 membres désignés au niveau régional, agréés respectivement par chacune des organisations interprofessionnelles représentatives, signataires de l'accord national interprofessionnel constitutif du 27 février 2019, au plan national.

La commission paritaire régionale est constituée :

- pour la partie patronale : 10 représentants répartis à parts égales entre l'U2P et la CPME ;
- pour la partie salariée : 10 représentants des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel, à raison de deux représentants par organisation, signataire du présent accord.

Chaque organisation a la possibilité de désigner un suppléant. Le suppléant peut siéger mais il ne vote qu'en l'absence d'un titulaire.

Les désignations sont transmises à la présidence de l'opérateur de compétences.

Cette commission paritaire désigne un président et un vice-président choisis dans chacun des deux collèges.

Les modalités de fonctionnement des commissions paritaires régionales sont précisées dans le règlement intérieur de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

Article 20

Exercice des fonctions d'administrateur et des membres désignés dans les comités, les commissions, et les SPP

Le mandat des administrateurs et des membres des comités, des commissions, et des SPP est bénévole.

20.1. Règles de compatibilité des mandats

En application des articles L. 6332-2-1 et R. 6332-12 du code du travail, tous les administrateurs et membres désignés dans les comités, les commissions, et les SPP titulaires d'un mandat au sein de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité ne peuvent être salarié ou administrateur d'un organisme de crédit, ni être salarié ou administrateur d'un établissement de formation.

Toute difficulté ou toute question à ce sujet doit être portée à la connaissance du commissaire aux comptes.

20.2. Prise en charge des frais liés à l'exercice du mandat

Les modalités de prise en charge des frais exposés par les administrateurs et les membres désignés dans les comités, les commissions, et les SPP, dans l'exercice de leur mandat, sont définies dans le règlement intérieur de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité.

20.3. Formation des administrateurs

Dès leur entrée en fonction, les administrateurs de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité bénéficient d'une formation liée à leur mandat.

Les frais de formation des administrateurs et des membres désignés dans les comités, les commissions, et les SPP pour l'exercice de leurs mandats, sont financés dans le cadre des dispositions prévues par les textes en vigueur.

Les modalités de cette prise en charge sont précisées au règlement intérieur.

Article 21

Coordination des membres siégeant dans les différentes instances de l'OPCO des entreprises de proximité

L'opérateur de compétences des entreprises de proximité devra mettre en place un dispositif de coordination et de circulation de l'information entre les membres siégeant au sein de ses différentes instances.

Les informations reçues dans le cadre du mandat ont un caractère confidentiel et ne peuvent pas être divulguées, à l'exception des organisations qui les ont désignées.

Article 22

Direction

La direction opérationnelle de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité est assurée par un directeur général. Il est nommé par le conseil d'administration sur proposition du comité de nomination.

Les missions du directeur général sont définies par le règlement intérieur.

III. – ORGANISATION FINANCIÈRE

Article 23

Ressources

Les ressources de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité, sont celles définies à l'article 6 de l'accord national interprofessionnel constitutif du 27 février 2019. Elles sont gérées conformément aux dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles applicables à chaque catégorie de ressources.

Article 24

Dépenses

Les dépenses de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité sont engagées conformément aux dispositions législatives réglementaires et conventionnelles en vigueur. Les modalités d'engagement sont fixées par le règlement intérieur.

Article 25

Commissaires aux comptes et expert-comptable

Le conseil d'administration désigne l'expert-comptable et nomme le commissaire aux comptes et son suppléant. Conformément aux dispositions légales, ils sont tous issus de cabinets distincts.

IV. – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 26

Règlement intérieur

Le bureau de l'opérateur de compétences des entreprises de proximité élabore le règlement intérieur de l'organisme qui précise notamment :

- les modalités de fonctionnement du conseil d'administration ;
- les modalités de fonctionnement des divers organes qui contribuent au fonctionnement de l'organisme ;
- les procédures d'engagement des dépenses.

Le règlement intérieur est soumis au conseil d'administration pour validation.

Article 27

Dispositions transitoires

Pour mener à bien ses missions au service des branches professionnelles, des entreprises et de leurs salariés, l'opérateur de compétences des entreprises de proximité s'appuiera en priorité sur les compétences et les qualifications déjà disponibles.

Article 28

Modification des statuts

Les présents statuts ne peuvent être modifiés que par un avenant négocié entre les organisations signataires de l'accord national interprofessionnel constitutif du 27 février 2019 et celles y ayant adhéré ultérieurement.

Article 29

Durée

La durée de validité des présentes dispositions est à durée indéterminée.

Article 30

Dissolution. – Liquidation

La dissolution de l'organisme ne peut avoir lieu que par la dénonciation de l'accord national interprofessionnel constitutif du 27 février 2019.

En cas de dissolution, les biens et les droits détenus par l'opérateur de compétences des entreprises de proximité sont dévolus conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Cette dévolution, approuvée par l'assemblée générale, est soumise à l'accord préalable du ministre chargé de la formation professionnelle.

Article 31

Dépôts des statuts

Les présents statuts feront l'objet d'un dépôt auprès de la préfecture du siège de l'organisme.

Fait à Paris, le 27 février 2019.

(Suivent les signatures.)

Convention collective nationale
IDCC : 1539. – COMMERCE DE DÉTAIL DE PAPETERIE,
FOURNITURES DE BUREAU, DE BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE

ACCORD DU 14 NOVEMBRE 2018
RELATIF AU REGROUPEMENT DE BRANCHES PROFESSIONNELLES
AU SEIN D'UN OPÉRATEUR DE COMPÉTENCE (COMMERCE)

NOR : ASET1851215M
IDCC : 1539

Entre :
EBEN,
D'une part, et
CFTC ;
FS CFDT,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Réunis en commission paritaire nationale, les organisations patronales et de salariés reconnues représentatives (ci-après « les partenaires sociaux ») dans le champ de la convention collective nationale des commerces de détail de papeterie, fournitures de bureau, bureautique et informatique, adoptent une position commune concernant le regroupement de branches professionnelles au sein d'un opérateur de compétence (OPCO) tel que prévu par la loi du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel ».

Article 1^{er}

Secteur d'activité de rattachement

Les partenaires sociaux affirment que le secteur d'activité « Commerce » tel que défini dans le rapport Marx/Bagorski, répond en partie à la nature des activités professionnelles et des compétences associées couvertes par le champ d'application de la convention collective se caractérisant notamment par :

- une cohérence de secteur, de métier, autour de la vente ;
- des transformations profondes et rapides, avec l'impact du numérique (automatisation), de la vente à distance, de la livraison à domicile – avec des enjeux communs de transformation des compétences ;

- une capacité d’inclusion par l’emploi ;
- des certifications communes.

Ces caractéristiques sont celles que le rapport impute au secteur commerce.

Article 2

Points de vigilance et préconisations

Les partenaires sociaux rappellent que les entreprises couvertes par le champ d’application de la convention collective sont en grande majorité des petites et moyennes entreprises et conformément au point de vigilance affirmé par le rapport Marx/Bagorski en ce qui concerne le secteur dit du « Commerce », une attention particulière doit être apportée pour « assurer une gouvernance équilibrée entre grande distribution et petit commerce ».

Les partenaires sociaux rappellent également que le champ d’application de la convention collective couvre principalement des entreprises de commerce de détail interentreprises et que cette particularité doit être prise en considération.

Article 3

Désignation d’un OPCO

Les partenaires sociaux s’accordent sur le fait qu’en l’absence d’existence juridique des OPCO à la date de signature de la présente déclaration, ils ne peuvent procéder à la désignation d’un opérateur de compétences.

À défaut de signature d’un accord de désignation avant le 31 décembre 2018, les partenaires sociaux conviennent d’un rattachement à l’OPCO en charge du secteur du commerce.

Article 4

Dispositions spécifiques aux TPE et PME

Les partenaires sociaux rappellent qu’ils prennent en considération la nécessité de prévoir des dispositions spécifiques pour les TPE et PME conformément à l’article L. 2232-10-1 du code du travail.

Le présent accord ne nécessite pas d’adaptation spécifique en fonction de la taille des entreprises concernées.

Article 5

Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Conformément à l’article L. 2261-22 du code du travail, les partenaires sociaux rappellent la nécessité de remédier aux écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 6

Date d’application

Il est expressément convenu entre les parties que le présent accord de salaires entrera en vigueur dans les entreprises et établissements de la branche le 1^{er} janvier 2019.

Article 7

Dépôt et extension

Les parties signataires mandatent le secrétariat de la convention collective, assuré par l’APGEB (association paritaire pour la gestion de l’équipement du bureau) pour effectuer les démarches nécessaires à l’obtention de l’extension du présent accord et les formalités de publicité.

Le présent accord sera déposé auprès des services du ministère chargé du travail et des conventions collectives, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6 du code du travail.

Cet avenant est applicable dès le premier jour du mois suivant la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 14 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2019/24

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
Accoupage et sélection (entreprises) : avenant n° 88 du 24 octobre 2018	76
Accoupage et sélection (entreprises) : avenant n° 89 du 24 octobre 2018 relatif à la modification de l'annexe V	82
Conserveries (coopératives et SICA) : avenant n° 123 du 17 janvier 2019 relatif à l'accord concernant la commission paritaire de négociation et d'interprétation	96
Coopératives agricoles, unions de coopératives agricoles et SICA de fleurs, de fruits et légumes et de pommes de terre : avenant n° 92 du 29 janvier 2019 relatif à l'accord concernant la commission paritaire de négociation et d'interprétation	99
Entreprises du paysage : avenant n° 23 du 3 décembre 2018.....	102
Exploitations agricoles et entreprises de travaux agricoles et ruraux (Creuse) : avenant n° 40 du 14 mars 2019.....	109
Exploitations et entreprises agricoles (Côte-d'Or, Nièvre et Yonne) : avenant n° 60 du 12 novembre 2018 relatif au principe de solidarité	111
Exploitations de polyculture et d'élevage (Seine-Maritime) : avenant n° 7 du 17 janvier 2019	114
Exploitations de polyculture, d'élevage et CUMA (Aube) : avenant n° 81 du 29 janvier 2019	116
Exploitations viticoles (Champagne délimitée) : avenant n° 209 du 7 février 2019	121
Horticulture et pépinières (Orne) : avenant n° 67 du 30 janvier 2019	125
Parcs et jardins zoologiques privés (personnel [salariés non cadres]) : avenant n° 29 du 3 octobre 2018	127
Protection sociale complémentaire en agriculture (Ain, Doubs, Franche-Comté, Jura [salariés non cadres]) : avenant n° 12 du 18 janvier 2019	128

Brochure n° 3606

Convention collective nationale

**IDCC : 7009. – ENTREPRISES D'ACCOUVAGE
ET DE SÉLECTION AVICOLES**

AVENANT N° 88 DU 24 OCTOBRE 2018

NOR : AGRS1997145M

IDCC : 7009

Entre :

Syndicat national des accoueurs SNA,

D'une part, et

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;

Fédération nationale agroalimentaire et forestière FNAF CGT ;

Fédération générale agroalimentaire FGA CFDT ;

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes
FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Suite aux récentes évolutions légales et réglementaires sur la prévoyance complémentaire, les partenaires sociaux signataires de la convention collective nationale des entreprises d'accouage et de sélection du 2 avril 1974 ont convenu de faire bénéficier les salariés relevant de la convention collective nationale de retraite du 24 mars 1971 (à savoir les salariés non affiliés à l'AGIRC) des dispositions de l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance. Afin de garantir aux salariés un haut niveau de couverture, les partenaires sociaux décident d'appliquer le socle national prévoyance défini par l'accord national, auquel ils ajoutent les options nationales, dans l'objectif d'une mutualisation nationale.

Article 1^{er}

*Modification de l'ensemble des dispositions relatives au régime de prévoyance
contenues au sein de l'article 33 et de l'annexe IV de la convention collective*

Le présent avenant constitue un accord de révision au sens des articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail.

Les dispositions de l'article 33 sur le régime de prévoyance sont désormais rédigées comme suit :

« Article 33

Régime de prévoyance

Les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective devront obligatoirement faire bénéficier leurs salariés non cadres du dispositif prévoyance tel qu'il est défini dans l'accord national et à l'annexe IV de la présente convention.

Assurance complémentaire santé

Les entreprises souscriront un contrat d'assurance mutuelle complémentaire santé au bénéfice des salariés relevant de la convention collective nationale de retraite du 24 mars 1971 (à savoir les salariés non affiliés à l'AGIRC).

Les garanties minimales sont définies en annexe V. La participation de l'employeur au financement de ce régime mutuelle complémentaire santé sera au minimum de 50 %. Un accord d'entreprise pourra augmenter la participation de l'employeur.

Ces garanties pourront être améliorées soit par accord d'entreprise soit par option du salarié. Dans ce dernier cas, le coût supplémentaire sera supporté, sauf accord contraire, par le salarié demandeur.

Commission de suivi

Une commission de suivi du régime de prévoyance et du régime frais de santé est instituée dans chaque entreprise. Elle est composée du chef d'entreprise ou de son représentant et des salariés mandatés par leur organisation syndicale où, à défaut, par les représentants du personnel. Son rôle est de prendre connaissance des résultats présentés auprès des commissions paritaires nationales de suivi ».

Les dispositions de l'annexe IV sur le régime de prévoyance de la convention collective sont modifiées comme suit :

« Annexe IV

Régime de prévoyance

Bénéficiaires

Par dérogation aux dispositions de l'accord national, le dispositif prévoyance défini au sein de l'accord national s'applique :

- à tout salarié non cadre non affilié à l'AGIRC sans condition d'ancienneté pour la garantie incapacité permanente de travail et les garanties décès ;
- à tout salarié non cadre non affilié à l'AGIRC justifiant de 3 mois d'ancienneté continue dans l'entreprise pour les garanties incapacité temporaire de travail et relevant du champ d'application de la présente convention.

À l'exclusion :

- des cadres ressortissant de la convention collective du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP ressortissant d'autres dispositions conventionnelles obligatoires.

L'ancienneté est acquise au 1^{er} jour d'embauche pour les garanties incapacité permanente et décès et à l'issue de 3 mois d'ancienneté pour la garantie incapacité de travail temporaire.

Garanties

Les employeurs des entreprises relevant du champ d'application de la présente convention sont tenus obligatoirement de faire bénéficier tous les salariés visés au point 1 de l'annexe IV des garan-

ties prévoyance figurant dans le tableau ci-après et selon les dispositions relatives au dispositif prévoyance contenues dans l'accord national.

Tous les salariés visés au point 1 bénéficient des dispositions relatives à la mensualisation telle que prévue aux articles L. 1226-1, D. 1226-1 à 8 du code du travail. Toutefois, les signataires du présent avenant ont décidé d'améliorer le dispositif de mensualisation légale.

Ainsi, par dérogation aux dispositions légales :

- la condition d'ancienneté est abaissée à 3 mois pour les garanties incapacité de travail ;
- la seconde période d'indemnisation est améliorée et portée à 90 % du salaire brut sous déduction des prestations du régime de base.

GARANTIES DE PRÉVOYANCE	
Garanties incapacité de travail	
Incapacité temporaire de travail (ITT)	
Socle obligatoire conventionnel ITT	15 % SB
Option ITT	+ 15 % SB
Mensualisation (1 ^{re} période et 2 ^e période)	
Option mensualisation légale avec amélioration	90 % SB
Incapacité permanente de travail (IPP et invalidité)	
Garanties IPP :	
– socle obligatoire conventionnel IPP > 2/3 ;	10 % SB
– option IPP > 2/3 ;	+ 10 % SB
– option IPP entre 1/3 et 2/3.	+ 20 % SB
Garanties invalidité :	
– socle obligatoire conventionnel Invalidité cat. 2 ou 3 ;	10 % SB
– option invalidité cat. 2 ou 3 ;	+ 10 % SB
– option invalidité cat. 1.	+ 20 % SB
Garantie décès	
Socle obligatoire conventionnel capital décès	100 % SAB
Option majoration enfant	25 % SAB
Option rente éducation :	
– jusqu'au 13 ^e anniversaire ;	3 % PASS
– du 13 ^e au 17 ^e anniversaire ;	4,5 % PASS
– du 17 ^e au 26 ^e anniversaire.	6 % PASS
Option rente de conjoint : rente viagère	5 % du SB
PMSS : plafond mensuel de la sécurité sociale ; PASS : plafond annuel de la sécurité sociale ; SB : salaire brut.	

Le salaire servant de base au calcul des prestations incapacité de travail, temporaire et permanente, est égal au salaire brut ayant donné lieu à cotisations, limité à quatre fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale et se rapportant :

- pour l'incapacité temporaire de travail : à la période de référence retenue par la mutualité sociale agricole afin de déterminer le salaire journalier de référence servant au calcul de ses prestations ;

- pour l'incapacité permanente de travail : aux 12 mois civils précédant celui au cours duquel est survenu l'arrêt de travail consécutif à une maladie professionnelle ou non, ou à un accident du travail, ou, lorsque le salarié ne justifie pas de 12 mois entiers de rémunération dans l'entreprise adhérente, au salaire mensuel moyen de la période considérée multiplié par 12.

SAB : salaire annuel brut

Le salaire servant de base au calcul des prestations décès est égal au salaire annuel brut ayant donné lieu à cotisations.

La rémunération prise en compte se rapporte aux 12 mois civils précédant celui au cours duquel est survenu le décès ou l'arrêt de travail si le décès a été précédé d'une période d'arrêt de travail.

En cas de décès intervenant avant 12 mois d'ancienneté, le capital est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du participant multiplié par 12.

Le descriptif des garanties optionnelles figurant dans le tableau de garanties ci-dessus est précisé ci-après.

Option incapacité temporaire de travail (ITT)

L'option « ITT » permet d'augmenter le montant de l'indemnité journalière complémentaire servie en cas d'arrêt de travail (d'origine professionnelle ou non) du salarié.

Option « Mensualisation légale avec amélioration »

Selon les dispositions des articles L. 1226-1, D. 1226-1 à 8 du code du travail, tout salarié ayant une année d'ancienneté dans l'entreprise bénéficie, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de maladie ou d'accident constatée par certificat médical et contre-visite s'il y a lieu, d'une indemnité complémentaire à l'allocation journalière versée par le régime de base de sécurité sociale, à condition d'avoir justifié dans les 48 heures de cette incapacité et d'être pris en charge par le régime de base.

Afin de permettre aux entreprises visées à l'article 1^{er} de l'accord de faire face à l'obligation de maintien de salaire telle qu'elle résulte du présent accord, l'option mensualisation légale avec amélioration permet aux employeurs de s'assurer auprès d'un organisme assureur pour couvrir cette obligation.

Cette option comprend également une assurance des charges sociales prévoyant le versement d'indemnités correspondant aux charges sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires versées en cas d'incapacité temporaire de travail du participant pour la quote-part relative à la mensualisation légale.

Le montant de la prestation est servi sous déduction de l'indemnité journalière versée par le régime de base. Le versement de la prestation intervient :

- à compter du 1^{er} jour d'arrêt de travail, si celui-ci est consécutif à un accident du travail ou à une maladie professionnelle ;
- à compter du 4^e jour d'arrêt de travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée.

Les indemnités journalières complémentaires sont servies nettes de cotisations salariales, de CSG et de CRDS.

ANCIENNETÉ	INDEMNISATION À 90 % DU SALAIRE BRUT (sous déduction des IJ du régime de base)
3 mois à moins de 6 ans	60 jours
De 6 à moins de 11 ans	80 jours
De 11 à moins de 16 ans	100 jours
De 16 à moins de 21 ans	120 jours

ANCIENNETÉ	INDEMNISATION À 90 % DU SALAIRE BRUT (sous déduction des IJ du régime de base)
De 21 à moins de 26 ans	140 jours
De 26 à moins de 31 ans	160 jours
31 ans et plus	180 jours

Option incapacité permanente de travail (IPP > 2/3)

L'option « IPP > 2/3 » permet d'augmenter le montant de la pension mensuelle complémentaire servie en cas d'attribution par le régime de base d'une rente correspondant à un taux d'incapacité au moins égal à 66,66 % dans le cadre de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles.

Option incapacité permanente de travail (invalidité catégorie 2 ou 3)

L'option « Invalidité catégorie 2 ou 3 » permet d'augmenter le montant de la pension mensuelle complémentaire servie en cas d'attribution par le régime de base d'une pension (catégorie 2 ou 3) dans le cadre de l'assurance invalidité.

Option incapacité permanente de travail (1/3 < IPP < 2/3)

Cette option consiste à servir une pension mensuelle complémentaire en cas d'attribution par le régime de base d'une rente correspondant à un taux d'incapacité compris entre 33,33 % et 66,66 % dans le cadre de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles.

Option incapacité permanente de travail (invalidité catégorie 1)

L'option « Invalidité catégorie 1 » (1^{er} ou 2^e niveau) consiste à servir une pension mensuelle complémentaire en cas d'attribution par le régime de base d'une pension (catégorie 1) dans le cadre de l'assurance invalidité.

Option « Majoration enfant »

L'option « Majoration enfant » permet le versement d'une majoration par enfant à charge du participant décédé.

Option « Rente éducation »

En cas de décès du salarié, cette option consiste à verser aux enfants à charge une rente dont le montant varie selon l'âge. La rente est versée viagèrement aux enfants invalides déclarés avant leur 26^e anniversaire. Elle est doublée pour les orphelins des deux parents.

Option « Rente de conjoint »

En cas de décès du salarié, cette option permet à son conjoint survivant ou cocontractant d'un Pacs ou concubin d'ouvrir droit à une rente viagère.

Cette rente est exprimée en pourcentage du salaire de base du participant.

Financement du dispositif de prévoyance

Les garanties du socle obligatoire conventionnel sont assurées, pour tous les salariés, via une cotisation dont la part à la charge de l'employeur répond au minimum fixé par l'accord national du 10 juin 2008 dans ses dispositions relatives au dispositif prévoyance.

Les garanties du socle obligatoire et les garanties optionnelles obligatoires sont assurées, pour les garanties incapacité temporaire et permanente, via une cotisation répartie de la façon suivante :

- mensualisation : 100 % à la charge de l'employeur ;
- incapacité temporaire (ITT) : 24,64 % à la charge des employeurs et 75,36 % à la charge des salariés ;

- incapacité permanente (IPP et invalidité) : 10,53 % à la charge des employeurs et 89,47 % à la charge des salariés.

Les garanties du socle obligatoire et les garanties optionnelles obligatoires sont assurées, pour la garantie décès, pour tous les salariés sans condition d'ancienneté, via une cotisation répartie de la façon suivante :

- capital décès + option majoration enfant : 100 % à la charge de l'employeur ;
- option rente éducation : 25 % à la charge de l'employeur et 75 % à la charge des salariés ;
- option rente de conjoint : 28 % à la charge de l'employeur et 72 % à la charge des salariés.

Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles et conditions de la convention collective des entreprises d'accoupage et de sélection du 2 avril 1974. »

Article 2

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant prennent effet le premier jour du trimestre qui suit la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 24 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3606

Convention collective nationale

**IDCC : 7009. – ENTREPRISES D'ACCOUVAGE
ET DE SÉLECTION AVICOLES**

AVENANT N° 89 DU 24 OCTOBRE 2018

RELATIF À LA MODIFICATION DE L'ANNEXE V

NOR : *AGRS1997146M*

IDCC : 7009

Entre :

Syndicat national des accoueurs SNA,

D'une part, et

Fédération générale agroalimentaire FGA CFDT ;

Fédération nationale agroalimentaire et forestière FNAF CGT ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des activités annexes FGTA FO ;

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri ;

Syndicat national des cadres des entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'avenant n° 6 du 17 avril 2018 de l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance apporte des améliorations aux garanties frais de santé.

Afin de se mettre en conformité avec cet avenant, les partenaires sociaux font évoluer au 1^{er} janvier 2019 les montants des prestations de complémentaire santé définies à l'annexe V de la convention collective nationale des entreprises d'accouage et de sélection sur les postes dentaire, optique, prothèses auditives et médecine douce sur le régime conventionnel.

En parallèle, les partenaires sociaux ont également souhaité augmenter l'attractivité du régime frais de santé en améliorant le remboursement de garanties tant sur le régime conventionnel (garanties dentaires) que sur le régime optionnel (garanties optique, dentaire et médecine douce). Ces améliorations permettront de réduire le reste à charge des salariés concernés par le présent accord.

Ces améliorations concernent tant la base que l'option et permettront de réduire le reste à charge des salariés concernés par le présent accord.

Article 1^{er}

Modification de l'article 1.1 de l'annexe V

Les deux tableaux de garanties du régime conventionnel obligatoire figurant à l'article 1.1 sont modifiés.

L'article 1.1 « Garanties et prestations du régime conventionnel obligatoire » est modifié comme suit :

(Voir tableau page suivante.)

« Article 1.1.1
Salariés relevant du régime général de la MSA et de la sécurité sociale

GARANTIES	REMBOURSEMENT RO (en % de la BR)	REMBOURSEMENT AU TITRE du régime conventionnel		REMBOURSEMENT TOTAL au titre du RO + du régime conventionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT au titre du régime optionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT TOTAL au titre des régimes RO, conventionnel et optionnel (en % de la BR ou en forfait)
		TM (en % de la BR)	Dépassements d'honoraires (en % de la BR ou en forfait)			
Médecine de ville						
Honoraires médicaux						
Consultations, visites. – Médecin généraliste. – Adhérents aux dispositi- fs de pratique tarifaire maîtrisée ⁽¹⁾	70 %	30 %	0 %	100 %	80 %	180 %
Consultations, visites. – Médecin généraliste. – Autres praticiens ⁽¹⁾	70 %	30 %	0 %	100 %	60 %	160 %
Consultations, visites. – Médecin spécialiste. – Adhérents aux dispositi- fs de pratique tarifaire maîtrisée ⁽¹⁾	70 %	30 %	0 %	100 %	80 %	180 %
Consultations, visites. – Médecin spécialiste. – Autres praticiens ⁽¹⁾	70 %	30 %	0 %	100 %	60 %	160 %

GARANTIES	REMBOURSEMENT RO (en % de la BR)	REMBOURSEMENT AU TITRE du régime conventionnel		REMBOURSEMENT TOTAL au titre du RO + du régime conventionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT au titre du régime optionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT TOTAL au titre des régimes RO, conventionnel et optionnel (en % de la BR ou en forfait)
		TM (en % de la BR)	Dépassements d'honoraires (en % de la BR ou en forfait)			
Actes médicaux						
Imagerie médicale. – Adhérents aux dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée ⁽¹⁾ Imagerie médicale. – Autres praticiens ⁽¹⁾ Actes de chirurgie, actes techniques médicaux. – Adhérents aux dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée ⁽¹⁾ Actes de chirurgie, actes techniques médicaux. – Autres praticiens ⁽¹⁾	70 %	30 %	0 %	100 %	80 %	180 %
	70 %	30 %	0 %	100 %	60 %	160 %
	70 %	30 %	0 %	100 %	80 %	180 %
	70 %	30 %	0 %	100 %	60 %	160 %
Auxiliaires médicaux						
Auxiliaires médicaux (infirmiers, kinésithérapeutes, orthophonistes, sages-femmes, podologues...)	60 %	40 %	0 %	100 %	70 %	170 %
Analyses médicales						
Examens de laboratoire et de biologie	60 %	40 %	0 %	100 %	70 %	170 %
Transports						
Frais de transport	65 %	35 %	0 %	100 %	–	100 %

GARANTIES	REMBOURSEMENT RO (en % de la BR)	REMBOURSEMENT AU TITRE du régime conventionnel		REMBOURSEMENT TOTAL au titre du RO + du régime conventionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT au titre du régime optionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT TOTAL au titre des régimes RO, conventionnel et optionnel (en % de la BR ou en forfait)
		TM (en % de la BR)	Dépassements d'honoraires (en % de la BR ou en forfait)			
Pharmacie						
Pharmacie « Vignette blanche »	65 %	35 %	0 %	100 %	–	100 %
Pharmacie « Vignette bleue »	30 %	70 %	0 %	100 %	–	100 %
Pharmacie « Vignette orange »	15 %	85 %	0 %	100 %	–	100 %
Actes dentaires						
Actes dentaires pris en charge par le RO						
Consultations et soins dentaires. – Codes CCAM : AXI, END, SDE, TDS Inlay/onlay. – Code CCAM : INO Prothèses dentaires. – Codes CCAM : ICO, IMP, PDT, PFC, PFM, RPN, PAM, PAR	70 %	30 %	0 %	100 %	–	100 %
	70 %	30 %	25 %	125 %	–	125 %
	70 %	30 %	145 % + 350 €/an /bénéficiaire	245 % + 350 €/an /bénéficiaire	+ 50 €/an/bénéficiaire	245 % + 400 €/an /bénéficiaire
Orthodontie	100 %	0 %	200 %	300 %	+ 50 %	350 %
Actes dentaires non pris en charge par le RO						
Prothèses dentaires. – Codes CCAM : PDT, PFC, PFM, RPN	0 %	0 %	–	–	214 €/an/bénéficiaire	214 €/an/bénéficiaire
Orthodontie	0 %	0 %	–	–	397 €/an/bénéficiaire	397 €/an/bénéficiaire

GARANTIES	REMBOURSEMENT RO (en % de la BR)	REMBOURSEMENT AU TITRE du régime conventionnel		REMBOURSEMENT TOTAL au titre du RO + du régime conventionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT au titre du régime optionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT TOTAL au titre des régimes RO, conventionnel et optionnel (en % de la BR ou en forfait)
		TM (en % de la BR)	Dépassements d'honoraires (en % de la BR ou en forfait)			
Optique						
Équipement optique ⁽²⁾						
Monture	60 %	40 %	125 €	100 % + 125 €	–	100 % + 125 €
Verres	60 %	40 %	Cf. grille optique n° 1	Cf. grille optique n° 1	Cf. grille optique n° 2	Cf. grille optique n° 2
Lentilles						
Lentilles prises en charge ou non par le RO	0 %/60 %	100 %/40 %	100 €/an/bénéficiaire	100 % + 100 €/an /bénéficiaire	+ 92 €/an/bénéficiaire	100 % + 192 €/an /bénéficiaire
Appareillage						
Fournitures médicales, pansements, appareillage, prothèses médicales	60 %	40 %	0 %	100 %	70 %	170 %
Prothèses auditives	60 %	40 %	200 %	300 %	–	300 %
Cures thermales prises en charge par le RO						
Forfait thermal et honoraires de surveillance	65 %/70 %	35 %/30 %	160 %	260 %	–	260 %
Hospitalisation médicale, chirurgicale, maternité et psychiatrie ⁽³⁾						
Frais de séjour	100 %	0 %	0 %	100 %	–	100 %
Honoraires. – Adhérents aux dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée ⁽¹⁾	80 %/100 %	20 %/0 %	155 %	255 %	–	255 %

GARANTIES	REMBOURSEMENT RO (en % de la BR)	REMBOURSEMENT AUTITRE du régime conventionnel		REMBOURSEMENT TOTAL au titre du RO + du régime conventionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT au titre du régime optionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT TOTAL au titre des régimes RO, conventionnel et optionnel (en % de la BR ou en forfait)
		TM (en % de la BR)	Dépassements d'honoraires (en % de la BR ou en forfait)			
Honoraires – Autres pra- ticiens ⁽¹⁾	80 %/100 %	20 %/0 %	100 %	200 %	–	200 %
Forfait journalier hospi- taller	0 %	0 %	100 % FR	100 % FR	–	100 % FR
Chambre particulière	0 %	0 %	25 €/jour	25 €/jour	+ 14 €/jour	39 €/jour
Autres remboursements						
Actes de prévention	Prise en charge de l'intégralité des actes de prévention réglementaires définis par arrêté ministériel du 8 juin 2006, en application de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale					
Participation forfaitaire de 18 €	Prise en charge du forfait de 18 € sur les actes médicaux lourds dont le tarif est supérieur ou égal à 120 €, ou ayant un coefficient supérieur ou égal à 60.					
Maternité (dans la limite des frais réellement engagés)	1/3 PMSS				–	1/3 PMSS
Médecine douce : os- téopathie, chiropractie	30 € par séance/3 séances/an/bénéficiaire				+ 1 séance par an	30 € par séance/4 séances /an/bénéficiaire
RO : régime obligatoire ; BR : base de remboursement régime obligatoire ; RSS : remboursement sécurité sociale ; PMSS : plafond mensuel sécurité sociale ; FR : frais réels. (1) Le remboursement diffère selon que le médecin est adhérent ou non aux dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée (OPTAM/OPTAM CO : option de pratique tarifaire maîtrisée/option de pratique tarifaire maîtrisée chirurgie obstétrique). (2) Prise en charge tous les 2 ans sauf pour les mineurs, sauf changement d'acuité visuelle et sauf pour les lentilles. L'appréciation des périodes se fait de date à date à compter de l'achat du dernier équipement optique. (3) Les remboursements sont exclus pour les séjours suivants : les longs séjours en maison de cure médicale et de retraite pour personnes âgées.						

Article 1.1.2
Salariés relevant du régime local de la MSA et de la sécurité sociale

GARANTIES	REMBOURSEMENT RO (en % de la BR)	REMBOURSEMENT AU TITRE du régime conventionnel		REMBOURSEMENT TOTAL au titre du RO + du régime conventionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT au titre du régime optionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT TOTAL au titre des régimes RO, conventionnel et optionnel (en % de la BR ou en forfait)
		TM (en % de la BR)	Dépassements d'honoraires (en % de la BR ou en forfait)			
Médecine de ville						
Honoraires médicaux						
Consultations, visites. – Médecin généraliste. – Adhérents aux disposi- tifs de pratique tarifaire maîtrisée ⁽¹⁾	90 %	10 %	0 %	100 %	80 %	180 %
Consultations, visites. – Médecin généraliste. – Autres praticiens ⁽¹⁾	90 %	10 %	0 %	100 %	60 %	160 %
Consultations, visites. – Médecin spécialiste. – Adhérents aux disposi- tifs de pratique tarifaire maîtrisée ⁽¹⁾	90 %	10 %	0 %	100 %	80 %	180 %
Consultations, visites. – Médecin spécialiste. – Autres praticiens ⁽¹⁾	90 %	10 %	0 %	100 %	60 %	160 %
Actes médicaux						
Imagerie médicale. – Adhérents aux disposi- tifs de pratique tarifaire maîtrisée ⁽¹⁾	90 %	10 %	0 %	100 %	80 %	180 %

GARANTIES	REMBOURSEMENT RO (en % de la BR)	REMBOURSEMENT AU TITRE du régime conventionnel		REMBOURSEMENT TOTAL au titre du RO + du régime conventionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT au titre du régime optionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT TOTAL au titre des régimes RO, conventionnel et optionnel (en % de la BR ou en forfait)
		TM (en % de la BR)	Dépassements d'honoraires (en % de la BR ou en forfait)			
Imagerie médicale. – Autres praticiens ⁽¹⁾ Actes de chirurgie, actes techniques médicaux. – Adhérents aux disposi- tifs de pratique tarifaire maîtrisée ⁽¹⁾ Actes de chirurgie, actes techniques médicaux. – Autres praticiens ⁽¹⁾	90 %	10 %	0 %	100 %	60 %	160 %
	90 %	10 %	0 %	100 %	80 %	180 %
	90 %	10 %	0 %	100 %	60 %	160 %
Auxiliaires médicaux						
Auxiliaires médicaux (infirmiers, kinésithé- rapeutes, orthophonistes, sages-femmes, pédi- cures...)	90 %	10 %	0 %	100 %	70 %	170 %
Analyses médicales						
Examens de laboratoire et de biologie	90 %	10 %	0 %	100 %	70 %	170 %
Transports						
Frais de transport	100 %	0 %	0 %	100 %	–	100 %
Pharmacie						
Pharmacie « Vignette blanche »	90 %	10 %	0 %	100 %	–	100 %

GARANTIES	REMBOURSEMENT RO (en % de la BR)	REMBOURSEMENT AU TITRE du régime conventionnel		REMBOURSEMENT TOTAL au titre du RO + du régime conventionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT au titre du régime optionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT TOTAL au titre des régimes RO, conventionnel et optionnel (en % de la BR ou en forfait)
		TM (en % de la BR)	Dépassements d'honoraires (en % de la BR ou en forfait)			
Pharmacie « Vignette bleue »	80 %	20 %	0 %	100 %	-	100 %
Pharmacie « Vignette orange »	15 %	85 %	0 %	100 %	-	100 %
Actes dentaires						
Actes dentaires pris en charge par le RO						
Consultations et soins dentaires. – Codes CCAM : AXI, END, SDE, TDS	90 %	10 %	0 %	100 %	-	100 %
Inlay/onlay. – Code CCAM : INO	90 %	10 %	25 %	125 %	-	125 %
Prothèses dentaires. – Codes CCAM : ICO, IMP, PDT, PFC, PFM, RPN, PAM, PAR	90 %	10 %	145 % + 350 €/an /bénéficiaire	245 % + 350 €/an /bénéficiaire	+ 50 €/an /bénéficiaire	245 % + 400 €/an /bénéficiaire
Orthodontie	100 %	0 %	200 %	300 %	+ 50 %	350 %
Actes dentaires non pris en charge par le RO						
Prothèses dentaires. – Codes CCAM : PDT, PFC, PFM, RPN	0 %	0 %	-	-	214 €/an/bénéficiaire	214 €/an/bénéficiaire
Orthodontie	0 %	0 %	-	-	397 €/an/bénéficiaire	397 €/an/bénéficiaire

GARANTIES	REMBOURSEMENT RO (en % de la BR)	REMBOURSEMENT AU TITRE du régime conventionnel		REMBOURSEMENT TOTAL au titre du RO + du régime conventionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT au titre du régime optionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT TOTAL au titre des régimes RO, conventionnel et optionnel (en % de la BR ou en forfait)
		TM (en % de la BR)	Dépassements d'honoraires (en % de la BR ou en forfait)			
Optique						
Équipement optique ⁽²⁾						
Monture	90 %	10 %	125 €	100 % + 125 €	–	100 % + 125 €
Verres	90 %	10 %	Cf. grille optique n° 1	Cf. grille optique n° 1	Cf. grille optique n° 2	Cf. grille optique n° 2
Lentilles						
Lentilles prises en charge ou non par le RO	0 %/90 %	100 %/10 %	100 €/an/bénéficiaire	100 % + 100 €/an /bénéficiaire	+ 92 €/an bénéficiaire	100 % + 192 €/an /bénéficiaire
Appareillage						
Fournitures médicales, pansements, appareillage, prothèses médicales	90 %	10 %	0 %	100 %	70 %	170 %
Prothèses auditives	90 %	10 %	200 %	300 %	–	300 %
Cures thermales prises en charge par le RO						
Forfait thermal et honoraires de surveillance	90 %	10 %	160 %	260 %	–	260 %
Hospitalisation médicale, chirurgicale, maternité et psychiatrie ⁽³⁾						
Frais de séjour	100 %	0 %	0 %	100 %	–	100 %
Honoraires. – Adhérents aux dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée ⁽¹⁾	100 %	0 %	155 %	255 %	–	255 %

GARANTIES	REMBOURSEMENT RO (en % de la BR)	REMBOURSEMENT AUTITRE du régime conventionnel		REMBOURSEMENT TOTAL au titre du RO + du régime conventionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT au titre du régime optionnel (en % de la BR ou en forfait)	REMBOURSEMENT TOTAL au titre des régimes RO, conventionnel et optionnel (en % de la BR ou en forfait)
		TM (en % de la BR)	Dépassements d'honoraires (en % de la BR ou en forfait)			
Honoraires. – Autres pra- ticiens ⁽¹⁾	100 %	0 %	100 %	200 %	–	200 %
Forfait journalier hospi- talier	100 %	0 %	0 %	100 % FR	- -	100 % FR
Chambre particulière	0 %	0 %	25 €/jour	25 €/jour	+ 14 € / jour	39 €/jour
Autres remboursements						
Actes de prévention	Prise en charge de l'intégralité des actes de prévention réglementaires définis par arrêté ministériel du 8 juin 2006, en application de l'article R. 871-2 du code de la sécurité sociale					
Participation forfaitaire de 18 €	Prise en charge du forfait de 18 € sur les actes médicaux lourds dont le tarif est supérieur ou égal à 120 €, ou ayant un coefficient supérieur ou égal à 60.					
Maternité (dans la limite des frais réellement engagés)	1/3 PMSS				–	1/3 PMSS
Médecine douce : os- téopathie, chiropractie	30 € par séance/3 séances/an/bénéficiaire				+ 1 séance par an	30 € par séance/4 séances/an/ bénéficiaire
RO : régime obligatoire ; BR : base de remboursement régime obligatoire ; RSS : remboursement sécurité sociale ; PMSS : plafond mensuel sécurité sociale ; FR : frais réels. (1) Le remboursement diffère selon que le médecin est adhérent ou non aux dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée (OPTAM/OPTAM CO : option de pratique tarifaire maîtrisée/option de pratique tarifaire maîtrisée chirurgie obstétrique). (2) Prise en charge tous les 2 ans sauf pour les mineurs, sauf changement d'acuité visuelle et sauf pour les lentilles. L'appréciation des périodes se fait de date à date à compter de l'achat du dernier équipement optique. (3) Les remboursements sont exclus pour les séjours suivants : les longs séjours en maison de cure médicale et de retraite pour personnes âgées.						

Article 2

Date d'effet, dépôt et extension

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il prend effet à compter du 1^{er} janvier 2019.

Il est notifié et déposé dans les conditions prévues par le code du travail.

Les partenaires sociaux conviennent de solliciter l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 24 octobre 2018

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

GRILLES OPTIQUES CCN ACCOUVAGE 2019

BASE - GRILLE OPTIQUE N°1				
VERRES	CODES LPP		TYPE DE VERRES	FORFAIT €
	Adultes	Enfants de moins de 18 ans		PAR VERRE (y compris TM)
Verres Simple Foyer, Sphériques				
sphère de -6 à +6	2203240/2287916	2242457/2261874	Verre simple	100 €
Verres Simple Foyer, Sphéro-cylindriques				
cylindre < +4 sphère de -6 à +6	2226412/2259966	2200393/2270413	Verre simple	100 €
Verres Simple Foyer, Sphériques				
sphère de -6,25 à -10 ou de +6,25 à +10	2263459/2265330/2280660/2282793	2243304/2243540/2291088/2297441	Verre complexe	175 €
sphère < -10 ou > +10	2235776/2295896	2248320/2273854	Verre complexe	175 €
Verres Simple Foyer, Sphéro-cylindriques				
cylindre > +4 sphère de -6 à +6	2212976/2252668	2238941/2268385	Verre complexe	175 €
cylindre > +4 sphère < -6 ou > +6	2288519/2299523	2206800/2245036	Verre complexe	175 €
Verres Simple Foyer, Sphéro-cylindriques				
cylindre < +4 sphère < -6 ou > +6	2254868/2284527	2219381/2283953	Verre complexe	175 €
Verres Multifocaux ou Progressifs Sphériques				
sphère de -4 à +4	2290396/2291183	2264045/2259245	Verre complexe	175 €
Verres Multifocaux ou progressifs Sphéro-cylindriques				
sphère de -8 à +8	2227038/2299180	2240671/2282221	Verre complexe	175 €
Verres Multifocaux ou Progressifs Sphériques				
sphère < -4 ou > +4	2245384/2295198	2202452/2238792	Verre très complexe	175 €
Verres Multifocaux ou progressifs Sphéro-cylindriques				
sphère < -8 ou > +8	2202239/2252042	2234239/2259660	Verre très complexe	175 €

OPTION - GRILLE OPTIQUE N°2				
VERRES	CODES LPP		TYPE DE VERRES	FORFAIT €
	Adultes	Enfants de moins de 18 ans		PAR VERRE (y compris TM)
Verres Simple Foyer, Sphériques				
sphère de -6 à +6	2203240/2287916	2242457/2261874	Verre simple	130 €
Verres Simple Foyer, Sphéro-cylindriques				
cylindre < +4 sphère de -6 à +6	2226412/2259966	2200393/2270413	Verre simple	130 €
Verres Simple Foyer, Sphériques				
sphère de -6,25 à -10 ou de +6,25 à +10	2263459/2265330/2280660/228279	2243304/2243540/2291088/229744	Verre complexe	225 €
sphère < -10 ou > +10	2235776/2295896	2248320/2273854	Verre complexe	225 €
Verres Simple Foyer, Sphéro-cylindriques				
cylindre > +4 sphère de -6 à +6	2212976/2252668	2238941/2268385	Verre complexe	225 €
cylindre > +4 sphère < -6 ou > +6	2288519/2299523	2206800/2245036	Verre complexe	225 €
Verres Simple Foyer, Sphéro-cylindriques				
cylindre < +4 sphère < -6 ou > +6	2254868/2284527	2219381/2283953	Verre complexe	225 €
Verres Multifocaux ou Progressifs Sphériques				
sphère de -4 à +4	2290396/2291183	2264045/2259245	Verre complexe	225 €
Verres Multifocaux ou progressifs Sphéro-cylindriques				
sphère de -8 à +8	2227038/2299180	2240671/2282221	Verre complexe	225 €
Verres Multifocaux ou Progressifs Sphériques				
sphère < -4 ou > +4	2245384/2295198	2202452/2238792	Verre très complexe	225 €
Verres Multifocaux ou progressifs Sphéro-cylindriques				
sphère < -8 ou > +8	2202239/2252042	2234239/2259660	Verre très complexe	225 €

Brochure n° 3607

Convention collective nationale

**IDCC : 7003. – CONSERVERIES
COOPÉRATIVES ET SICA**

AVENANT N° 123 DU 17 JANVIER 2019
RELATIF À L'ACCORD CONCERNANT LA COMMISSION PARITAIRE
DE NÉGOCIATION ET D'INTERPRÉTATION

NOR : AGRS1997143M

IDCC : 7003

Entre :

FELCOOP,

D'une part, et

CFDT ;

CFE-CGC Agro,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation est instituée par la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnel qui modifie l'article L. 2232-9 du code du travail.

Cette commission remplace la commission mixte de négociation et la commission de validation existantes.

À cet effet, les parties ont décidé de mettre en œuvre les dispositions qui suivent.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le champ d'application du présent accord est celui de la convention collective nationale des conserveries coopératives et SICA (IDCC n° 7003).

Article 2

Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation

L'article 11 de la convention collective de travail est modifié. Il s'intitule « Commission paritaire nationale » et devient : Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation.

a) Attributions

La commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation se réunit en vue des négociations de branche et professionnelles.

En vertu de l'article L. 2232-9 du code du travail, la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation exerce les missions d'intérêt général suivantes :

- elle représente la branche, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics ;
- elle exerce un rôle de veille sur les conditions de travail et l'emploi ;
- elle établit un rapport annuel d'activité qu'elle verse dans la base de données nationales. Ce rapport comprend un bilan des accords collectifs d'entreprise conclus en matière de durée et aménagement du temps de travail, de travail à temps partiel et travail intermittent, de congés et de compte épargne-temps, en particulier de l'impact de ces accords sur les conditions de travail des salariés et sur la concurrence entre les entreprises de la branche. Des recommandations destinées à répondre aux difficultés identifiées pourront y figurer ;
- elle peut rendre un avis à la demande d'une juridiction sur l'interprétation d'une convention ou d'un accord collectif.

b) Localisation

La commission paritaire a pour localisation le siège de FELCOOP actuellement situé au 43, rue Sedaine, 75011 Paris.

c) Composition

Cette commission est composée des représentants de chaque organisation représentative de salariés signataires de la présente convention et d'un nombre égal de représentants employeurs.

La présidence, limitée à 1 an, est alternativement assurée par un membre représentant les salariés et par un membre représentant les employeurs.

d) Fonctionnement

Chaque représentant des organisations syndicales pourra être accompagné d'un membre supplémentaire à titre consultatif.

En cas de recours à un vote, chaque représentant dispose d'une voix.

La commission paritaire se réunit en fin d'année pour définir :

- les thèmes de négociation qui seront abordés au cours de l'année et la périodicité des négociations obligatoires ;
- le calendrier prévisionnel des réunions à raison d'au moins 3 par an.

Ces réunions pourront se tenir, à titre exceptionnel, en visio ou audio conférence.

Article 3

Indemnisation des salariés participant aux commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation

L'article 11 *bis* de la convention collective de travail est modifié. Il s'intitule « Indemnisation des salariés participant aux commissions paritaires nationales et aux commissions nationales d'interprétation et de conciliation » et devient : Indemnisation des salariés participant aux commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation.

Les frais de transport des salariés des coopératives et SICA sont remboursés par FELCOOP section fruits et légumes transformés sur la base du tarif SNCF 2^e classe.

Les frais de repas des salariés des coopératives et SICA sont remboursés par FELCOOP section fruits et légumes transformés sur la base du tarif ACOSS de prise en charge et à raison d'un repas par journée de réunion.

Article 4

Durée et date d'application

Cet accord est conclu pour une durée de 5 ans et entrera en vigueur dès sa signature. La dernière réunion précédant la fin de l'accord aura pour objet entre autres sa reconduction.

Article 5

Révision

Le présent accord pourra faire l'objet d'une révision totale ou partielle, conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

La demande de révision devra être adressée par l'une des parties signataires du présent accord ou y ayant adhéré ultérieurement à l'ensemble des signataires et adhérents par lettre recommandée avec avis de réception. Les négociations devront être ouvertes dans les 3 mois suivant la saisine.

Article 6

Dénonciation

Le présent accord peut être dénoncé conformément aux dispositions des articles L. 2261-9 et suivants du code du travail. La dénonciation est notifiée par son auteur aux autres signataires de l'accord. Elle est déposée dans des conditions prévues par voie réglementaire.

Lorsque la dénonciation émane de la totalité des signataires employeurs ou des signataires salariés, l'accord continue de produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouvel accord ou, à défaut, pendant une durée de 1 an à compter de l'expiration d'un délai de préavis de 3 mois.

Une nouvelle négociation s'engage, à la demande d'une des parties intéressées, dans les 3 mois qui suivent le début du préavis.

Article 7

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

Le présent accord est déposé en deux exemplaires auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, sous réserve de l'absence d'opposition de la majorité des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche.

Fait à Paris, le 17 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3614

Convention collective nationale

IDCC : 7006. – **COOPÉRATIVES AGRICOLES,
UNIONS DE COOPÉRATIVES AGRICOLES
ET SICA DE FLEURS, DE FRUITS
ET LÉGUMES ET DE POMMES DE TERRE
(Métropole)**

AVENANT N° 92 DU 29 JANVIER 2019
RELATIF À L'ACCORD CONCERNANT LA COMMISSION PARITAIRE
DE NÉGOCIATION ET D'INTERPRÉTATION

NOR : AGRS1997144M

IDCC : 7006

Entre :

FELCOOP,

D'une part, et

CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Une commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation est instituée par la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnel qui modifie l'article L. 2232-9 du code du travail.

Cette commission remplace la commission mixte de négociation et la commission de validation existantes.

À cet effet, les parties ont décidé de mettre en œuvre les dispositions qui suivent.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le champ d'application du présent accord est celui de la convention collective nationale de travail concernant les coopératives agricoles, unions de coopératives agricoles et SICA de fleurs, de fruits et légumes et de pommes de terre (IDCC n° 7006).

Article 2

Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation

Un article 9 *bis* est institué dans la convention collective nationale et s'intitule :

Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation.

a) Attributions

La commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation se réunit en vue des négociations de branche et professionnelles.

En vertu de l'article L. 2232-9 du code du travail, la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation exerce les missions d'intérêt général suivantes :

- elle représente la branche, notamment dans l'appui aux entreprises et vis-à-vis des pouvoirs publics ;
- elle exerce un rôle de veille sur les conditions de travail et l'emploi ;
- elle établit un rapport annuel d'activité qu'elle verse dans la base de données nationale. Ce rapport comprend un bilan des accords collectifs d'entreprise conclus en matière de durée et aménagement du temps de travail, de travail à temps partiel et travail intermittent, de congés et de compte épargne-temps, en particulier de l'impact de ces accords sur les conditions de travail des salariés et sur la concurrence entre les entreprises de la branche. Des recommandations destinées à répondre aux difficultés identifiées pourront y figurer ;
- elle peut rendre un avis à la demande d'une juridiction sur l'interprétation d'une convention ou d'un accord collectif.

b) Localisation

La commission paritaire a pour localisation le siège de FELCOOP actuellement situé au 43, rue Sedaine, 75011 Paris.

c) Composition

Cette commission est composée des représentants de chaque organisation représentative de salariés signataires de la présente convention et d'un nombre égal de représentants employeurs.

La présidence, limitée à 1 an, est alternativement assurée par un membre représentant les salariés et par un membre représentant les employeurs.

d) Fonctionnement

Chaque représentant des organisations syndicales pourra être accompagné d'un membre supplémentaire à titre consultatif.

En cas de recours à un vote, chaque représentant dispose d'une voix.

La commission paritaire se réunit en fin d'année pour définir :

- les thèmes de négociation qui seront abordés au cours de l'année et la périodicité des négociations obligatoires ;
- le calendrier prévisionnel des réunions à raison d'au moins 3 par an.

Ces réunions pourront se tenir, à titre exceptionnel, en visio ou audio conférence.

e) Indemnisation des salariés participant aux commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation

Les frais de transport des salariés des coopératives et SICA sont remboursés par FELCOOP section fruits et légumes frais sur la base du tarif SNCF 2^e classe.

Les frais de repas des salariés des coopératives et SICA sont remboursés par FELCOOP section fruits et légumes frais sur la base du tarif ACOSS de prise en charge et à raison d'un repas par journée de réunion.

Article 3

Durée et date d'application

Cet accord est conclu pour une durée de 5 ans et entrera en vigueur dès sa signature. La dernière réunion précédant la fin de l'accord aura pour objet entre autres sa reconduction.

Article 4

Révision

Le présent accord pourra faire l'objet d'une révision totale ou partielle, conformément aux dispositions des articles L. 2261-7 et suivants du code du travail.

La demande de révision devra être adressée par l'une des parties signataires du présent accord ou y ayant adhéré ultérieurement à l'ensemble des signataires et adhérents par lettre recommandée avec avis de réception. Les négociations devront être ouvertes dans les 3 mois suivant la saisine.

Article 5

Dénonciation

Le présent accord peut être dénoncé conformément aux dispositions des articles L. 2261-9 et suivants du code du travail. La dénonciation est notifiée par son auteur aux autres signataires de l'accord. Elle est déposée dans des conditions prévues par voie réglementaire.

Lorsque la dénonciation émane de la totalité des signataires employeurs ou des signataires salariés, l'accord continue de produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouvel accord ou, à défaut, pendant une durée de 1 an à compter de l'expiration d'un délai de préavis de 3 mois.

Une nouvelle négociation s'engage, à la demande d'une des parties intéressées, dans les 3 mois qui suivent le début du préavis.

Article 6

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

Le présent accord est déposé en deux exemplaires auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, sous réserve de l'absence d'opposition de la majorité des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche.

Fait à Paris, le 29 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3617

Convention collective nationale
IDCC : 7018. – ENTREPRISES DU PAYSAGE

AVENANT N° 23 DU 3 DÉCEMBRE 2018

NOR : AGRS1997148M

IDCC : 7018

Entre :

Union nationale des entreprises du paysage UNEP,

D'une part, et

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;

Fédération générale agroalimentaire FGA CFDT ;

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Afin d'améliorer les niveaux de garanties prévus par la convention collective nationale à destination des ouvriers et employés des entreprises du paysage, le présent avenant a pour objet d'entériner l'augmentation de la prime de naissance en cas de maternité ou d'adoption.

Le présent avenant complète également la partie relative au principe de haut degré de solidarité dans ladite convention collective.

Article 1^{er}

Actions de solidarité en faveur des ressortissants du régime

Au chapitre VII « Régime de prévoyance et de frais de santé », la partie B « Actions de solidarité en faveur des ressortissants du régime » de l'article 19 est abrogée et réécrite ainsi dans son intégralité :

« B. – Actions de solidarité en faveur des ressortissants du régime

Les salariés en difficulté sociale, professionnelle ou matérielle peuvent bénéficier des prestations présentant un degré élevé de solidarité.

Pour compléter les prestations de l'action sociale de l'organisme assureur recommandé, la commission paritaire de suivi décidera, chaque année, de mettre en œuvre des mesures collectives ou

individuelles de prévention et d'action sociale, dans le cadre du haut degré de solidarité, à une hauteur minimale de 2 % des cotisations prévoyance et santé.

Les mesures de prévention et d'action sociale sont détaillées dans la convention d'assurance, de gestion et protocole technique et financier concernant le régime de prévoyance et de santé des ouvriers et employés relevant de la convention collective nationale des entreprises du paysage du 10 octobre 2008. »

Article 2

Augmentation de la prime de naissance en cas de maternité ou d'adoption

Au chapitre VII « Régime de prévoyance et de frais de santé », la partie C « Prestations » de l'article 18 « Complémentaire frais de santé » est modifiée ainsi :

« Les tableaux de garanties figurant au C sont supprimés et substitués par les tableaux suivants. Les autres dispositions figurant au C demeurent sans changement.

Tableau des prestations santé hors Alsace-Moselle

Les garanties de ce régime s'appliquent pour la France métropolitaine et les départements d'outre-mer. Le total des remboursements ne pourra dépasser le montant des frais réellement engagés. Tous les actes bénéficiant d'un remboursement du régime de base font l'objet d'un remboursement complémentaire au minimum au ticket modérateur (sauf les cures thermales). Pour l'optique, le ticket modérateur des garanties est limité à une prise en charge tous les 2 ans. Toutes les garanties en euros s'entendent par an et par bénéficiaire (sauf pour les équipements optiques). Les garanties sont acquises sans condition d'ancienneté.

CCN PAYSAGE NON-CADRES TABLEAU DES PRESTATIONS SANTÉ HORS ALSACE-MOSELLE		
Garanties exprimées en pourcentage de la base de remboursement (BR)	Remboursement du régime de base	Remboursement complémentaire
Frais médicaux		
Honoraires praticiens (généralistes, spécialistes hors ophtalmologue, chirurgiens-dentistes, sages-femmes)	70 % BR	30 % BR
Dépassements d'honoraires médecins adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	220 % BR
Dépassements d'honoraires médecins non adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	100 % BR
Auxiliaires médicaux	60 % BR	40 % BR
Analyses, examen de laboratoire	60 % à 100 % BR	40 % à 0 % BR
Radiographie	70 % BR	30 % BR
Actes de prévention ⁽²⁾	35 % à 70 % BR	30 % à 65 % BR
Honoraires médecines douces reconnues par le ministère de la santé (chiropractie, ostéopathie)	–	20 €/séance avec un maximum de 2 séances/an/bénéficiaire
Pharmacie		
Pharmacie remboursable	15 % à 65 % BR	35 % à 85 % BR
Optique		
Consultation ophtalmologue	70 % BR	30 % BR
Dépassements d'honoraires médecins adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	220 % BR

CCN PAYSAGE NON-CADRES TABLEAU DES PRESTATIONS SANTÉ HORS ALSACE-MOSELLE		
Garanties exprimées en pourcentage de la base de remboursement (BR)	Remboursement du régime de base	Remboursement complémentaire
Dépassements d'honoraires médecins non adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	100 % BR
Équipement verres et monture par bénéficiaire et pour 2 ans ⁽³⁾		
Monture adulte et enfant	60 % BR	120 €
Verres adultes (par verre ou lentille)		
BR = 2,29 €	60 % BR	80 €
BR = 3,66 €	60 % BR	88 €
BR = 7,32 €	60 % BR	112 €
Autres BR	60 % BR	128 €
Verres enfants (par verre ou lentille)		
BR = 12,04 €	60 % BR	80 €
BR > ou = 14,94 €	60 % BR	88 €
Lentilles non remboursées par le régime de base	–	Crédit de 175 €/an/bénéficiaire
Chirurgie de l'œil au laser non remboursée par le régime de base	–	Crédit de 250 €/an/œil/bénéficiaire
Dentaire		
Soins dentaires remboursés par le régime de base		
Conventionné	70 % BR	100 % BR
Non conventionné	70 % BR	100 % BR
Prothèses dentaires remboursées par le régime de base y compris couronne implanto-portée (sauf inlays core)	70 % BR	250 % BR
Prothèses dentaires non remboursées par le régime de base (sauf inlays core)	–	Crédit de 215 €/an/bénéficiaire
Parodontologie non remboursée par le régime de base	–	Crédit de 100 €/an/bénéficiaire
Orthodontie prise en charge par le régime de base	100 % BR	230 % BR
Orthodontie non prise en charge par le régime de base	–	Crédit de 200 €/an/bénéficiaire
Inlay core	70 % BR	180 % BR
Appareillage		
Fournitures médicales, pansements	60 % BR	100 % FR
Gros et Petits appareillages, orthopédie, prothèses sauf prothèses auditives	60 % BR	240 % BR
Prothèses auditives prises en charge par le régime de base	60 % BR	390 % BR + crédit de 500 €/oreille/bénéficiaire tous les 3 ans

CCN PAYSAGE NON-CADRES TABLEAU DES PRESTATIONS SANTÉ HORS ALSACE-MOSELLE		
Garanties exprimées en pourcentage de la base de remboursement (BR)	Remboursement du régime de base	Remboursement complémentaire
Hospitalisation médicale ou chirurgicale		
Frais de soins et de séjour	80 % BR	20 % BR
Dépassements d'honoraires médecins adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	220 % BR
Dépassements d'honoraires médecins non adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	100 % BR
Chambre particulière (y compris ambulatoire)	–	50 €/jour
Frais d'accompagnant	–	25 €/jour
Forfait journalier hospitalier	–	100 % du forfait
Maternité		
Frais de soins et de séjour	100 % BR	-
Dépassements d'honoraires médecins adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	220 % BR
Dépassements d'honoraires médecins non adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	100 % BR
Prime de naissance : maternité ou adoption ⁽⁴⁾	–	250 € pour les 2 premiers enfants, 350 € à partir du troisième
Forfait journalier hospitalier	–	100 % du forfait
Psychiatrie		
Frais de soins et de séjour	80 % BR	20 % BR
Dépassements d'honoraires médecins adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	220 % BR
Dépassements d'honoraires médecins non adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	100 % BR
Forfait journalier hospitalier		100 % du forfait
Divers		
Transport pris en charge par le régime de base	65 % BR	35 % BR
Vaccins prescrits non pris en charge par le régime de base	–	Crédit de 40 €/an/bénéficiaire
Forfait actes lourds ⁽⁵⁾	–	100 % du forfait
Assistance	–	Oui Mutuaide assistance
Réseau de soins	–	Oui. – Carte blanche
<p>(1) Le remboursement diffère selon que le médecin est adhérent ou non à l'un des dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée (DPTM) prévu à l'article L. 871-1 du code de la sécurité sociale (OPTAM/OPTAM-CO).</p> <p>(2) Actes de prévention, selon les conditions prévues dans l'arrêté du 18 novembre 2014 fixant la liste des prestations de prévention. L'ensemble des actes de prévention est pris en charge au titre du contrat.</p> <p>(3) La période de prise en charge de 2 ans est réduite à 1 an pour les enfants de moins de 18 ans et les personnes dont la vue évolue.</p> <p>(4) Y compris pour l'adoption, versée après demande auprès du régime de base sur justificatif.</p> <p>(5) Forfait acte lourd : il s'agit d'un ticket modérateur d'ordre public et forfaitaire (18 € en 2018). Il est dû par le patient au praticien pour tout acte technique dont le montant est supérieur à 120 €.</p>		

Tableau des prestations santé Alsace-Moselle

Les garanties de ce régime s'appliquent pour la France métropolitaine et les départements d'outre-mer. Le total des remboursements ne pourra dépasser le montant des frais réellement engagés. Tous les actes bénéficiant d'un remboursement du régime de base font l'objet d'un remboursement complémentaire au minimum au ticket modérateur (sauf les cures thermales). Pour l'optique, le ticket modérateur des garanties est limité à une prise en charge tous les 2 ans. Toutes les garanties en euros s'entendent par an et par bénéficiaire (sauf pour les équipements optiques). Les garanties sont acquises sans condition d'ancienneté.

CCN PAYSAGE NON-CADRES TABLEAU DES PRESTATIONS SANTÉ ALSACE-MOSELLE		
Garanties exprimées en pourcentage de la base de remboursement (BR)	Remboursement du régime de base	Remboursement complémentaire
Frais médicaux		
Honoraires praticiens (généralistes, spécialistes hors Ophtalmologue, chirurgiens-dentistes, sages-femmes)	90 % BR	10 % BR
Dépassements d'honoraires médecins adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	220 % BR
Dépassements d'honoraires médecins non adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	100 % BR
Auxiliaires médicaux	90 % BR	10 % BR
Analyses, examen de laboratoire	90 % à 100 % BR	10 % à 0 % BR
Radiographie	90 % BR	10 % BR
Actes de prévention ⁽²⁾	35 % à 70 % BR	30 % à 65 % BR
Honoraires médecines douces reconnues par le ministère de la santé (chiropractie, ostéopathie)	–	20 €/séance avec un maximum de 2 séances/an/bénéficiaire
Pharmacie		
Pharmacie remboursable	80 % à 100 % BR	0 % à 20 % BR
Optique		
Consultation ophtalmologue	90 % BR	10 % BR
Dépassements d'honoraires médecins adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	220 % BR
Dépassements d'honoraires médecins non adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	100 % BR
Équipement verres et monture par bénéficiaire et pour 2 ans ⁽³⁾		
Monture adulte et enfant	90 % BR	112 €
Verres adultes (par verre ou lentille)		
BR = 2,29 €	90 % BR	80 €
BR = 3,66 €	90 % BR	88 €
BR = 7,32 €	90 % BR	112 €
Autres BR	90 % BR	128 €
Verres enfants (par verre ou lentille)		
BR = 12,04 €	90 % BR	80 €
BR > ou = 14,94 €	90 % BR	88 €

CCN PAYSAGE NON-CADRES TABLEAU DES PRESTATIONS SANTÉ ALSACE-MOSELLE		
Garanties exprimées en pourcentage de la base de remboursement (BR)	Remboursement du régime de base	Remboursement complémentaire
Lentilles non remboursées par le régime de base	–	Crédit de 175 €/an/bénéficiaire
Chirurgie de l'œil au laser non remboursée par le régime de base	–	Crédit de 250 €/an/œil/bénéficiaire
Dentaire		
Soins dentaires remboursés par le régime de base		
Conventionné	90 % BR	80 % BR
Non conventionné	90 % BR	80 % BR
Prothèses dentaires remboursées par le régime de base y compris couronne implanto-portée (sauf inlays core)	90 % BR	230 % BR
Prothèses dentaires non remboursées par le régime de base (sauf inlays core)	–	Crédit de 215 €/an/bénéficiaire
Parodontologie non remboursée par le régime de base	–	Crédit de 100 €/an/bénéficiaire
Orthodontie prise en charge par le régime de base	100 % BR	230 % BR
Orthodontie non prise en charge par le régime de base	–	Crédit de 200 €/an/bénéficiaire
Inlay core	90 % BR	160 % BR
Appareillage		
Fournitures médicales, pansements	90 % BR	100 % FR
Gros et petits appareillages, orthopédie, prothèses sauf prothèses auditives	90 % BR	210 % BR
Prothèses auditives prises en charge par le régime de base	90 % BR	360 % BR + crédit de 500 €/oreille/bénéficiaire tous les 3 ans
Hospitalisation médicale ou chirurgicale		
Frais de soins et de séjour	100 % BR	–
Dépassements d'honoraires médecins adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	220 % BR
Dépassements d'honoraires médecins non adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	100 % BR
Chambre particulière (y compris ambulatoire)	–	50 €/jour
Frais d'accompagnant	–	25 €/jour
Forfait journalier hospitalier	100 % du forfait	–
Maternité		
Frais de soins et de séjour	100 % BR	–
Dépassements d'honoraires médecins adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	220 % BR
Dépassements d'honoraires médecins non adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	100 % BR

CCN PAYSAGE NON-CADRES TABLEAU DES PRESTATIONS SANTÉ ALSACE-MOSELLE		
Garanties exprimées en pourcentage de la base de remboursement (BR)	Remboursement du régime de base	Remboursement complémentaire
Prime de naissance : maternité ou adoption ⁽⁴⁾	–	250 € pour les 2 premiers enfants, 350 € à partir du troisième
Forfait journalier hospitalier	100 % du forfait	–
Psychiatrie		
Frais de soins et de séjour	100 % BR	–
Dépassements d'honoraires médecins adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	220 % BR
Dépassements d'honoraires médecins non adhérents aux DPTM ⁽¹⁾	–	100 % BR
Forfait journalier hospitalier	100 % du forfait	–
Divers		
Transport pris en charge par le régime de base	100 % BR	–
Vaccins prescrits non pris en charge par le régime de base	–	Crédit de 40 €/an/bénéficiaire
Forfait actes lourds ⁽⁵⁾	100 % du forfait	–
Assistance	–	Oui Mutuaide Assistance
Réseau de soins	–	Oui. – Carte blanche
<p>(1) Le remboursement diffère selon que le médecin est adhérent ou non à l'un des dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée (DPTM) prévu à l'article L. 871-1 du code de la sécurité sociale (OPTAM/OPTAM-CO).</p> <p>(2) Actes de prévention, selon les conditions prévues dans l'arrêté du 18 novembre 2014 fixant la liste des prestations de prévention. L'ensemble des actes de prévention est pris en charge au titre du contrat.</p> <p>(3) La période de prise en charge de 2 ans est réduite à 1 an pour les enfants de moins de 18 ans et les personnes dont la vue évolue.</p> <p>(4) Y compris pour l'adoption, versée après demande auprès du régime de base sur justificatif.</p> <p>(5) Forfait acte lourd : il s'agit d'un ticket modérateur d'ordre public et forfaitaire (18 € en 2018). Il est dû par le patient au praticien pour tout acte technique dont le montant est supérieur à 120 €.</p>		

Article 3

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent avenant est déposé conformément aux dispositions légales et son extension est demandée.

Fait à Paris, le 3 décembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9231. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
ET ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES ET RURAUX
(Creuse)
(27 octobre 1993)**

(Étendue par arrêté du 18 février 1994,
Journal officiel du 2 mars 1994)

AVENANT N° 40 DU 14 MARS 2019

NOR : *AGRS1997153M*
IDCC : 9231

Entre :

FDSEA ;

EDT ;

FD CUMA,

D'une part, et

FGTA FO ;

SGA CFDT du Limousin ;

SNCEA CFE-CGC ;

CFTC-Agri ;

USRAF CGT du Limousin,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 50 « Congés exceptionnels pour événements familiaux » de la convention collective des exploitations agricoles et des entreprises de travaux agricoles et ruraux du département de la Creuse du 27 octobre 1993 est modifié et complété comme suit :

« Article 50

Congés exceptionnels pour événements familiaux

Tout salarié ayant une ancienneté de 6 mois dans l'entreprise bénéficie d'un congé spécial payé, indépendant du congé annuel, ainsi fixé :

5 jours pouvant être fractionnés en demi-journée, en cas d'hospitalisation ou de maladie d'un enfant âgé de moins de 16 ans.

Ces absences seront décomptées par année civile et feront l'objet de la production d'un justificatif (bulletin d'hospitalisation ou certificat médical) à l'issue de la période d'absence.

Ces jours d'absence devront être pris au moment des événements en cause et n'entraîneront pas de réduction de la rémunération. Ils seront assimilés à des jours de travail effectif pour la détermination du congé annuel.

Article 2

Le présent avenant dont les parties signataires demandent l'extension prendra effet au 1^{er} avril 2019.

Article 3

Au terme de la première année d'application de cet avenant, un bilan sera présenté par le collège employeur, en commission mixte.

Article 4

Le présent avenant sera remis à chacune des organisations signataires et un exemplaire sera déposé à l'unité départementale de la Creuse de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Nouvelle Aquitaine, 1, place Varillas, 23000 Guéret.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant conformément aux dispositions des articles L. 261 à L. 2261-23-1 du code du travail.

Fait à Guéret, le 14 mars 2019.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 8262. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES
(Côte-d'Or, Nièvre, Yonne)
(21 novembre 1997)**

(Étendue par arrêté du 23 mars 1998,
Journal officiel du 26 mars 1998)

**AVENANT N° 60 DU 12 NOVEMBRE 2018
RELATIF AU PRINCIPE DE SOLIDARITÉ**

NOR : AGRS1997149M

IDCC : 8262

Entre :

Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles FRSEA de Bourgogne-Franche-Comté ;

Fédération entrepreneurs des territoires EDT Bourgogne ;

Fédération CUMA de Bourgogne-Franche-Comté,

D'une part, et

Union régionale CFDT de Bourgogne-Franche-Comté ;

Fédération CFTC de l'agriculture ;

FGTA FO ;

SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de mettre les dispositions de la convention collective du 21 novembre 1997 en conformité avec les dispositions de l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, s'agissant de la mise en œuvre du principe de solidarité, tel que prévu à l'article 6.3 dudit accord.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Introduction du principe de solidarité

Il est ajouté à l'annexe III intitulée « Régime de prévoyance des salariés non-cadres » de la convention collective du 21 novembre 1997 susvisée un article 5 intitulé « Mise en œuvre du principe de solidarité », rédigé comme suit :

« Article 5

Mise en œuvre du principe de solidarité

Les exploitations et entreprises agricoles devront, quel que soit l'organisme assureur auprès duquel elles ont souscrit un contrat collectif d'assurance, s'assurer que la couverture mise en place met en œuvre des mesures collectives ou individuelles de prévention et d'action sociale, notamment celles définies ci-après.

En tout état de cause, au moins 1 % de la cotisation de la couverture frais de prévoyance en application du présent accord sera affecté au financement de ces mesures.

Les mesures collectives ou individuelles de prévention et d'action sociale ci-après ne sauraient être un droit acquis à une prestation. Le bénéfice des mesures instituées en application du présent article est conditionné à l'éligibilité de la demande constituée par le salarié ou ses ayants droit, le cas échéant, auprès de l'organisme chargé de la gestion de ces mesures.

Les mesures collectives ou individuelles de prévention et d'action sociale mettant en œuvre le principe de solidarité au titre du présent dispositif prévoyance, quel que soit l'organisme assureur des employeurs, doivent notamment comprendre :

- une action collective de prévention sur les troubles musculosquelettiques visant à réduire les risques de santé futurs et à améliorer la qualité de vie des salariés ;
- une action collective de prévention sur les risques auditifs, le stress ou plus globalement les risques d'accident du travail ou de maladie professionnelle dans les professions agricoles ;
- une action collective de prévention, pour les salariés seniors et les nouveaux retraités, traitant de la transition vie professionnelle – retraite, du vieillissement et de leur santé (par le biais notamment de sujets relatifs à la nutrition, au sommeil ou à la maladie d'Alzheimer) ;
- un dispositif d'aide financière octroyée aux salariés actifs ou retraités de la production agricole notamment en cas de handicap, de chômage, de perte d'autonomie, de problème de santé ou de veuvage ;
- un dispositif d'aide financière permettant de favoriser la mobilité des apprentis lors de leur formation en entreprise ou sur l'exploitation agricole en prenant en charge, via une prime de 150 à 500 €, une partie des coûts de leurs déplacements ou leur hébergement ;
- le maintien des garanties en cas de suspension du contrat de travail, tel que défini ci-dessus. »

Article 2

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur au premier jour du trimestre civil suivant la date de parution de son arrêté d'extension.

Article 3

Dépôt et extension

La partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant le notifie à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, un exemplaire du présent avenant sera déposé auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de

la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Une version sur support électronique est également communiquée à la DIRECCTE du lieu de signature de l'avenant.

Les parties conviennent de solliciter l'extension du présent avenant.

Fait à Pouilly-en-Auxois, le 12 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9761. – EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE
(Seine-Maritime)
(28 février 1983)**

(Étendue par arrêté du 20 février 1984,
Journal officiel du 1^{er} mars 1984)

AVENANT N° 7 DU 17 JANVIER 2019

NOR : AGRS1997155M

IDCC : 9761

Entre :

Fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériels agricoles de Seine-Maritime ;

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles de Seine-Maritime FNSEA 76 ;

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Orne FDSEA 61,

D'une part, et

Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT ;

Syndicat général agroalimentaire CFDT de l'Orne ;

Fédération CFTC-Agri ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des activités annexes force ouvrière FGTA FO ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des activités annexes force ouvrière FGTA FO de l'Orne ;

Union syndicale régionale agroalimentaire et forestière CGT de Normandie ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Lors de la commission du 11 octobre 2018, les partenaires sociaux des exploitations de polyclture et d'élevage de Seine-Maritime, des exploitations horticoles de Haute-Normandie, des exploitations horticoles et des pépinières de l'Orne ont validé le rapprochement des accords de prévoyance complémentaire.

Ils ont ainsi décidé que :

- l'accord de prévoyance des exploitations horticoles de Haute-Normandie ;
- les dispositions de la CCN des branches spécialisées de l'horticulture et des pépinières de l'Orne en matière de prévoyance complémentaire.

Le présent avenant entérine cette décision, modifie le nom du présent accord, et procède à l'élargissement du champ d'application de l'accord prévoyance des salariés non cadres des exploitations de polyculture et d'élevage de Seine-Maritime.

Article 1^{er}

Modification du nom de l'accord

L'accord collectif de prévoyance du 25 janvier 2007 des salariés non cadres des exploitations de polyculture et d'élevage de Seine-Maritime est renommé comme suit :

« L'accord collectif de prévoyance du 25 janvier 2007 des salariés non cadres des exploitations de polyculture et d'élevage de Seine-Maritime, des exploitations horticoles de Haute-Normandie et des exploitations horticoles et pépinières de l'Orne. »

Article 2

Modification du champ d'application de l'accord collectif de prévoyance du 25 janvier 2007

Le point 1 « Entreprises concernées par l'accord collectif de prévoyance » de l'article 1^{er} « Champ d'application » est abrogé et réécrit comme suit :

« 1. Entreprises concernées par l'accord collectif de prévoyance

Le présent accord est applicable de manière obligatoire à l'ensemble des employeurs et des salariés non cadres des entreprises relevant :

- de la convention collective de travail de la polyculture et de l'élevage du 28 février 1983 de Seine-Maritime ;
- de la convention collective régionale des exploitations horticoles de Haute-Normandie (départements de la Seine-Maritime et de l'Eure) du 2 octobre 1967 ;
- de la convention collective des branches spécialisées de l'horticulture et pépinières du département de l'Orne du 24 septembre 1969. »

Il n'est pas dérogé aux autres articles et conditions de l'accord collectif de prévoyance du 25 janvier 2007 des salariés non cadres des exploitations de polyculture et d'élevage de Seine-Maritime.

Article 3

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent avenant prennent effet au premier jour du trimestre suivant la date de parution de l'extension au *Journal officiel* et au plus tôt au 1^{er} juillet 2019.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demandent, sans délai, l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de Seine-Maritime de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie.

Fait à Rouen, le 17 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9101. – EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE ET D'ÉLEVAGE
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE**

(Aube)

(18 janvier 1977)

(Étendue par arrêté du 20 février 1978,
Journal officiel du 29 mars 1978)

AVENANT N° 81 DU 29 JANVIER 2019

NOR : AGRS1997152M

IDCC : 9101

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Aube ;

Fédération départementale des coopératives d'utilisation du matériel agricole de l'Aube,

D'une part, et

Fédération nationale de l'agroalimentaire et des forêts CGT ;

Syndicat départemental des ouvriers agricoles et forestiers de l'Aube CGT-FO ;

Syndicat des salariés d'exploitations agricoles de l'Aube FGA CFDT ;

Fédération CFTC de l'agriculture ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour se mettre en conformité avec l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015 et l'avenant n° 5 du 28 septembre 2016 à l'accord national du 10 juin 2008 concernant une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, et avec les dispositions légales concernant les régimes collectifs de prévoyance, les parties se sont accordées pour procéder à un aménagement de l'annexe V à la convention collective de travail du 18 janvier 1977 concernant les exploitations agricoles et les coopératives d'utilisation du matériel en commun du département de l'Aube.

Ainsi, à la suite de la censure des clauses de désignation par le conseil constitutionnel, toutes les références à l'organisme assureur désigné en matière de garanties de prévoyance sont supprimées dans les articles de la convention collective.

Par ailleurs, les cotisations sont modifiées afin d'intégrer le haut degré de solidarité dont la gestion sera mutualisée et assurée au niveau national.

Dans la mesure où la présente convention a vocation à s'appliquer essentiellement auprès de très petites entreprises, les partenaires sociaux estiment que ces dispositions leur sont particulièrement applicables et qu'ainsi ils répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-19 du code du travail.

Article 1^{er}

Toutes les références à l'organisme assureur « Agri prévoyance », sont supprimées dans les articles de l'annexe V de la convention collective du 18 janvier 1977 :

Ainsi, au 1^{er} alinéa du point III « Garantie décès » de l'article 2 « Régime de prévoyance obligatoire » de l'annexe V de la convention collective de travail du 18 janvier 1977, l'expression « de la garantie décès Agri prévoyance » est supprimée et est remplacée par « d'une garantie décès, mutualisée au niveau du présent accord, ».

Au 2^e alinéa du paragraphe 1 « capital décès » du point III, le terme « Agri prévoyance » est remplacé par « l'assureur ».

Au dernier alinéa du paragraphe 2 « rente éducation » du point III, le terme « Agri prévoyance » est remplacé par « de l'assureur ».

Article 2

Modification des taux de cotisation

Le point IV « Dispositions communes » de l'article de l'article 2 « Régime de prévoyance obligatoire » de l'annexe V de la convention collective de travail du 18 janvier 1977 est abrogé et remplacé par le suivant :

« 1. Cotisations

Le régime de prévoyance (garantie incapacité de travail-invalidité et garantie décès) est financé par une cotisation assise sur la rémunération brute, ainsi répartie :

Les cotisations dues pour le financement de la garantie légale résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail sont financées par une cotisation à la charge exclusive de l'employeur.

Les garanties incapacité de travail et invalidité, déduction faite de la cotisation correspondant à la garantie légale résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail, sont financées à hauteur de 50 % par chaque partie.

La garantie décès est financée à hauteur de 60 % par l'employeur et 40 % par le salarié.

En sus de ces cotisations, l'employeur verse une cotisation, exclusivement à sa charge, au titre de l'assurance des charges sociales patronales. Cette garantie finance les charges patronales dues au titre de la quote-part des indemnités journalières financées par l'employeur.

L'assiette des cotisations correspond à la rémunération brute, dans la limite de quatre fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale, servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales agricoles.

La cotisation décès est due dès l'entrée du salarié dans une entreprise relevant du présent accord.

Les autres cotisations sont appelées aux seuls salariés bénéficiant des prestations, c'est-à-dire aux salariés justifiant de 6 mois d'ancienneté dans l'entreprise.

La condition d'ancienneté mentionnée ci-dessus est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 6 mois d'ancienneté.

2. Portabilité légale

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi.

Pour bénéficier de la portabilité des droits, l'assuré doit fournir le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues.

3. Principe de solidarité

Les exploitations et entreprises agricoles devront, quel que soit l'organisme assureur auprès duquel elles ont souscrit un contrat collectif d'assurance, s'assurer que la couverture mise en place met en œuvre des mesures collectives ou individuelles de prévention et d'action sociale, selon les mêmes modalités que celles de l'accord national du 10 juin 2008.

Afin de financer ces mesures, 1 % de la cotisation du régime de prévoyance leur sera affectée. Sa gestion est dévolue à un fonds de mutualisation national. »

Article 3

Extension, entrée en vigueur et dépôt

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Celui-ci entrera en vigueur au premier jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Il sera déposé à la DIRECCTE Grand Est, unité départementale de l'Aube, service de l'inspection du travail agricole à Troyes.

Fait à Troyes, le 29 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Salaires minima ouvriers et employés

(En euros.)

			TAUX horaire	SALAIRE mensuel
Classification	Emplois	Échelon	Au 1 ^{er} mars 2019	
Niveau I Emploi d'exécutant	Ouvrier d'exécution	1	10,03	10,03
	Emploi comportant des tâches sans difficulté particulière mais dont l'exécution requiert un temps d'adaptation par habitude ou apprentissage. Peut comporter l'utilisation de machines pré-réglées pour travaux simples.	2	10,35	10,35
Niveau II Ouvriers, agents techniques et employés spécialisés	Emploi comportant des tâches d'exécution plus complexes, réalisables seulement après une période d'apprentissage. Il nécessite de la part du titulaire une bonne maîtrise des savoir-faire et une rapidité d'exécution compatibles avec l'organisation du travail dans l'entreprise.	1	10,87	10,87
	L'emploi peut comporter la participation à des travaux qualifiés, de façon occasionnelle et sous surveillance. Le titulaire de l'emploi a la responsabilité du matériel dont il a la charge et doit en assurer l'entretien courant selon les consignes données.	2	11,43	11,43
Niveau III Ouvriers, agents techniques et employés qualifiés	Emploi comportant l'exécution d'opérations qualifiées relatives aux activités de l'entreprise. Le titulaire de l'emploi est responsable de la bonne exécution de son travail dans le cadre des instructions données.	1	12,00	12,00
	Le titulaire de l'emploi est susceptible de prendre couramment des dispositions pour s'adapter aux changements intervenant dans l'exécution de son travail.	2	12,60	12,60
Niveau IV Ouvriers, agents techniques et employés hautement qualifiés	Emploi comportant l'organisation et l'exécution du travail. Il exige des connaissances et une expérience éprouvées permettant de participer aux décisions techniques.	1	13,24	13,24
	Emploi exigeant une maîtrise des techniques nouvelles. Le titulaire est chargé par l'employeur de la responsabilité dans l'exécution de certains travaux.	2	13,90	13,90

Smic au 1^{er} janvier 2019 : 10,03 €.

Nota bene : le montant forfaitaire des avantages en nature « nourriture et logement » est défini par la circulaire ACOSS n° 2005-179 du 22 décembre 2005 (annexe VI de la convention collective).

ANNEXE V

Salaires techniciens, agents de maîtrise et cadres

(En euros.)

CATÉGORIES	NIVEAU	AU 1 ^{ER} MARS 2019	
		Taux horaire	Salaire mensuel
Technicien	TM1E1	14,87	2 255,33
Technicien ou agent de maîtrise	TM1E2	16,35	2 479,80
Technicien ou agent de maîtrise	TM2	18,00	2 730,06
Responsable technique ou chef de culture	C1		3 387,47
Directeur et gérant d'entreprise	C2		4 516,99

Convention collective

**IDCC : 8216. – EXPLOITATIONS VITICOLES
(Champagne délimitée)
(2 juillet 1969)**

(Étendue par arrêté du 25 février 1972,
Journal officiel du 19 mars 1972)

AVENANT N° 209 DU 7 FÉVRIER 2019

NOR : AGRS1997150M

IDCC : 8216

Entre :

Syndicat général des vignerons de la Champagne, déléguant ses pouvoirs en la circonstance à son groupement d'employeurs,

D'une part, et

FNAF CGT ;

FGTA FO ;

Fédération générale agroalimentaire CFDT ;

Syndicat CFTC agriculture ;

SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Afin de prendre en compte les nouvelles dispositions concernant les garanties frais de santé, issues de l'avenant n° 6 à l'accord national du 10 juin 2008, les partenaires sociaux ont souhaité apporter des améliorations au régime d'assurance complémentaire santé instauré par l'avenant n° 170 du 8 juillet 2009 à la convention collective de travail du 2 juillet 1969, modifié par les avenants n° 187, n° 190, n° 191, n° 193, n° 200 et n° 203.

En conséquence :

Article 1^{er}

L'annexe I à l'article 1^{er} « Tableau des garanties », figurant à l'avenant n° 203 du 2 février 2017 à la convention collective de travail du 2 juillet 1969 est modifiée, à effet du 1^{er} janvier 2019, comme suit.

« ANNEXE I

Tableau des garanties

Les pourcentages indiqués dans le tableau ci-après s'appliquent sur le montant servant de base (BR) au régime obligatoire de protection sociale français (RO) sauf mention contraire.

Le cumul des remboursements du régime obligatoire de protection sociale et de l'organisme assureur ne peut excéder le montant des frais réellement engagés (FR).

Les franchises médicales ainsi que la participation forfaitaire (art. L. 160-13 du code de la sécurité sociale) ne pourront donner lieu à remboursement.

Les garanties exprimées en pourcentage de la BR s'entendent part du régime obligatoire de protection sociale non comprise.

NATURE DES RISQUES	REMBOURSEMENTS EN COMPLÉMENT du régime obligatoire	
	Régime conventionnel obligatoire	Formule optionnelle
	100 % FR limités à :	
Frais médicaux		
Consultations, visites, honoraires médecins généralistes ou spécialistes :		
– adhérent à un DPTAM ⁽¹⁾ ;	100 % TM + 50 % BR	100 % TM + 170 % BR
– non adhérent à un DPTAM (y compris non conventionné).	100 % TM + 30 % BR	100 % TM + 100 % BR
Actes de spécialités :		
– adhérent à un DPTAM ;	100 % TM + 170 % BR	100 % TM + 170 % BR
– non adhérent à un DPTAM (y compris non conventionné).	100 % TM + 100 % BR	100 % TM + 100 % BR
Sages-femmes	100 % TM + 10 % BR	100 % TM + 150 % BR
Auxiliaires médicaux, soins infirmiers, massages, pédicures, orthophonistes, orthoptistes	100 % TM	100 % TM + 160 % BR
Analyses, examen de laboratoire	100 % TM	100 % TM + 160 % BR
Radiographie, électroradiologie :		
– médecin adhérent à un DPTAM ;	100 % TM	100 % TM + 170 % BR
– médecin non adhérent à un DPTAM (y compris non conventionné).	100 % TM	100 % TM + 100 % BR
Médecine douce : ostéopathie, chiropractie, acupuncture, sophrologie	30 € par séance dans la limite d’une séance par an et par bénéficiaire	30 € par séance dans la limite de deux séances par an et par bénéficiaire
Transport pris en charge par le RO (y compris en cas d’hospitalisation)	100 % FR	
Forfait actes lourds (18 €)	100 % FR	
Pharmacie		
Pharmacie prise en charge (à 65 % – 30 % – 15 %) par le RO	100 % TM	

NATURE DES RISQUES	REMBOURSEMENTS EN COMPLÉMENT du régime obligatoire	
	Régime conventionnel obligatoire	Formule optionnelle
	100 % FR limités à :	
Optique		
Lunettes : remboursement d'un équipement complet (composé d'une monture dont la prise en charge est limitée à 150 € et de 2 verres) par période de 2 ans ou par période de 1 an pour les personnes assurées de moins de 18 ans ou en cas de renouvellement de l'équipement justifié par une évolution de la vue (y compris monture).		
Verres simples ⁽²⁾	280 €	340 €
Verres mixtes simple-complexe ⁽³⁾	310 €	380 €
Verres mixtes simple-très complexe ⁽⁴⁾	310 €	380 €
Verres complexes ⁽³⁾	350 €	420 €
Verres mixtes complexe ⁽³⁾ , très complexe ⁽⁴⁾	350 €	420 €
Verres très complexes ⁽⁴⁾	350 €	420 €
Lentilles prises en charge ou non par le RO, par personne et par an	100 % TM + 100 €	100 % TM + 150 €
Dentaire		
Soins (hors Inlays. – Onlays)	100 % FR	100 % FR
Inlays. – Onlays	100 % TM + 70 % BR	100 % TM + 170 % BR
Prothèses dentaires prises en charge par le RO (et Inlays core)	100 % TM + 110 % BR	100 % TM + 170 % BR
avec un supplément par an et par personne assurée de :	300 €	350 €
Orthodontie prise en charge par le RO	100 % TM + 100 % BR	100 % TM + 200 % BR
Appareillage		
Orthopédie, prothèses diverses (hors prothèses auditives). Frais d'appareillage (hors optique)	100 % TM + 160 % BR	100 % TM + 360 % BR
Prothèse auditive prise en charge ou non par le RO	100 % TM + 360 % BR + 10 % PMSS ⁽⁵⁾	
Hospitalisation		
Frais de séjour	100 % TM	100 % TM + 200 % BR
Honoraires. – Actes de chirurgie :		
– médecin adhérent à un DPTAM ;	100 % TM + 150 % BR	100 % TM + 200 % BR
– médecin non adhérent à un DPTAM (y compris non conventionné).	100 % TM + 100 % BR	100 % TM + 100 % BR
Forfait hospitalier	100 % FR dès le 1 ^{er} jour	
Chambre particulière (y compris maternité hors psychiatrie) par jour	100 % FR	
Chambre particulière en psychiatrie par jour	25 €	
Frais d'accompagnement (lit + repas) pour enfant de moins de 15 ans, par jour	100 % FR	

NATURE DES RISQUES	REMBOURSEMENTS EN COMPLÉMENT du régime obligatoire	
	Régime conventionnel obligatoire	Formule optionnelle
	100 % FR limités à :	
Maternité (secteur conventionné ou non)		
Maternité (dans la limite des frais réellement engagés) : (Pour les honoraires d'un praticien non adhérent à un DPTAM) :	Crédit d'1/3 PMSS ⁽⁵⁾ par bénéficiaire et par maternité (Limitation à 100 % TM + 100 % BR.)	
Cure thermique		
Cure thermique prise en charge par le RO (honoraires et traitements)	100 % TM	100 % TM + 170 % BR
Prévention et santé au quotidien		
Actes de prévention responsable (en fonction du taux de remboursement du RO)	100 % TM dans la limite du remboursement prévus ci-avant pour l'acte concerné, selon sa nature	
<div>(1) DPTAM : dispositifs de pratique tarifaire maîtrisée (OPTAM [Option pratique tarifaire maîtrisée] et OPTAM-CO [Option pratique tarifaire maîtrisée chirurgie et obstétrique]).</div> <div>(2) Verre simple : verre simple foyer dont la sphère de – 6 à + 6 dioptries et dont le cylindre est inférieur ou égal à + 4 dioptries.</div> <div>(3) Verre complexe : verre simple foyer dont la sphère est hors zone de – 6 à + 6 dioptries et dont le cylindre est supérieur à 4 dioptries et à verres multifocaux ou progressifs.</div> <div>(4) Verre très complexe : verre multifocal ou progressif sphéro-cylindriques dont la sphère est hors zone de 8 à + 8 dioptries ou sphériques dont la sphère est hors zone de – 4 à + 4 dioptries.</div> <div>(5) PMSS : salaire plafond mensuel de la sécurité sociale soit 3 311 € au 1^{er} janvier 2018. Au 1^{er} janvier 2018, 1 % PMSS est égal à 33,11 €.</div>		

Article 2

Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Les dispositions du présent avenant sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant de la branche des exploitations viticoles de la Champagne délimitée. Elles concernent donc de façon identique les entreprises de moins de cinquante (50) salariés et de cinquante (50) salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une couverture uniforme dont les garanties ont tenu compte lors de leur définition de la structure et de la taille des entreprises de la branche.

Article 3

Entrée en vigueur et extension

Le présent avenant prendra effet au 1^{er} avril 2019 et sera déposé à l'unité territoriale de la Marne de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Grand Est.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 7 février 2019.

(Suivent les signatures.)

Convention collective

**IDCC : 9613. – BRANCHES SPÉCIALISÉES DE L'HORTICULTURE
ET DES PÉPINIÈRES**

(Orne)

(24 septembre 1969)

(Étendue par arrêté du 6 octobre 1972,
Journal officiel du 3 novembre 1972)

AVENANT N° 67 DU 30 JANVIER 2019

NOR : AGRS1997154M

IDCC : 9613

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Orne FDSEA 61,

D'une part, et

Syndicat général agroalimentaire CFDT de l'Orne ;

Fédération CFTC-Agri ;

Union syndicale régionale agroalimentaire et forestière CGT de Normandie ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Lors de la commission mixte du 17 janvier 2018, les partenaires des exploitations de polyculture et d'élevage de Seine-Maritime, des exploitations horticoles de Haute-Normandie, des exploitations horticoles et des pépinières de l'Orne ont validé le rapprochement des accords de prévoyance complémentaire.

Le présent avenant entérine cette décision et concerne la suppression des dispositions relatives aux garanties de prévoyance prévues dans la convention collective de travail du 24 septembre 1969 des branches spécialisées de l'horticulture et des pépinières du département de l'Orne.

Article 1^{er}

Suppression des dispositions prévoyance de la convention collective

Les articles 14 *bis* « Indemnisation des arrêts de travail et des invalidités » et 39 « Décès » de la convention collective de travail du 24 septembre 1969 des branches spécialisées de l'horticulture et des pépinières du département de l'Orne sont abrogés.

Article 2

Entrée en vigueur

La prise d'effet du présent avenant est subordonnée à l'entrée en vigueur de l'avenant n° 7 du 17 janvier 2019 à l'accord collectif de prévoyance du 25 janvier 2007 des salariés non cadres des exploitations de polyculture et d'élevage de Seine-Maritime, des exploitations horticoles de Haute-Normandie et des exploitations horticoles et pépinières de l'Orne.

Ce dernier prendra effet au premier jour du trimestre civil suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension et au plus tôt le 1^{er} juillet 2019.

Article 3

Dépôt et extension

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demandent, sans délai, l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de Seine-Maritime de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Normandie.

Fait à Alençon, le 30 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3613

Convention collective nationale

**IDCC : 7017. – PERSONNEL DES PARCS ET JARDINS
ZOOLOGIQUES PRIVÉS**

AVENANT N° 29 DU 3 OCTOBRE 2018

NOR : AGRS1997147M

IDCC : 7017

Entre :

Association française des parcs zoologiques AFdPZ,

D'une part, et

Fédération de l'agriculture CFTC-Agri ;

Fédération générale de l'agriculture FGA CFDT ;

Fédération nationale agroalimentaire et forestière FNAF CGT ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 75 « Financement des actions de formation pour les employeurs de plus de 10 salariés » est supprimé à compter du 1^{er} novembre 2018.

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} novembre 2018.

Il fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité conformes aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 3 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)

Accord collectif

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE
EN AGRICULTURE DES SALARIÉS NON CADRES
(Ain, Doubs, Franche-Comté, Jura)**

AVENANT N° 12 DU 18 JANVIER 2019

NOR : AGRS1997151M

Entre :

Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles FRSEA de Bourgogne Franche-Comté ;

Fédération régionale CUMA de Bourgogne Franche-Comté ;

Fédération nationale des entrepreneurs des territoires FNEDT ;

Union régionale de l'horticulture et de la pépinière de Franche-Comté ;

Fédération régionale des coopératives laitières du massif jurassien FRCLMJ ;

Fédération des CUMA de ramassage de lait du Doubs,

D'une part, et

Union régionale CFDT de Bourgogne Franche-Comté ;

Fédération CFTC de l'agriculture ;

FNAF CGT ;

FGTA FO ;

SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de transposer l'avenant n° 6 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en Agriculture et la création d'un régime de prévoyance dans l'accord régional du 18 février 2009 instaurant un régime d'assurance complémentaire frais de santé au bénéfice des salariés agricoles non-cadres de Franche-Comté et des salariés des coopératives fruitières de l'Ain, du Doubs et du Jura.

Il s'agit ainsi de modifier la rédaction du paragraphe relatif au calcul du versement santé, et de réviser le tableau de garanties, afin de se mettre en conformité avec le niveau de garanties minimales prévu par l'accord national.

Article 1^{er}

Modifications apportées à l'accord

La rubrique « Calcul du versement santé » de l'article 4.5 du présent accord est réécrite comme suit :

« Lorsque les conditions du bénéfice du dispositif du versement santé sont remplies, l'employeur doit verser mensuellement au salarié une participation patronale visant à l'aider à financer sa complémentaire santé individuelle, le temps de la durée du contrat de travail à durée déterminée ou du contrat de mission.

Cette participation patronale correspond à un montant mensuel équivalant à la contribution patronale de la couverture collective et obligatoire de frais de santé majorée de 25 %. En tout état de cause, le montant de référence lié au versement santé ne peut être inférieur au seuil fixé annuellement par arrêté.

Le montant de cette participation doit être proratisé selon le nombre d'heures mensuelles pour les salariés à temps partiel.

La participation patronale est exonérée de cotisations sociales dans les limites prévues par le code de la sécurité sociale mais entre dans l'assiette CSG-CRDS. »

L'annexe I « Tableau des garanties » est modifiée comme suit :

Le tableau des garanties est remplacé par le tableau ci-après, en annexe I du présent avenant.

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur au premier jour du trimestre civil suivant la date de parution de son arrêté d'extension, et dans tous les cas, au plus tard le 1^{er} avril 2019.

Article 3

Dépôt et extension

La partie la plus diligente des organisations signataires du présent avenant le notifie à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail, un exemplaire du présent avenant sera déposé auprès de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion.

Une version sur support électronique est également communiquée à la DIRECCTE du lieu de signature de l'avenant.

Les parties conviennent de solliciter l'extension du présent avenant.

Fait à École-Valentin, le 18 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)

Tableau des garanties

[illegible]

NATURE DES FRAIS	REMBOURSEMENT du régime de base	RÉGIME SOCLE		RÉGIME OPTIONNEL
		Remboursement complémentaire		Remboursement complémentaire au socle
Pharmacie Médicaments à service médical rendu « majeur ou important » Médicaments à service médical rendu « modéré » Médicaments à service médical rendu « faible » Pharmacie prescrite non remboursée par le régime de base	65 % BR 30 % BR 15 % BR	35 % BR 70 % BR 85 % BR		40 €/an/famille
Hospitalisation (y compris maternité et psychiatrie) Frais de soins et de séjour Honoraires Dépassement d'honoraires (médical et chirurgical) : – médecins adhérents au DPTM ; – médecins non adhérents au DPTM aux soins y compris non conventionnés (remboursement sur la base du tarif d'autorité). Dépassement d'honoraires (maternité et psychiatrie) : – médecins adhérents au contrat d'accès aux soins (CAS) ; – médecins non adhérents au contrat d'accès aux soins y compris non conventionnés (remboursement sur la base du tarif d'autorité). Forfait journalier hospitalier Chambre particulière (par jour/an/bénéficiaire) Frais d'accompagnement (enfant de moins de 16 ans) Prime de naissance	80 % ou 100 % BR	0 % ou 20 % BR 0 % ou 20 % BR 220 % BR 100 % BR 220 % BR 100 % BR FR 25 €/jour 1/3 PMSS	280 % BR 80 % BR	53 €/jours limité à 60 jours/an 52 €/jours limité à 30 jours/an

NATURE DES FRAIS	REMBOURSEMENT du régime de base	RÉGIME SOCLE		RÉGIME OPTIONNEL
		Remboursement complémentaire		Remboursement complémentaire au socle
Optique Équipement : verres + monture (dont 150 € maxi pour les montures) Monture + 2 verres simples ⁽⁴⁾ Monture + 1 verre simple et 1 verre complexe ou 1 verre très complexe Monture + 2 verres complexes ⁽⁴⁾ ou 2 verres très complexes ou 1 verre complexe et 1 verre très complexe Lentilles remboursées par le régime de base Lentilles non remboursées par le régime de base	60 % BR 60 % BR 60 % BR 60 % BR	Par bénéficiaire et pour 2 ans ⁽³⁾ 230 € 275 € 350 €		Par bénéficiaire et pour 2 ans ⁽³⁾ 140 € 140 € 140 €
		40 % + crédit de 210 €/an Crédit de 100 €/an		Crédit de 140 €/an Crédit de 140 €/an
		100 % BR 100 % BR		
		140 % BR + crédit de 300 € 140 % BR + crédit de 300 €		160 % 160 %
		100 % BR 100 % BR 200 % BR		50 % BR 200 €/an/bénéficiaire 100 €/an/bénéficiaire
Dentaire Frais de soins Honoraires Prothèses dentaires remboursées par le régime de base (hors couronne implantato-portée) Couronne implantato-portée Inlays, Onlays Inlay core Orthodontie remboursée par le régime de base Implantologie (hors couronne implantato-portée) Parodontologie	70 % BR 70 % BR 70 % BR 70 % BR 70 % BR 70 % ou 100 % BR	100 % BR 100 % BR		
		140 % BR + crédit de 300 € 140 % BR + crédit de 300 €		160 % 160 %
		100 % BR 100 % BR 200 % BR		50 % BR 200 €/an/bénéficiaire 100 €/an/bénéficiaire

NATURE DES FRAIS	REMBOURSEMENT du régime de base	RÉGIME SOCLE		RÉGIME OPTIONNEL
		Remboursement complémentaire		Remboursement complémentaire au socle
Appareillage Fournitures médicales, pansements, gros et petits appareillages, orthopédie, prothèses sauf prothèses auditives et dentaires Prothèses auditives remboursées par le régime de base	60 % ou 100 % BR 60 % BR	0 % BR ou 40 % BR 390 %		400 % BR Crédit de 350 €/oreille/an
Cures thermales Frais remboursés par le régime de base : honoraires médicaux ⁽¹⁾ , transport, hébergement, surveillance Forfait thermal complémentaire	65 % ou 70 % BR Frais balnéaires acceptés			35 % ou 30 % BR Crédit de 150 €/an/bénéficiaire
Divers Transports remboursés par le régime de base Forfait actes lourds ⁽⁵⁾ Vaccins non remboursés par le régime de base	65 % BR	35 % BR ou 30 % BR FR		40 €/an/famille

(1) Pour les éventuels dépassements, se référer aux dépassements frais médicaux. Si garantie différente, ajouter lignes de garanties avec distinction CAS/Non CAS.

(2) Actes de prévention : tous les actes de prévention sont pris en charge au titre du contrat (pour information liste annexée ci-dessous à la date du 18 novembre 2014) : scellement des sillons avant 14 ans ; détartrage annuel effectué en 2 séances maximum ; bilan du langage avant 14 ans ; dépistage de l'hépatite B ; dépistage des troubles de l'audition après 50 ans ; ostéodensitométrie pour les femmes de plus de 50 ans ; vaccinations (diphtérie, tétanos, poliomyélite, coqueluche, hépatite B, BCG, rubéole, pneumocoques, selon âge).

(3) La période de prise en charge de 2 ans est réduite à 1 an pour les enfants de moins de 18 ans et les personnes dont la vue évolue.

(4) Verres simples : sphère comprise entre – 6 + 6 dioptries et/ou cylindre < = 4 dioptries.

Verres complexes :

- verres simple foyer (sphère > – 6 ou + 6 dioptries ou cylindre > + 4 dioptries) ;
- verres multifocaux ;
- verres progressifs.

Verres très complexes :

- verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est hors zone de – 8,00 à + 8,00 dioptries ;
- verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est hors zone de – 4,00 à + 4,00 dioptries.

(4) Verres unifocaux :

NATURE DES FRAIS	REMBOURSEMENT du régime de base	RÉGIME SOCLE	RÉGIME OPTIONNEL
		Remboursement complémentaire	Remboursement complémentaire au socle
<p>- verres unifocaux simples (catégorie a) : verres simple foyer dont la sphère est comprise entre – 6,00 et + 6,00 dioptries et/ou dont le cylindre est inférieur ou égal + 4,00 dioptries ;</p> <p>- verres unifocaux complexes (catégorie c) : verres simple foyer dont la sphère est hors zone de – 6,00 à + 6,00 dioptries ou dont le cylindre est supérieur à + 4,00 dioptries.</p> <p>Verres mixtes : un verre simple et un verre complexe, un verre très complexe, un verre complexe et un verre très complexe.</p> <p>Verres multifocaux :</p> <p>Verres multifocaux complexes (catégorie c) et très complexes (catégorie f : verres multifocaux ou progressifs sphéro-cylindriques dont la sphère est hors zone de – 8,00 à + 8,00 dioptries ou verres multifocaux ou progressifs sphériques dont la sphère est hors zone de – 4,00 à + 4,00 dioptries).</p> <p>(5) Forfait acte lourd : il s'agit d'un ticket modérateur d'ordre public et forfaitaire (18 € en 2015). Il est dû par le patient au praticien pour tout acte technique dont le montant est supérieur à 120 € (ou dont le coefficient est supérieur à 60).</p>			

Directeur de la publication : Yves Struillou

165190240-000619

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours
